

Université Panthéon-Assas

Institut Français de Presse (IFP)

Mémoire de Master 2 Médias et Mondialisation
dirigé par M. Fabrice d'Almeida

**Le Better Life Index au cœur de la
construction médiatique d'indicateurs
économiques alternatifs**

Aurore Bonnigal

Sous la direction de M. Fabrice d'Almeida

17 juin 2015

Avertissement

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans ce mémoire ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

Remerciements

Je tiens à remercier mon directeur de mémoire M. D'Almeida pour ses conseils, ainsi que M. Finat Duclos pour le temps qu'il m'a accordé.

Résumé :

Mots clés : économie du bonheur, Better Life Index, Commission Stiglitz, OCDE, médias

Lancé en 2011 par l'OCDE, le Better Life Index est un indicateur intégrant onze dimensions ayant pour objectif de mesurer la qualité de vie des citoyens. Ouvrant la voie à la possibilité d'une vie meilleure, il s'inscrit dans la lignée du Rapport de la Commission Stiglitz Sen Fitoussi et a pour ambition de devenir, à termes, l'indicateur référentiel dans la mesure de l'économie.

Ce mémoire questionne le débat sur la construction d'indicateurs alternatifs dans les médias. L'analyse s'appuie sur un corpus de presse composé d'articles sur Joseph Stiglitz et sur le Better Life Index. Ce dernier met en lumière la nouveauté de l'intérêt porté aux questions de bien-être en économie dans le champ politique et médiatique. L'analyse souligne, par ailleurs, la cristallisation des débats économiques et financiers autour de Joseph Stiglitz comme expert médiatique. Enfin, il questionne les ressorts de la communication du BLI –participation citoyenne, visualisation, événements –.

Introduction

Happy Planet Index, Bonheur National Brut... Les indicateurs alternatifs fleurissent dans la sphère économique. Les pays scandinaves, modèles d'exemplarité, ou le Bhoutan, pays des bienheureux : les médias commencent à donner de la visibilité aux débats sur la qualité de vie.

Néanmoins peu de citoyens ont eu connaissance du Better Life Index¹, fruit du travail de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques. Lancé en 2011, suite à la publication du rapport Stiglitz Sen Fitoussi (2009), c'est un indicateur comprenant onze variables dont l'ambition est de mesurer et d'améliorer la qualité de vie des individus. Il permet aux citoyens, en se rendant sur le site, de pondérer les critères auxquels ils attachent le plus d'importance (logement, environnement, liens sociaux...) et de créer leur propre indice.

Découvert lors des Journées du Patrimoine au siège parisien de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques, cet objet médiatique a attisé ma curiosité.

Quel est donc l'intérêt d'une organisation comme l'OCDE, souvent assimilée à un « club de riches », de s'intéresser à des questions sociales telles que la satisfaction des individus ou encore leur équilibre travail-vie ? Comment cet outil peut-il être utilisé dans les politiques publiques ? Pourquoi l'avoir découvert en 2014 alors qu'il existait depuis trois ans ? Ces interrogations m'ont amenée à me pencher de plus près sur cet indicateur du bonheur.

La démarche de ce mémoire s'est fondée sur une première recherche sur le Better Life Index. Entre le lancement en 2011, et le mois de janvier 2015, on recense

¹ Annexe 10

seulement 18 articles dans la presse française. Parmi ce premier corpus mis à jour, j'ai identifié les termes parallèlement traités dans ces articles. Une liste de mots clés récurrents est apparue, dont les trois majoritaires sont le PIB, Stiglitz, et la Commission Stiglitz. Ces données ont permis d'étendre les ressources disponibles afin d'appréhender le Better Life Index.

Dans un second temps, la recherche s'est alors élargie à l'ensemble des thématiques liées, en étendant en parallèle la période de recherche depuis 2001, date à laquelle Joseph Stiglitz reçoit le prix Nobel. 59 763² articles traitent du PIB et 747 concernent Joseph Stiglitz. La visibilité donnée à ces deux thèmes dépasse largement l'attention accordée au Better Life Index. Par ailleurs, le pic de publications autour de Joseph Stiglitz est atteint en 2009 lorsque la Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès mandatée par Nicolas Sarkozy publie son rapport. Alors que la Commission préconise la création de nouveaux indicateurs de performance économique, pourquoi les médias n'ont-ils pas suivi l'après Commission Stiglitz ? Comment se construit médiatiquement un nouveau débat sur la mesure du bonheur en économie ?

Cette problématique et les articulations de la recherche ont conduit à deux hypothèses : d'une part, le Better Life Index ne s'ancre pas dans le dogme productiviste et libéral majoritaire à l'instar du PIB, et ne serait donc pas légitime aux yeux des médias ; d'autre part les institutions et les débats économiques sont insaisissables et nécessitent la personnification autour d'un porte parole, en l'occurrence Stiglitz.

Le mémoire sera présenté en trois parties. Nous aborderons dans un premier temps la notion de bonheur qui oscille entre l'enthousiasme et l'incompatibilité en économie. Dans cette approche, nous nous intéresserons à la création et aux missions premières de l'OCDE avant d'ouvrir la voie à des travaux comme le BLI, puis à l'illégitimité de la question du bonheur et enfin à la nécessité de réajuster le PIB.

² Annexe 2

Dans une seconde partie, nous évoquerons la médiatisation du débat sur le bonheur à travers la cristallisation autour d'un leader, présenté comme expert médiatique et objets de récits médiatiques croisés.

Enfin, nous nous intéresserons aux ressorts de la communication du BLI à travers l'outil de participation citoyenne et la logique concurrentielle sous jacente.

Le bonheur, entre enthousiasme et incompatibilité en économie

DE L'OECE A L'OCDE : LA COOPERATION DANS LE PAYSAGE ECONOMIQUE ET POLITIQUE

Afin d'étudier le Better Life Index, il est essentiel de contextualiser la création de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques et ses objectifs initiaux.

L'Organisation Européenne de Coopération économique s'est créée en 1948, dans le contexte d'une Europe ruinée par la Seconde Guerre mondiale. L'un des facteurs clés a été le double choix politique des Etats-Unis : d'une part venir en aide aux Européens, d'autre part promouvoir la coopération entre les Etats. L'OECE a eu « un rôle à double tranchant »³ : si elle a d'abord eu pour ambition la résolution des problèmes d'après guerre, comme la dislocation d'un système monétaire entre les pays, elle a aussi favorisé une coopération entre ses membres qui n'avaient pas en soi de rapport avec la situation d'après guerre. C'est le développement de ces activités de coopération qui entraîne la création en 1961 du nouveau cadre institutionnel de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, une fois résolues les problématiques post Seconde Guerre mondiale.

Les missions et l'organisation de l'OECE

Le discours du général George Marshall, prononcé en 1947 invitait les pays européens à rechercher ensemble, avec l'aide des Etats-Unis la solution de leurs

³ Bonvin Jean et Morrisson Christian, *L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)*, Presses universitaires de France, collection « Que sais-je ? », n° 3405, 127p.

problèmes. La nouveauté résidait, non pas dans l'aide matérielle déjà mise en place en 1945, mais dans l'incitation en faveur d'une coopération pour traiter les problèmes des pays. Les européens réagirent immédiatement à la proposition en se rassemblant le 12 juillet 1947 à Paris lors d'une conférence de Coopération Economique Européenne. Présidée par le Ministre des Affaires Etrangères du Royaume Uni, M. Bévin, cette conférence mit en place un Comité de Coopération Economique Européenne (CCEE) chargé d'élaborer un rapport sur le relèvement européen. Ce rapport examinait les moyens d'accroître la production et de combattre l'inflation, via une aide apportée par les Etats-Unis. Le congrès américain après examen du rapport, accorda une aide de plusieurs millions de dollars dédiée à sa mise en place. Mais pour mener à bien ce programme, il devenait urgent de créer un organisme de coopération permanent en France. En mars 1948, le CCEE proposa donc une Convention de Coopération Economique Européenne, signée par les Ministres des Affaires Etrangères des pays participants⁴. Cette dernière institua en son article 1 l'Organisation Européenne de Coopération Economique (OECE) dont le but premier est d'exécuter le programme de relèvement mais aussi d'encourager, de manière globale la productivité : « Les Parties Contractantes s'engagent à promouvoir avec énergie tant individuellement que collectivement le développement de la production, par l'utilisation des ressources dont elles disposent dans la Métropole comme dans les territoires d'Outre-mer et par la modernisation progressive de leur équipement et de leurs techniques, dans les conditions les mieux appropriées à la réalisation du programme commun de relèvement »⁵. Comme l'explique Jean Bonvin⁶, cette convention induisait un bouleversement politique : « Ainsi, dix mois après le discours du général Marshall, les pays d'Europe occidentale établissaient une coopération

⁴ Représentants de l'Autriche, de la Belgique, du Danemark, de la France, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal, du Royaume-Uni, de la Suède, de la Suisse, de la Turquie et les commandants en chef des zones d'occupation en Allemagne de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis.

⁵ Convention de Coopération Economique Européenne, OCDE, Paris, 16 avril 1948

⁶ Bonvin Jean et Morrison Christian, *L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)*, Presses universitaires de France, collection « Que sais-je ? », n° 3405, 127p.

internationale totalement nouvelle entre eux. Ils s'engageaient à travailler ensemble, à soumettre l'ensemble de leur politique économique à l'examen critique de leurs voisins, à fournir à l'OECE toutes les informations dont elle avait besoin. Ils s'engageaient également à libéraliser leurs économies après vingt ans de protectionnisme renforcé par la crise puis par la guerre ».

Revenons maintenant sur trois grands organes fonctionnels au sein de l'OECE : le Conseil (direction), le comité exécutif et le secrétariat général⁷.

La direction de l'OECE est confiée à un Conseil, assisté d'un comité exécutif et d'un secrétariat général. Le Conseil est composé des représentants des pays membres et est en charge de l'administration et de la politique générale de l'OECE. Il prend les décisions qui engagent les gouvernements des pays membres dans leur politique économique, il peut créer des groupes de travail sur des sujets spécifiques, et il examine les travaux de ces groupes.

Le comité exécutif de l'OECE est composé des représentants des sept pays membres désignés chaque année par le Conseil. Il se réunit au moins une fois par semaine et est en charge de la coordination des travaux du Conseil.

Enfin, le secrétariat général regroupe des fonctionnaires internationaux dirigés par un secrétaire général et deux secrétaires adjoints. Le secrétaire général assiste aux séances du Conseil et du Comité Exécutif, il a également les pouvoirs de nomination des fonctionnaires et de gestion des finances. Le secrétariat général est divisé en directions rattachées chacune à une activité : affaires générales, affaires économiques et statistiques, productivité, énergie nucléaire... Jean Bonvin⁸ rappelle le caractère intergouvernemental de l'OECE : « les décisions sont prises non par un vote avec une majorité qualifiée, mais par consensus. Un pays membre a la possibilité de ne pas approuver une décision et par suite de ne pas l'appliquer ». Le trait différenciant de l'OECE par rapport à d'autres institutions est non pas d'être contraignante mais d'émettre des avis ou des conseils. Comme l'expliquait un chargé de mission lors de ma visite à l'OCDE : « On recommande mais on n'oblige pas ». La force

⁷ Annexe 1

⁸ Bonvin Jean et Morrisson Christian, *L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)*, Presses universitaires de France, collection « Que sais-je ? », n° 3405, 127p.

contraignante réside plus dans la pression « sociale » si un pays a eu une note négative dans un domaine.

L'OECE et la libéralisation des échanges

La construction de l'OECE a joué un rôle dans la libéralisation des échanges et dans la construction du système économique majoritaire aujourd'hui. Dès le début, elle a cherché à lutter contre les restrictions commerciales et contre les contrôles des changes qui étaient liés à la pénurie de dollars. En effet, le Conseil recommandait aux pays de l'OECE d'éliminer progressivement les restrictions quantitatives, et en novembre 1949, les pays s'engageaient à abolir les quotas de leurs importations en provenance des autres pays membres. D'autres exemples de libéralisation des échanges s'ensuivirent. En août 1950 fut adopté un code de la libération des échanges. Par ailleurs, afin de surmonter les tarifs douaniers élevés, l'OECE mit en place une union douanière entre la Belgique, les Pays Bas et le Luxembourg, permit la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, et enfin institua le Traité de Rome en mars 1957 qui forme la Communauté économique Européenne⁹. Au delà des échanges de marchandises, l'OECE a libéré les transactions invisibles liées aux transports, aux banques et aux assurances... Elle est donc parvenue à une libération des échanges de marchandises et de capitaux significative qui explique le réseau de flux marchands actuels.

De l'OECE en crise à l'OCDE

En 1950, l'OECE a déjà atteint plusieurs de ses objectifs initiaux questionnant ainsi son existence. Avec la création de la CEE, l'OECE allait se trouver au cœur d'un conflit en matière de libération des échanges. Afin d'éviter que le bloc constitué par une union douanière ait des effets discriminatoires envers les autres pays européens, les ministres avaient avancé l'idée d'une zone de libre échange européenne liée à l'OECE. Cependant, la France, appuyée par les Etats-Unis, s'opposa à cette idée. Cette proposition fut donc abandonnée en 1958 et l'OECE perdait l'une des fonctions de libéralisation des échanges entre tous les pays membres. En parallèle, l'OTAN, lors

⁹ Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, et Pays-Bas

d'une réunion annuelle en 1957, invita ses membres à renforcer leur coopération économique. Dès lors « deux solutions »¹⁰ se présentaient : renforcer la coopération économique au sein de l'OTAN ou transformer l'OECE en une organisation de coopération atlantique où les Etats-Unis et le Canada participeraient. Après la consultation de personnalités internationales et la dégradation du climat interne à l'OECE (due à l'incertitude de son avenir), ce fut la deuxième solution qui fut choisie. Le texte de la Convention instituant l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) fut signé le 14 décembre 1960 à Stockholm. Cette convention entra en vigueur après ratification par les vingt pays signataires (dix sept membres de l'OECE, ainsi que les Etats-Unis, le Canada et le Portugal). L'OECE s'est donc reconstituée en une nouvelle organisation, l'OCDE avec la même personnalité juridique. Néanmoins les objectifs étaient différents.

L'OCDE est une organisation qui est permanente et indépendante de toute autre organisation internationale. Comme l'OECE, l'OCDE agit via des recommandations faites à ses membres mais aucun mécanisme de sanction n'existe si les décisions ne sont pas respectées.

Le premier article de la Convention définit les objectifs précis de l'organisation : « L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (appelée ci-dessous l'Organisation) a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- a) à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et à contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;
- b) à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ;
- c) à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire conformément aux obligations internationales »¹¹. Pour atteindre ces

¹⁰ Bonvin Jean et Morrison Christian, *L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)*, Presses universitaires de France, collection « Que sais-je ? », n° 3405, 127p.

¹¹ Convention relative à l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, OCDE, Paris, 14 décembre 1960

objectifs l'article 2¹² de la Convention mentionne plusieurs moyens parmi lesquels : l'utilisation efficace des ressources économiques, des politiques de croissance et de stabilité financière, la formation et le développement scientifique dans les pays membres, l'apport de capitaux et l'assistance aux pays en développement. C'est l'une des premières mentions de la notion de « pays en développement » suggérant un interventionnisme au nom de la croissance économique. L'OCDE a une double activité : c'est une organisation intergouvernementale dans laquelle les gouvernements coopèrent dans le cadre du Conseil et des nombreux comités et groupes de travail réunissant les représentants des pays membres. C'est aussi un centre d'informations et de publications. L'organisation, via son secrétariat, prépare une masse considérable d'études, d'analyses, de statistiques et de prévisions. Cette activité d'information vaudra aux membres de l'OCDE le surnom des « experts du château de la Muette » par les journalistes. Mais c'est surtout, et c'est encore le cas aujourd'hui, le surnom de « club de riches » qui sera attribué à l'OCDE. Jean Bonvin nuance ces propos : « Certes au début des années 60 et dans la suite des travaux de l'OECE, l'Organisation s'est souciée en priorité de promouvoir la croissance la plus rapide possible dans les pays membres. Mais ensuite d'autres objectifs ont pris une place de plus en plus importante dans les activités de l'Organisation comme la protection de l'environnement (avec la création en 1970 d'une direction de l'environnement) ou les aspects sociaux du développement (avec des travaux sur l'emploi, les migrations, avec des recherches sur les indicateurs sociaux...)... Quant à l'idée d'un « club de riches »... il est facile d'indiquer des contre-exemples. Dès sa création, l'OCDE comprend des pays comme le Portugal, la Turquie ou la Grèce qui ne font pas partie des « pays riches » et depuis 1994, elle a accueilli le Mexique alors que l'un des pays les plus riches du monde, pour le revenu par habitant, Singapour, n'en fait pas partie »¹³. Mais le mode de financement a tout de celui d'un « club de riches » : il repose sur une participation financière de chaque pays membre en fonction de son PIB. Il apparaît donc plus intéressant d'y accepter des pays dont le PIB est élevé. L'idée de

¹² Idem

¹³ Bonvin Jean et Morrisson Christian, *L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)*, Presses universitaires de France, collection « Que sais-je ? », n° 3405, 127p.

club est également renforcée par l'adhésion où l'accord de tous les pays membres est nécessaire.

OCDE : composition et fonctionnement

L'organisation est juridiquement ouverte et l'article 16¹⁴ ne prévoit aucune condition formelle pour pouvoir adhérer. Tout pays peut présenter une demande d'adhésion et celle-ci sera acceptée si tous les Etats Membres sont d'accord : « Le Conseil peut décider d'inviter tout gouvernement prêt à assumer les obligations de membre à adhérer à la présente Convention. Cette décision doit être prise à l'unanimité ». Si aucune condition concernant le pays candidat n'est indiquée, il faut toutefois noter que le préambule de la Convention de 1961 émet une recommandation : « Estimant que les nations les plus avancées dans le domaine économique devraient coopérer pour aider au mieux de leurs facultés les pays en voie de développement économique »¹⁵. De 1971 à 1973, quatre nouveaux Etats deviennent membres : le Japon, la Finlande, l'Australie, la Nouvelle Zélande. Toutes ces adhésions s'inscrivent incontestablement dans la logique d'un niveau de développement élevé. Ainsi, le revenu moyen des pays membres est 4,4 fois plus élevé que le revenu moyen mondial. Aujourd'hui, l'OCDE compte 34 pays membres.

La structure de l'OCDE est la même que celle de l'OECE, à savoir le Conseil, le Comité exécutif, et le secrétariat général. Le Conseil est l'organe souverain et législatif de l'OCDE, selon l'article 7 de la Convention il est : « l'organe duquel émanent tous les actes de l'organisation »¹⁶. L'égalité de droit entre les pays membres se traduit par la participation de tous les gouvernements (de leurs représentants) au Conseil. Cette égalité est garantie par la règle selon laquelle tout acte de l'organisation doit être adopté par consensus. Le Conseil se réunit une fois par an (généralement en mai) avec les ministres, souvent ceux des affaires étrangères, de l'économie ou du commerce pour examiner les questions les plus importantes et fixer l'orientation annuelle de l'organisation. Le reste de l'année, il se réunit deux fois par mois avec les des

¹⁴ Convention relative à l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, OCDE, Paris, 14 décembre 1960

¹⁵ Idem

représentants permanents (soit les chefs de délégation des pays membres). C'est donc à ce niveau que la plupart des affaires sont réglées. Le Conseil adopte formellement tous les actes de l'organisation, discute les grands problèmes et affaires de politique générale et enfin indique les actions à entreprendre.

Le comité exécutif quant à lui assiste le Conseil. C'est un organe plénier qui examine les rapports ou les propositions qui lui sont soumis par les comités ou d'autres organes de l'organisation : soit il règle les problèmes en suspens de telle sorte que le Conseil peut ensuite approuver rapidement ces dossiers, soit il prolonge l'instruction du dossier parce ce rapport suscite des divergences politiques entre les délégations. Il évite le plus souvent que l'affaire arrive jusqu'au conseil pour y être bloquée. Les organes subsidiaires sont les comités et groupes de travail. Ces derniers jouent un rôle fondamental dans l'organisation, c'est en leur sein que se fait le travail de préparation et d'analyse et souvent les interventions postérieures du comité exécutif. Les comités peuvent eux mêmes créer des groupes de travail temporaires afin de les aider. C'est le cas du Better Life Index, puisqu'une commission a spécialement été créée pour le projet. De tels groupes peuvent avoir une activité cantonnée à un domaine technique spécifique mais d'autres jouent un rôle important comme celui qui réunit les directeurs du trésor et de hauts représentants des banques centrales de 10 pays membres dont tous les pays du G7.

Parmi les organes d'exécution se trouve le secrétaire général qui dirige les travaux du secrétariat. Il est en même temps le président du Conseil et a donc un pouvoir d'initiative : il peut soumettre des propositions au Conseil. Il bénéficie par ailleurs, ainsi que les membres du secrétariat d'une indépendance garantie à l'article 11 de la Convention : « Etant donné le caractère international de l'Organisation, le secrétaire général, les secrétaires généraux suppléants ou adjoints et le personnel ne solliciteront ni recevront de directives d'aucun des membres de l'organisation, ni d'aucun des gouvernement ou autorité extérieurs à l'organisation »¹⁷.

¹⁶ Id

¹⁷ Idem

Le secrétariat de l'organisation composé d'une quinzaine de directions ou services est responsable de nombreuses tâches : la première et l'une des plus importantes est de préparer les réunions de tous les organes délibératifs, c'est à dire d'effectuer les études, travaux préliminaires nécessaires, de réunir la documentation sur le sujet examiné ; la seconde est d'assurer l'organisation matérielle des réunions ; la dernière est d'informer chaque organe des travaux des autres organes et de coordonner les travaux menés simultanément par tous les organes. Il existe également en parallèle des organismes indépendants qui sont créés afin de répondre à un besoin spécifique, par exemple l'Agence pour l'énergie nucléaire.

Les relations de l'OCDE avec les pays non membres.

Les vingt sept premières années d'existence de l'OCDE ont été marquées par la logique de l'opposition Est-Ouest et Nord-Sud. Son ouverture vers des pays non membres était mesurée et progressive, en phase avec l'évolution lente du monde pendant cette période. A partir du milieu des années 80, l'affaiblissement de l'influence soviétique, l'émergence de nouvelles économies dynamiques puis la chute du mur de Berlin ont provoqué une accélération de l'histoire dont les conséquences économiques ont exigé une adaptation rapide de l'OCDE.

Dans le contexte de la guerre froide, l'économie était une arme stratégique très importante. L'OCDE était un lieu privilégié de concertation du monde libre qui devait, d'une part affronter le bloc communiste, d'autre part définir sa position par rapport à un Tiers Monde oscillant entre l'aide occidentale et l'aide soviétique. L'OCDE comptait également parmi ses membres des pays possédant encore à l'époque des colonies, c'est pourquoi la décolonisation et les pays en développement se révélèrent être un enjeu majeur pour l'OCDE. Les impératifs étaient alors à la fois économiques et politiques. En effet, ces anciennes colonies constituaient à la fois des sources de matières premières et des marchés potentiels importants pour les pays membres. Pour répondre aux besoins de compréhension et de coordination des politiques d'aide des pays dits en développement trois organes furent créés. Le premier est le comité d'Aide au Développement, mis en place en 1961 ; il regroupe les donateurs d'aide et a pour but d'améliorer les différentes formes d'aides au développement et d'harmoniser les programmes nationaux. Il a pour vocation d'encourager l'accroissement et collabore

pour cela avec des institutions internationales comme la Banque Mondiale ou le Fonds Monétaire International. Le second organe est la Direction de la Coopération pour le développement, structurée en quatre divisions : la division des systèmes statistiques qui centralise les données de chaque pays et en font la référence statistique dans la politique sur l'aide publique au développement, la division des examens de politique d'aide, la division de la gestion stratégique de la coopération pour le développement, et enfin la division des politiques financières et du secteur privé. Enfin, le dernier organe est le Centre de Développement, créé en 1962 ; il établit un lien entre les pays de l'OCDE et les pays en développement. D'un côté, il s'agit de faire bénéficier ces derniers de l'expertise de la zone OCDE par l'information et le transfert d'expérience ; de l'autre côté les travaux de recherche de l'OCDE ont pour objet de mieux faire connaître les problèmes et difficultés que rencontrent les pays du « sud » avec une approche occidentale des problèmes, telle qu'on la connaît aujourd'hui. Depuis sa création, l'OCDE entretient donc des relations particulières avec les pays dits en développement. Sous couvert d'une politique de coopération, elle a jugé bon d'intervenir dans les pays qu'elle considère en développement produisant une forme de politique néocoloniale. Cette orientation guide d'ailleurs les choix dans les indicateurs économiques travaillés au sein de l'OCDE.

Si aujourd'hui la tendance est à la construction d'indicateurs économiques alternatifs, c'est à dire qui ne mettent pas uniquement l'accent sur la croissance économique, ceux-ci demeurent encore peu visibles sur le plan politique et médiatique.

L'EMPATHIE MARGINALISEE

Lorsque j'ai entamé mes recherches sur ce mémoire, j'ai souhaité quantifier le nombre de retombées médiatiques sur des thématiques économiques variées. Je me suis non seulement intéressée aux indicateurs économiques que l'on pourrait qualifier de référentiels (PIB, IDH), mais aussi aux termes et indicateurs liés à l'économie du bonheur, comme le Better Life Index ou le Happy Planet Index. Force a été de constater que le bonheur dans sa dimension économique intéresse encore peu les médias. En effet, on compte, entre 2011 et 2015, 216 retombées presse, 18 pour le Better Life Index, et seulement 3 pour le Happy Planet Index¹⁸. Dès lors, qu'est ce qui explique la difficulté à construire un débat médiatique sur ce sujet, et à donner de la visibilité au Better Life Index ?

L'appréciation du bonheur en économie n'est seulement pas « boudée » par les médias, elle demeure encore peu visible dans la sphère économique et politique. Comme le rappelle Lucie Davoine¹⁹ dans son ouvrage *Economie du bonheur*, le regain d'intérêt pour le bonheur dans la sphère économique et politique est récent mais les premières recherches, elles, ne sont pas nouvelles.

Les prémices des travaux sur l'économie du bonheur

Lucie Davoine souligne que les premiers travaux novateurs en économie du bonheur peuvent être rattachés à la théorie utilitariste.

En effet, l'histoire de l'économie reste marquée par l'évolution des théories utilitaristes, c'est à dire de « ce qui compte »²⁰ comme le résume l'auteure. Qu'il s'agisse d'Adam Smith ou de Karl Marx, la valeur d'un bien ou d'un service a toujours été mesurée en fonction de la quantité de travail nécessaire à sa production, sans jamais tenir compte de l'usage qui en est fait ou de la satisfaction globale donnée à l'utilisateur. Puis, à partir de la seconde moitié du XIX siècle, les sciences

¹⁸ Annexe 2

¹⁹ Davoine Lucie, *Économie du bonheur*, La Découverte « Repères », 2012, 107p.

²⁰ Idem

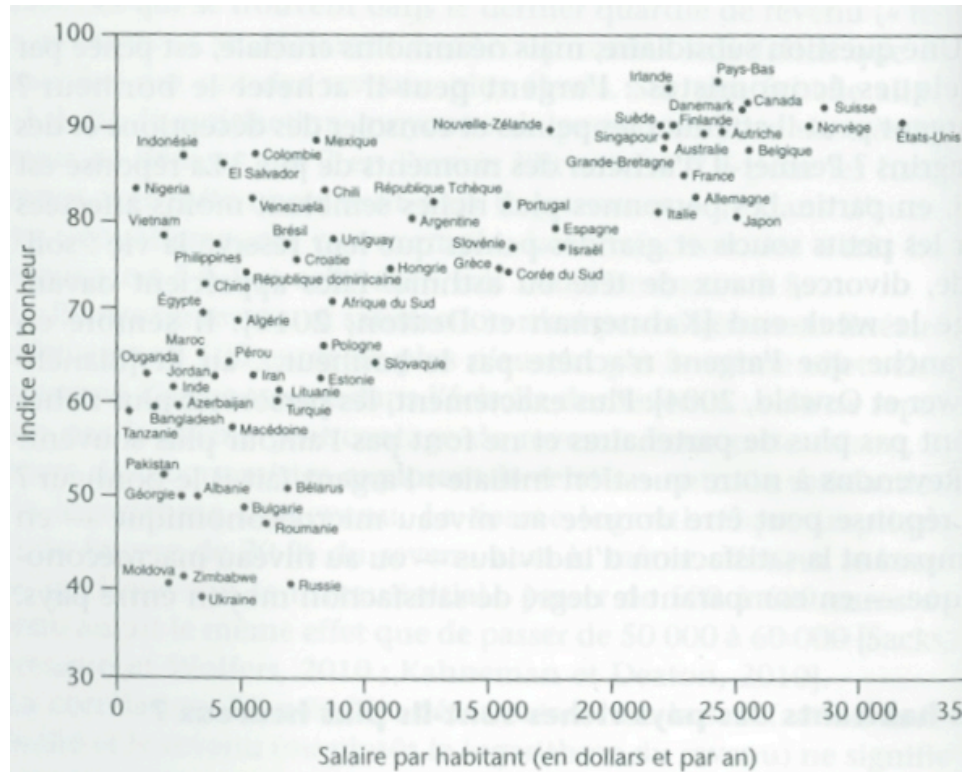
économiques ont délaissé la notion de travail pour s'intéresser à l'utilité retirée d'un bien. Comme l'explique Lucie Davoine : « dans la théorie néoclassique, la valeur d'un bien dépend de la satisfaction qu'il procure à celui qui le détient ou le consomme ».²¹ C'est l'utilitarisme qui appelle à la mesure de la satisfaction. Dès lors, les économistes s'interrogent sur la manière dont peut se mesurer la satisfaction des individus. C'est en 1880, que Francis Edgeworth, un économiste anglais développe un hédomètre. Ce dernier se base sur les symptômes physiques du bien-être pour mesurer la satisfaction. Mais cet outil, laissant une large place à la psychologie, n'est pas jugé pertinent par ses pairs fermant tout débat pendant plus d'un siècle. L'école néoclassique rejette alors tout recours à la psychologie et fonde la mesure de l'utilité d'un bien sur l'hypothèse de rationalité des individus²². Mais la simple observation des choix individuels suffit-elle : les individus anticipent-ils le bien-être qu'ils retirent de leur décision ? Pour évaluer la satisfaction des individus, certains économistes entament une démarche empirique en proposant de sonder directement les individus. L'économie du bonheur apparaît dans le courant des années 50 aux Etats-Unis, mais le texte fondateur est publié en 1974 par Richard Easterlin. Dans son article intitulé « Does economic growth improve the human lot ? Some empirical evidence »²³ cet économiste américain nuance les effets de la croissance : l'augmentation accrue des richesses dans les années 1960 aux Etats-Unis ne s'accompagne pas d'une hausse de la satisfaction. Entre 0 et 15 000 dollars par habitants et par an, l'augmentation des richesses matérielles et le bien-être sont corrélés. Passé ce seuil de revenu, le bien-être est constant même si la richesse par habitant augmente. Ainsi, si l'on reprend l'infographie Richard Layard ci dessous, comparant le salaire par habitant et le revenu en dollars²⁴, un Nigérien serait aussi heureux qu'un Allemand dont le PIB par habitant est supérieur.

²¹ Id

²² Le comportement des agents économiques est dit rationnel lorsqu'ils ont pour objectif de maximiser leur utilité personnelle

²³ Easterlin Richard, « Does Economic Growth Improve the Human Lot? » Nations and Households in Economic Growth . P. A. David and W. B. Melvin. Palo Alto, Stanford University Press, 1974, p 89-125.

²⁴ Annexe 3



Pourtant, ce fait est d'autant plus surprenant que l'étude menée par Richard Easterlin²⁵ montre qu'au sein d'un même pays les riches sont plus heureux que les pauvres. Il explique : « Lorsque nous représentons le bonheur moyen en fonction du revenu moyen de groupes d'individus dans un pays donné à un moment t... les individus riches sont en fait bien plus heureux que les pauvres. L'importance de l'écart est véritablement surprenante. Vous ne pourriez imaginer aucun changement qui puisse faire progresser votre vie sur l'échelle de bonheur autant que de passer de la tranche de 5 % la plus basse de l'échelle de revenus à la tranche de 5 % la plus haute²⁶ ». C'est ce qu'on appelle en économie le paradoxe d'Easterlin. Il avance alors deux arguments pour expliquer ce paradoxe : la comparaison et l'accoutumance. « Le revenu relatif importe plus que le revenu absolu : la croissance serait donc un jeu à somme nulle, où le bonheur accru des uns a pour revers l'envie et la jalousie des autres. Par ailleurs, les habitants de pays développés, dont les besoins primaires seraient déjà satisfaits (nourriture, chauffage, logement), s'habitueraient rapidement à

²⁵ Easterlin Richard, « Does Economic Growth Improve the Human Lot? » Nations and Households in Economic Growth . P. A. David and W. B. Melvin. Palo Alto, Stanford University Press, 1974, p 89-125.

²⁶ Idem

une hausse de revenu et demanderaient toujours plus de revenu, toujours plus de biens à consommer, des maisons plus grandes, des voitures plus grosses, de nouveaux biens de luxe. »²⁷. Comme le résume Lucie Davoine, qu'importe que le revenu augmente, les individus ne sont satisfaits que lorsqu'ils ont plus qu'autrui, et ont tendance à s'habituer à une augmentation de leurs revenus. Alors l'argent fait-il le bonheur? Si les résultats révèlent des paradoxes, Easterlin est l'un des pionniers à ouvrir le débat sur le lien entre bonheur et revenu.

Mais à l'époque, le chercheur ne convainc pas tous les économistes, et si quelques articles suivent ses travaux, l'économie du bonheur demeure marginalisée au sein des sciences économiques. Il faut attendre les années 1990 avec les recherches d'Andrew Clark, David Blanchflower et Andrew Oswald pour donner de la visibilité à ces études et susciter l'engouement que connaît aujourd'hui l'économie du bonheur.

Directeur de recherche au CNRS, Andrew Clark explique dans un entretien « Tout ce qui est basé sur la macroéconomie est basé sur un processus de décision et jusque là en économie on imaginait que les gens maximisaient leur utilité. Il semble que l'on a une variable qui révèle cette utilité et c'est le bonheur, la satisfaction ou le bien-être individuel. Les gens veulent être heureux et agissent pour être heureux. C'est ça l'approche économique du bonheur »²⁸. Andrew Clark révèle donc que le bonheur guide les choix économiques des individus dans la maximisation de leur utilité.

Une nouvelle méthodologie en économie

L'économie du bonheur opère un tournant en critiquant l'hypothèse de rationalité et en proposant de sonder l'utilité elle-même. L'utilité et la satisfaction sont deux notions très liées en économie. En effet l'utilité correspond, selon les premiers économistes utilitaristes à la somme des plaisirs auxquels on soustrait la somme des peines. L'économie du bonheur innove dès lors qu'elle ne considère pas uniquement les plaisirs corrélés aux biens marchands, mais aussi la participation civique, à l'environnement, à la vie familiale ou même à l'activité sexuelle. En effet, l'économie du bonheur prend en compte des paramètres très diversifiés, parfois de

²⁷ Davoine Lucie, *Économie du bonheur*, La Découverte « Repères », 2012, 107p.

²⁸ Entretien avec Andrew Clark, 19 décembre 2008, Laviedesidees.fr

l'intime, en lien avec la psychologie. C'est en 2004 que les économistes anglais David Blanchflower et Andrew Oswald²⁹-professeur d'Andrew Clark- ont publié une étude révélant les liens entre travail, argent, sexe et bonheur. Après avoir sondé 16 000 américains, ils ont révélé qu'un paramètre tel que l'augmentation de l'activité sexuelle avait plus d'impact sur la satisfaction individuelle que l'augmentation de salaire, à partir d'un certain seuil. Pionniers dans l'économie du bonheur contemporaine, ils cherchent à ouvrir la voie à l'économie du bonheur à travers diverses études et à remettre en question le mythe tout puissant de l'argent comme essence du bonheur. L'économie du bonheur repose donc en grande partie sur le sondage des individus eux même.

En s'appuyant sur trois dimensions : méthodologique, théorique et normative, elle constitue une forme d'achèvement de l'utilitarisme.

En s'appuyant sur les sondages et enquêtes d'opinions, elle conserve l'individualisme de l'économie standard. Elle se place à partir du point de vue de l'individu et du bien-être qui le nourrit. Par conséquent, elle donne toute sa légitimité à la recherche du bonheur individuel et à l'altruisme, et se montre donc chargée de normativité. Enfin elle intègre les théories fondatrices de l'économie tout en se renouvelant avec la prise en compte de dimensions psychologiques.

Différentes conceptions du bonheur

Afin d'appréhender le bonheur dans les sciences économiques, les chercheurs ont dû s'appuyer sur différentes conceptions du bonheur. Si cet état est subjectif, un certain flou demeure dans les ouvrages de l'économie du bonheur sur la définition du bonheur. Les termes en majorité utilisés ont pour origine la littérature anglo saxonne qui varie les termes et les signifiants : *subjective well being*, *satisfaction*, *happiness*, *quality of life*.... En général le bonheur soulève des questions globales sur l'état de satisfaction sur la propre vie de l'individu. Mais récemment deux chercheurs (Ryan et

²⁹ Blanchflower D., Oswald. A, « Money, sex and happiness : an empirical study », *Scandinavian Journal of Economics*, 2004, vol 106, numéro 3, p 393 – 416

Deci³⁰) ont distingué, selon Aristote, le bien-être hédonique, du bien-être eudémonique. L'eudémonie inclue le développement des compétences et d'être en accord avec ses valeurs à travers un cheminement personnel. C'est ainsi que le stress au travail, peut par exemple à termes constituer une source de bien-être s'il permet d'atteindre ses objectifs personnels. Ce bien-être dit eudoménique participe en grande partie, selon Andrew Clark et Claudia Senik³¹ au bonheur.

Alors quelles sont les réflexions qui guident la méthodologie des enquêtes sur le bonheur ?

La plupart des enquêtes existantes sont fondées sur le principe d'un questionnaire unique auprès d'un échantillon déterminé. L'échelle choisie est en général nationale, et rarement internationale dû aux différences culturelles notoires. Parmi ces panels on peut citer l'eurobaromètre, conduit tous les six mois depuis 1974. Au delà du sentiment d'appartenance à l'Europe, il évalue également la satisfaction des individus dans chaque pays. On peut citer aussi l'European Value Survey auxquels de nombreux pays européens participent sur la place de la famille, de la religion. Enfin, si la liste n'est pas exhaustive, l'enquête Gallup conduite entre 2005 et 2009 a permis d'évaluer la satisfaction, le bien-être et les émotions dans près de 150 pays du monde, avec un échantillon de 1 000 personnes environ dans chaque pays. C'est notamment de l'enquête Gallup que proviennent les données sur la satisfaction du Better Life Index comme l'a expliqué Vincent Finat Duclos, Data Editor à l'OCDE³². Cette profusion d'enquêtes et d'indicateurs (Happy Planet Index, Bonheur National Brut, BLI...) participe grandement à la confusion des journalistes, n'en rendant aucun réellement visible. Par ailleurs, la subjectivité des données est questionnée. Les enquêtes les plus récentes, comme l'enquête Gallup, s'appuient sur une série de question avec une dimension cognitive. Comme l'expliquait lors de l'entretien,

³⁰ Ryan R. et Deci E, « On happiness and human potentials : a review on research on hedonic and eudaimonic well being », *annual review of psychology*, 2001, vol 52, p 141 - 166

³¹ Clark E., Senik Claudia, « Is Happiness Different From Flourishing? Cross-Country Evidence from the ESS », *Revue d'économie politique* 1/2011 (Vol. 121) , p. 17-34

³² Annexe 4

Vincent Finat Duclos, les personnes doivent noter leur niveau de satisfaction sur une échelle de 0 à 10 allant d'extrêmement malheureux à extrêmement heureux. Si les taux de réponses « extrêmes » sont rares, les économistes cherchent à savoir pourquoi une personne a plus de chance de répondre 6 que 8. Ils établissent aussi un niveau de corrélation entre des variables comme le revenu, ou la situation familiale avec le niveau de bien-être déclaré.

Le biais des enquêtes

Néanmoins de nombreuses objections sont venues remettre en question la fiabilité des données issues de ces enquêtes. Comme l'explique, le journaliste dans l'article de *Challenges* « Les Recettes du bonheur » les facettes du bonheur semblent plurielles et insaisissables : « Cela a-t-il un sens de vouloir le quantifier quand à l'évidence, d'une personne, d'une culture à l'autre, sa définition peut être si différente ? »³³.

Premièrement, l'économiste Daniel Kahneman³⁴ a montré que le ressenti sur le bonheur qu'a un individu dépend en grande partie des moments de la journée. Son expérience précise que les individus sont plus heureux pendant la pause déjeuner et durant la soirée, donc en général en dehors des heures de travail. Les enquêtes sur le bonheur seraient-elles alors biaisées ?

C'est aussi ce que pensent deux chercheurs (Bertrand et Mullainathan³⁵) qui expliquent que les individus répondent en général à l'affirmative aux questions fermées durant les enquêtes. Par ailleurs, ils redoutent souvent des réponses extrêmes : les enquêteurs peuvent se censurer préférant dire qu'ils sont assez heureux plutôt que très heureux. Cela peut s'expliquer par les traits de caractère, comme l'optimisme ou le pessimisme. Une autre variable à prendre en compte est l'ordre des questions et leur formulation. Ces dernières influent les réponses que donnent les sondés. L'humeur « du moment » entre aussi en jeu, les personnes interrogées se

³³ Les Recettes du bonheur, *Challenges*, 29 janvier 2015 - *Challenges*

³⁴ Kahneman D., Diener E, Schwarz N., « Well being the foundations of hedonic psychology, New York, The Russel Sage Foundation, 1999.

³⁵ Bertrand M. et Mullainathan S., « Do people mean what they say ? Implications for subjective survey Data », *American Economic Review*, 2001, vol 91, p 67-72

laissent souvent influencer par des événements anodins dans l'évaluation de leur satisfaction. Lucie Davoine rappelle un exemple classique : « Un individu se déclarera plus satisfait à l'égard de sa vie s'il est interrogé le jour où son équipe de foot favorite a gagné »³⁶. Enfin et plus généralement, les personnes ne font pas preuve de constance lorsqu'on leur demande d'évaluer leur bien-être à des intervalles différents. Selon les psychologues, la mémoire retiendrait les moments les plus intenses ou les derniers événements. L'appréciation et l'évaluation de la satisfaction est donc partielle, voir naturellement biaisée. Dans quelle mesure peut-on alors parler de biais pour les enquêtes d'opinion si les processus cognitifs varient eux mêmes et dépendent d'un grand nombre de facteurs ? Comme l'explique Schmidt, rejetant les arguments des économistes clamant la non fiabilité des sondages sur le bonheur : « Les données sur le bonheur ne sont pas biaisées, elles reflètent la manière dont les individus codent et évaluent les données dont ils disposent pour évaluer leur utilité »³⁷. Les recherches récentes, loin de considérer les enquêtes comme des données fiables à cent pour cent, cherchent à établir des liens entre les conditions de vie objectives (revenu, activité professionnelle) et le niveau de satisfaction déclaré.

Les réponses des économistes du bonheur

En réponse aux objections, les économistes s'appuient sur quatre grands arguments. Premièrement, ils cherchent à démontrer que les déclarations des individus ne sont pas infondées. En effet, l'évaluation subjective du bien-être peut directement être mesurée par les manifestations physiques du corps. En travaillant avec la psychologie, mais aussi la médecine, de nombreuses symptômes physiques du bonheur peuvent être pris en compte : la tension, les hormones, ou encore l'activité cérébrale. Les économistes souhaitent exploiter au maximum les données comportementales et physiques pour montrer qu'il y a un lien entre le bonheur

³⁶ Davoine Lucie, *Économie du bonheur*, La Découverte « Repères », 2012, 107p.

³⁷ Schmidt Christian, « Psychologie cognitive et analyse des décisions économiques », *Revue française d'économie* », vol. 20, n° 3, 2006, p. 3-5

déclaré et ressenti. Le rapport Stiglitz³⁸ souligne ainsi la validité scientifiques de données aussi subjectives qu'elles soient, et préconise son usage à grande échelle : « La recherche a montré qu'il était possible de collecter des données significatives et fiables sur le bien-être subjectif aussi bien que sur le bien-être objectif. Le bien-être subjectif comprend différents aspects (évaluation cognitive de la vie, bonheur, satisfaction, émotions positives comme la joie ou la fierté, émotions négatives comme la souffrance ou l'inquiétude) : chacun de ces aspects devrait faire l'objet d'une mesure distincte afin de dégager une appréciation globale de la vie des personnes. ». Il est aussi indiqué que « Les indicateurs quantitatifs de ces aspects subjectifs offrent la possibilité d'apporter non seulement une bonne mesure de la qualité de la vie en elle-même mais également une meilleure compréhension de ses déterminants, en allant au-delà des revenus et des conditions matérielles des personnes. En dépit de la persistance de plusieurs questions non résolues, ces mesures subjectives fournissent des informations importantes sur la qualité de la vie. C'est pourquoi les types de questions qui se sont révélées pertinentes dans le cadre d'enquêtes non officielles de faible échelle devraient être intégrés aux enquêtes à plus grande échelle menées par les services statistiques officiels. »³⁹.

Le deuxième argument des économistes est le développement de l'économétrie. Si la personnalité influe sur la réponse des sondés, les économistes ont développé un outil pour différencier cet effet individuel des conditions économiques et sociales propres à chaque personne. L'économétrie répond ainsi à la validité de données dites subjectives. Les techniques économétriques, comme le rappelle Claudia Senik⁴⁰, permettent aux économistes d'explicitier le degré de satisfaction déclaré par une personne i à un moment donné en prenant en compte des conditions objectives comme le revenu, l'effet individuel, c'est à dire les traits de personnalité, mais aussi une marge d'erreur. L'économétrie, en dégagant des corrélations corrigées de biais appuie la méthodologie des travaux de l'économie du bonheur.

³⁸ Commission sur la Mesure des Performances Economiques et du Progrès Social, « Rapport de la commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social », 2009, 324p

³⁹ Idem

⁴⁰ Clark Andrew E., Senik Claudia, « La croissance rendra-t-elle les habitants des pays en développement plus heureux ? », *Revue d'économie du développement* 2/2011 (Vol. 19), p. 113-190 du PIB

Troisièmement, si les chercheurs s'accordent à nuancer les données issues des panels internationaux face aux difficultés méthodologies et aux différences d'ordre culturel, la notion de bonheur semble faire sens universellement. D'une part, les signes physiques du bonheur sont partagés. Qu'importe la culture il est toujours possible d'identifier des manifestations physiques de la joie ou du bonheur, ou au contraire de l'anxiété. D'autre part, la langue du questionnaire ne semble pas avoir d'influence sur les sondés. C'est notamment ce qui a été mis en avant dans une étude menée par Richard Layard⁴¹ en 2005. Les questionnaires diffusés en Suisse, pays multi linguiste ne montre pas d'influence de la langue. Les réponses sont semblables dans les différentes régions linguistiques. Si les enquêtes peuvent retranscrire des modes d'expression et comportements différents, elles ne participent cependant pas à la construction artificielle de ces derniers.

Enfin, si les enquêtes sur le bonheur sont encore à un stade débutant, la multiplication de leurs résultats ainsi que de leurs confrontations permet de mettre en lumière un lien entre les conditions de vie objectives et subjectives. Les résultats parfois surprenants, à l'instar du Turkménistan en 18^{ème} place – 52%⁴² de la population se déclare optimiste- sur l'échelle du bonheur, montrent la pertinence de bouleverser les formats de pensées de l'économie standard.

Bonheur et comparaisons

En termes de méthodologie, Lucie Davoine s'accorde à distinguer l'échelle du bonheur entre individus au sein d'un même pays, entre les pays et à différentes périodes pour un même pays⁴³. C'est aussi à diverses échelles qu'a été pensé le Better Life Index. Il étudie la différence de qualité de vie entre les pays et entre les différentes régions de France. Comme l'explique Vincent Finat Duclos : « La dimension régionale a été une autre direction prise par l'OCDE. On souhaitait être dans le micro et pas seulement dans le macro, à l'échelle des pays. ».

⁴¹ Layard Richard, *Le prix du bonheur*, Paris, Armand Colin, 2005, 316 p.

⁴² "World Happiness Report" 2015

⁴³ Davoine Lucie, *Économie du bonheur*, La Découverte « Repères », 2012, 107p.

A l'échelle internationale, le Better Life Index fait ressortir des pays bien notés dans les onze critères : Allemagne, Australie, Canada, Danemark, Norvège, Suisse, Etats-Unis, Finlande, Suède. Ces pays avec des notes avoisinant le 8/10 ont un PIB élevé⁴⁴. Comme le rappelle Lucie Davoine⁴⁵, les cartes du bonheur et de la richesse tendent à se recouper. Si l'on reprend le graphique de Layard⁴⁶, on voit que les habitants d'Amérique du nord, du Japon, d'Australie et d'Europe de l'ouest sont à la fois plus riches et plus heureux : leur satisfaction est comprise entre 80 et 100% et le salaire par habitant est égal ou supérieur à 25 000 dollars par an. Quelques pays s'éloignent de cette tendance, comme le Costa Rica ou le Venezuela dont le développement économique est plus faible mais le niveau de satisfaction aussi élevé. Richard Layard, montre à l'instar de Richard Easterlin, que la satisfaction tend à s'étioler à partir du seuil de 15 000 dollars⁴⁷. Dans cette mesure, les corrélations établies ne sont-elles pas limitées aux pays dont le salaire par habitant dépasse les 15 000 dollars ? La relation entre PIB et bien-être déclaré resterait significative pour tous les autres pays.

Le lien entre croissance et revenus

Si Richard Layard s'est intéressé au revenu par habitant, c'est au niveau macro que les économistes du bonheur cherchent à relier croissance et revenu. Sans interroger directement les personnes sur l'influence de la croissance sur leur satisfaction personnelle, ils mettent en comparant les données sur le bonheur, bien que récentes, aux évolutions de la croissance dans chaque pays ou région du monde. Les recherches d'Easterlin, dont les résultats ont été publiés en 1974 et 1955 précisent que la satisfaction globale n'a pas augmenté aux Etats-Unis, au Japon et en Europe, alors que ces pays ont connu une forte croissance après la Seconde Guerre mondiale. Pourtant c'est en sociologie que sont apparues les premières critiques aux travaux d'Easterlin : Michael Hagerty et Ruut Veenhoven⁴⁸ signalent que depuis une trentaine

⁴⁴ Voir le site du Better Life Index

⁴⁵ Davoine Lucie, *Économie du bonheur*, La Découverte « Repères », 2012, 107p.

⁴⁶ Annexe 3

⁴⁷ Annexe 2

⁴⁸ Veenhoven Ruut, Hagerty M., « Rising happiness in nations, 1946-2004. A reply to Easterlin », *Social Indicators Research*, vol 79, 2006, p 421-436

d'années, le bien-être a augmenté dans la plupart des pays et que cela peut être corrélé à la croissance économique. Le débat économique s'est donc cristallisé autour de deux grandes problématiques : d'abord le degré de bonheur global a-t-il augmenté ? Celui-ci est-il lié à l'évolution du PIB ? En Europe, par exemple, l'eurobaromètre a montré un degré de satisfaction continu dans les trois dernières décennies du XXe siècle ; c'est le cas de l'Italie ou encore du Danemark⁴⁹. On perçoit dans tous les cas une très légère augmentation du degré de satisfaction. Dès lors le paradoxe se déplace, pourquoi la croissance serait-elle bénéfique dans certains cas et pas dans d'autres, et surtout comment la richesse peut-elle être transformée en bien-être ?

La croissance peut apporter plus de santé, de bien-être, de loisir, d'espérance de vie et d'éducation mais toutes les formes de croissance ne sont pourtant pas bénéfiques. La croissance économique a largement profité aux plus riches et moins aux classes moyennes et pauvres. C'est ainsi que Lucie Davoine conclue : « Il n'y aurait rien d'étonnant à ce que le degré de satisfaction moyen soit largement indépendant de la croissance du PIB »⁵⁰. Car l'évolution de nos sociétés contemporaines produit d'autres paramètres créateurs de mal-être : inégalités, pollution, stress, chômage, *burn out*, obésité... la croissance engendre donc des conséquences négatives qui permettraient de nuancer la toute puissance de l'argent.

Mais il y a une autre dimension à prendre en compte : l'euphorie provoquée par l'augmentation du revenu. La satisfaction dépendrait de la capacité d'adaptation. Daniel Kahneman a popularisé l'image du tapis de *jogging* ou encore du manège : chaque personne court en faisant du sur place. Nous voulons toujours plus d'argent, donc nous travaillons plus mais nous ne dépassons pas pour autant les autres qui en font tout autant. C'est le même principe avec la loterie : les gagnants d'une loterie sont heureux sur le moment puis retrouvent un peu après le degré de satisfaction des gens qui n'ont pas gagné. Mais ces phénomènes d'adaptation ne sont pas limités au temps que dure l'euphorie : en posant des questions ouvertes aux foyers comme le revenu souhaité pour vivre convenablement, ce revenu convenable évolue au même

⁴⁹ Davoine Lucie, *Économie du bonheur*, La Découverte « Repères », 2012, 107p.

⁵⁰ Idem

rythme que le PIB. C'est le résultat d'une étude Gallup menée entre 1950 et 1990⁵¹. L'ampleur du phénomène d'adaptation dépend en partie des processus cognitifs des individus : il est reconnu que les individus souffrent davantage de la perte d'un bien qu'ils n'apprécient l'acquisition d'un nouveau. Le bonheur dépendrait en grande partie de la non perte du salaire déjà acquis. Claudia Senik précise d'ailleurs que l'une des causes du mal-être réside dans la dégradation de la situation financière⁵². Mais pour mieux approcher le phénomène d'adaptation, Daniel Kahneman développe sa métaphore du tapis roulant : il y a l'adaptation hédonique, et l'adaptation nominale. Dans le premier cas, les individus s'accoutument à une nouvelle situation, une augmentation de revenu n'a plus d'effet sur le bien-être ; dans le second cas ce sont les préférences individuelles qui ont évolué : la richesse peut rendre heureux mais elle fait naître d'autres aspirations, d'autres souhaits. Lorsque le contexte change, la manière de déterminer les échelons du bonheur évolue. C'est un sentiment d'insatisfaction perpétuelle. Cette théorie est directement reliée à ce qui était évoqué auparavant dans la paradoxe d'Easterlin : le phénomène de comparaison nourrit l'insatisfaction. C'est l'utilité relative : « L'individu n'estime pas son bien-être de manière isolée, mais le compare à des normes sociales, à la situation de son groupe de référence. L'idée que l'utilité dépend non pas du revenu absolu mais de la différence entre son propre revenu et le revenu d'un groupe de référence est ancienne en économie »⁵³ (Lucie Davoine). Karl Marx avait déjà dénoncé ce paradoxe dans *Travail salarié et capital* : « Une maison peut être grande ou petite, tant que les maisons environnantes sont petites elles aussi, elle satisfait à tout ce que l'on exige socialement d'une maison. Mais s'il s'élève à côté de la petite maison un palais, voilà que la petite maison se ravale au rang de la chaumière. Et au cours de la civilisation, elle peut s'agrandir tant qu'elle veut, si le palais voisin grandit aussi vite ou même

⁵¹ Id

⁵² Clark Andrew E., Senik Claudia, « La croissance du PIB rendra-t-elle les habitants des pays en développement plus heureux ? », *Revue d'économie du développement* 2/2011 (Vol. 19), p. 113-190

⁵³ Davoine Lucie, *Économie du bonheur*, La Découverte « Repères », 2012, 107p.

dans de plus grandes proportions, celui qui habite la maison relativement petite se sentira de plus en plus mal à l'aise, mécontent, à l'étroit entre ses quatre murs. ».⁵⁴

Dans la majorité des cas, les individus se comparent en effet à des personnes du même groupe social : âge, sexe, niveau d'éducation. Cette nature envieuse est d'autant plus accentuée lorsqu'elle concerne l'entourage proche comme l'a montré Andrew Clark⁵⁵ : au sein d'un couple, une personne est moins satisfaite si elle gagne moins que son conjoint. La situation des voisins compte à parts égales.

Les enquêtes menées en Europe et publiées dans l'article d'Andrew Clark et Claudia Senik⁵⁶ mettent en avant cette jalousie : 75% des européens estiment que le revenu des autres est important, et les collègues sont un groupe de comparaison privilégié suivis par les amis et la famille. Néanmoins ces résultats sont à tempérer. Selon Claudia Senik si l'on envie les autres, on ne se réjouit cependant pas de leur malheur⁵⁷. La distinction de ce qui nous rend heureux est subtile. La jalousie ne serait pas le sentiment dominant eu égard à la satisfaction individuelle. Les revenus plus importants de nos amis ou notre famille peuvent aussi susciter l'ambition et permettre d'évaluer les revenus futurs en rappelant par exemple que l'ascenseur social est encore possible.

En définitive, il est difficile de contester le rôle central du revenu dans la question de la satisfaction. Le nouveau champ de recherche qui s'ouvre avec l'économie du bonheur questionne non seulement les données subjectives, mais aussi le contexte ou le regard porté sur la situation d'autrui. Il est pourtant difficile de répondre à la question initiale : l'argent fait-il le bonheur ? On pourrait répondre oui, partiellement. Si le débat autour d'Easterlin reste très vif, de nombreuses problématiques se posent avec l'économie du bonheur : d'une part redéfinir la méthodologie en exploitant les données les plus fiables, d'autre part rendre compte des différences culturelles et anthropologiques entre les individus issus de nations différentes, enfin prendre en

⁵⁴ Marx Karl, *Travail salarié et capital*, Ed. L'Altiplano, 2007, 96 p.

⁵⁵ Clark Andrew E., Senik Claudia, « La croissance du PIB rendra-t-elle les habitants des pays en développement plus heureux ? », *Revue d'économie du développement* 2/2011 (Vol. 19), p. 113-190

⁵⁶ Idem

⁵⁷ Id

compte l'effet de jalousie et de comparaison. Par ailleurs s'intéresser à la croissance ne se limite pas à la simple étude des revenus disponibles mais pose une réelle question dans quelle mesure tirer le profit maximum des ressources pour les transformer en facteurs de bien-être ? Education, santé, sécurité... Qu'est ce que les gens cherchent en premier ? C'est là où la participation citoyenne prend tout son sens : le Better life Index ne cherche pas à prioriser ou légitimer les paramètres de bien-être mais consulte les citoyens afin de décider ce qui leur importe le plus. A terme l'OCDE souhaite constituer une banque de données, qui leur permettra de contourner le recours à des instituts de sondage privés.

Ce débat récent, et mouvant peine encore à s'imposer dans les médias, puisqu'il acquiert une dimension loufouque ou fantaisiste. La preuve en est donnée par le recours à des médias très grands publics pour des questions économiques : la question bien qu'abordée dans la presse quotidienne nationale, prend autant sa place dans les féminins comme Marie-Claire. Non seulement il s'agit d'une donnée subjective, mais par ailleurs l'économie du bonheur innove dans le sens où elle légitime la recherche du bonheur individuel, une nouveauté dans le champ politique et économique.

L'économie du bonheur bien qu'elle découle de travaux anciens, est apparue récemment dans la sphère politique et fait face à de nombreuses critiques concernant la non-validité de ses données. Par ailleurs, le débat a donné lieu à une profusion d'initiatives et d'indicateurs tous moins visibles les uns que les autres. C'est pourquoi les médias restent fidèles au PIB, l'indicateur référence dans la mesure de la richesse.

REAJUSTER LE PIB

La première démarche⁵⁸ que j'ai effectuée en appréhendant mon sujet a été de sonder la visibilité médiatique des indicateurs économiques et des sujets qui y sont liés. J'ai commencé la recherche en identifiant différents indicateurs liés au développement et à la croissance, parmi lesquels le Produit Intérieur Brut et l'Indice de Développement Humain. D'une part, ce sont les deux indicateurs les plus utilisés dans la mesure de la croissance à l'échelle internationale ; d'autre part ce sont les deux indicateurs que l'OCDE souhaite, à termes, voir remplacés par le Better Life Index. Ils ne recouvrent pas les mêmes données, mais l'OCDE a pour ambition de faire du BLI une référence dans la mesure économique à l'échelle internationale. Entre 2011 et 2015, on comptabilise 59 763 publications sur le PIB dans la presse française et 209 sur l'IDH⁵⁹. Le PIB s'impose donc comme la référence institutionnelle et médiatique sur les sujets de croissance économique. Vu le nombre de publications, je n'ai pu faire figurer le corpus et ce n'était pas l'objet premier de ce mémoire, je me suis donc penchée sur les thèmes auxquels était lié le PIB dans les articles. Croissance, politique intérieure, performance économique.... en parcourant le corpus, j'ai pu noter que le PIB s'inscrit en majorité dans un récit médiatique des chiffres.

Le PIB : chiffres et récit médiatique

A l'heure de la morosité économique où la dette, la croissance et la performance sont des mots récurrents dans la presse française, les chiffres sont devenus des leitmotifs pour illustrer ces problématiques et valoriser la légitimité du journaliste.

Quel est l'intérêt des journalistes à utiliser des chiffres pour raconter l'économie ? Roselyne Koren⁶⁰, professeur de sciences du langage à l'université Bar Ilan a publié

⁵⁸ Annexe 1

⁵⁹ Idem

⁶⁰ Koren Roselyne, « Le récit de chiffres : enjeux argumentatifs de la « narrativisation » des chiffres dans un corpus de presse écrite contemporain », *A contrario* 2/2009 (n° 12) , p. 66-84

un article sur l'appropriation des chiffres dans le récit médiatique. La narration s'étend à la sphère du récit journalistique, et s'illustre par des indications chiffrées. Le recours aux chiffres dans le récit a plusieurs intentions, il peut s'agir de visées sensationnalistes ou au contraire beaucoup plus objectives pour légitimer et argumenter le discours. C'est cette dernière approche qui nous intéresse particulièrement dans la mesure où le PIB est cité comme référence. Roselyne Koren souligne : « Prestige des apparences objectives, de l'évidence et du discours scientifique rationaliste... Fonder son interprétation sur des chiffres, c'est se construire d'emblée un ethos valorisant (...) On voit donc aussitôt ce qui rend le bilan séduisant aux yeux du journaliste : il convient parfaitement à la perception spéculaire qu'il a du langage et de son propre rôle: être le miroir des faits, les rapporter «tels quels», leur servir tout au plus de «haut-parleur»⁶¹. Le recours aux chiffres permet donc de donner une apparente neutralité au récit. Néanmoins ce sont les arguments et le textuel qui suggèrent le sens de lecture et laissent transparaître la subjectivité. « Aussi puissante que soit l'inflation des chiffres, soit la part soi-disant objective des réalités sociales, aucune force ne peut annuler la part subjective du récit, soit les enjeux argumentatifs de ces mêmes chiffres. »⁶² Cette valorisation chiffrée se construit plus difficilement avec le Better Life Index et c'est sans doute ce qui rend son appropriation complexe tant par le journaliste que par l'utilisateur. D'une part, c'est un indicateur composite, qui prend en compte onze variables (santé, éducation, logement, satisfaction, revenu, logement, liens sociaux, engagement civique, environnement, équilibre vie-travail, sécurité) sans jamais les additionner ; d'autre part l'OCDE a misé sur une présentation graphique, un outil de *data visualization*, qui dépend de la vision que chacun a de la qualité de vie. Bien qu'une note sur 10 soit attribuée à chaque pays ou chaque région en fonction de sa performance dans chacun des paramètres, il n'apporte pas un seul chiffre qui permettrait d'illustrer facilement le récit journalistique.

⁶¹ Idem

⁶² Idem

Tant par la méthodologie que par la présentation de certains indicateurs, l'économie du bonheur surprend en bouleversant les repères économiques traditionnels et, ce faisant, l'usage traditionnel des indicateurs par les politiques et les journalistes. Par ailleurs, les nouveaux indicateurs peinent encore à conquérir le champ politique ce qui expliquerait en partie la faible visibilité dans les médias.

L'intérêt politique pour l'économie du bonheur : remplacer le PIB ?

L'intérêt politique pour l'économie du bonheur est récent comme le rappelle Lucie Davoine. Il a d'abord été rendu visible par le roi du Bhoutan, qui, dès les années 1970, a proposé un indicateur dénommé le Bonheur National Brut. Aujourd'hui, il semble que ce pays inspire les institutions et gouvernements dans une nouvelle mesure de l'économie. L'économie du bonheur, au delà de sa dimension humaniste suscite diverses réflexions.

Premièrement, elle questionne la logique de la croissance. C'est le chercheur Tibor Scitovsky⁶³ qui, en 1967, à travers des enquêtes expérimentales met en lumière le fait que les individus ne recherchent pas uniquement le confort matériel. Il critique alors l'idéologie américaine faisant de l'accumulation de bien et du confort matériel la clé de la satisfaction individuelle. C'est donc le premier qui remet en question la croissance économique comme condition du bonheur. Les économistes contemporains, à l'instar de Richard Layard, ont remis ces travaux à jour. Auteur de l'ouvrage *Le prix du Bonheur*, il critique les valeurs actuelles telles que le consumérisme, l'individualisme, ou encore la perte de liens sociaux et a souligné le lien entre la consommation d'antidépresseur et l'organisation de nos sociétés actuelles⁶⁴. Cette curiosité pour le bonheur naît donc en lien avec les évolutions contemporaines de notre société et n'aurait su être légitimée il y a très longtemps. En effet tous les travaux apparaissent après l'apogée de la consommation de masse des années 1950 aux Etats-Unis.

⁶³ Scitovski T, « The joyless economy », New York, Oxford University Press, 1976

⁶⁴ Layard Richard, *Le prix du bonheur*, Paris, Armand Colin, 2005, 316 p.

Deuxièmement, l'inclusion de l'économie du bonheur dans le champ des politiques publiques peut être une aide à la décision politique. Le bonheur s'il devient une référence, comme mesure économique peut être traduit en valeur monétaire. La satisfaction des citoyens entrainerait des gains économiques non négligeables, c'est du moins l'argument avancé par les économistes du bonheur. Les gains économiques liés à la satisfaction des citoyens. Andrew Clark⁶⁵, à travers des enquêtes, a ainsi montré que la population était plus affectée par la hausse du chômage que l'inflation. Les politiques devraient donc privilégier les mesures en faveur de l'emploi.

Troisièmement, le bonheur agit dans la lignée d'une véritable politique de santé des individus : de l'enfance (via l'école) au milieu professionnel. L'enjeu n'est plus de guérir les troubles mais de les prévenir. La prévention du stress au travail est devenue une question d'actualité, de nombreux psychologues interviennent dans les entreprises pour encourager des politiques de bien-être, c'est le cas du *think tank* la Fabrique de Spinoza. Le projet de loi Rebsamen sur le dialogue social et l'emploi a d'ailleurs reconnu le *burn out* comme maladie professionnelle et propose trois amendements qui permettent de reconnaître cette pathologie. Enfin, l'exemple le plus pertinent de cette volonté d'améliorer la situation des salariés se voit à travers le partenariat entre Sodexo et l'OCDE dans le projet du Better Life Index. Sodexo, une entreprise qui se décrit comme attentive au bien-être de ses salariés et plaide pour un contrat sociétal entre gouvernements, politiques et syndicats est devenu le partenaire financier de l'OCDE pour le Better Life Index. Il s'agit, pour l'OCDE, du premier partenariat avec une entreprise privée. Dans un communiqué de presse du lancement du Better Life Index, le Directeur Général de Sodexo déclarait : « Chez Sodexo, nous avons la conviction profonde que l'amélioration de la qualité de vie est la pierre angulaire de la croissance à venir. C'est pourquoi nous sommes très heureux de travailler avec l'OCDE, qui a tant œuvré à souligner l'importance du vivre mieux en tant que composante essentielle du progrès social ». En échange, l'OCDE prépare un

⁶⁵ Clark E., Senik Claudia, « Is Happiness Different From Flourishing? Cross-Country Evidence from the ESS », *Revue d'économie politique* 1/2011 (Vol. 121) , p. 17-

indicateur de mesure de la qualité de vie des salariés au sein de leur entreprise et y prépare des réunions.

Enfin, l'économie du bonheur propose la construction de nouveaux indicateurs de richesse, et c'est là toute son innovation. Pourrait-on mesurer à l'instar du Bhoutan le bonheur national de chaque pays ? Ne plus s'intéresser uniquement à la mesure de la richesse produite mais à d'autres variables essentielles pour l'humain ? Le journaliste de *Challenges* dans l'article « Les recettes du bonheur »⁶⁶ reprend la phrase de Robert Kennedy : « Le PIB mesure tout sauf ce que la vie vaut d'être vécue ». Comme le rappelle Lucie Davoine : « Le PIB par définition n'est pas un indicateur de bien-être, mais il reste malheureusement une boussole de l'action publique et occulte ce qui compte vraiment »⁶⁷. Le produit intérieur brut a pourtant été concurrencé par d'autres indicateurs. En 1990, Amarty Sen crée l'IDH (Indice de Développement Humain) dans le cadre du programme des Nations Unies pour le développement. Si ce dernier se fonde sur l'espérance de vie, le niveau d'éducation et le niveau de vie il ne prend néanmoins pas en compte le bien-être subjectif des populations et n'implique pas les citoyens dans la définition de la satisfaction sociale. Les grands questionnements sociaux en économie ont été relancés après la crise financière mondiale de 2007. La course à la croissance n'a plus la côte, et les conséquences de la crise confirment les travaux déjà avancés de l'économie du bonheur. L'accumulation des richesses creuse les inégalités sociales et la mesure du PIB ne laisse pas entrevoir la satisfaction des citoyens. C'est dans ce contexte de crise économique que Nicolas Sarkozy mandate une commission dédiée à mesurer la croissance autrement. C'est en 2008 que la Commission Stiglitz sur la mesure des performances économiques et du progrès social voit le jour. Elle a pour objectif de discuter des limites du PIB, de mesurer la qualité de vie et de proposer des indicateurs de la soutenabilité environnementale. Cette commission est présidée par le professeur Joseph Stiglitz entouré du professeur Amartya Sen, de l'université de Harvard comme conseiller. Le professeur Jean-Paul Fitoussi, de l'Institut d'Études Politiques de Paris et président

⁶⁶ Corpus

⁶⁷ Davoine Lucie, *Économie du bonheur*, La Découverte « Repères », 2012, 107p.

de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) était coordinateur de la commission. En 2009, les économistes rendent un rapport dit rapport Stiglitz.

Le rapport Stiglitz : le début d'une prise de conscience

Ce rapport est organisé en trois grandes parties : les questions relatives au PIB, la qualité de la vie, et le développement durable et environnement.

Si l'on s'intéresse d'abord aux questions relatives au PIB, il convient de rappeler que le rapport s'inscrit dans un paradoxe : questionner la toute puissance du PIB comme référence dans l'économie mondiale sans toutefois le désavouer. Les économistes semblent vouloir mettre fin à l'hégémonie du PIB : « Il a été établi de longue date que le PIB était un outil inadapté pour évaluer le bien-être dans le temps, en particulier dans ses dimensions économique, environnementale et sociale, dont certains aspects sont fréquemment désignés par le terme de soutenabilité. Sans doute serait-ce aller trop loin qu'espérer que si nous avions disposé d'un meilleur système statistique, les gouvernements auraient pu prendre assez tôt des mesures afin d'éviter, ou tout au moins d'atténuer, les désordres actuels. »⁶⁸. On rappellera d'ailleurs que le créateur du PIB - Simon Kuznets- lui même avait indiqué déjà en 1934 que « la mesure du revenu national peut difficilement servir à évaluer le bien-être d'une nation ».

Là où le rapport innove dans le champ politique c'est qu'il met aussi l'accent sur la prise en compte du bien-être : « Un autre message clef, en même temps qu'un thème unificateur du rapport, est qu'il est temps que notre système statistique mette davantage l'accent sur la mesure du bien-être de la population que sur celle de la production économique, et qu'il convient de surcroît que ces mesures du bien-être soient resituées dans un contexte de soutenabilité. En dépit des déficiences de nos outils de mesure de la production, nous en savons davantage sur la production que sur le bien-être. Déplacer l'accent ne signifie pas désavouer les mesures du PIB et de la

⁶⁸ Commission sur la Mesure des Performances Economiques et du Progrès Social, « Rapport de la commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social », 2009, 324p

production. Issues de préoccupations sur la production marchande et l'emploi, elles continuent d'apporter des réponses à nombre de questions importantes comme celle de la gestion de l'activité économique. Il importe cependant de mettre l'accent sur le bien-être car il existe un écart croissant entre les informations véhiculées par les données agrégées du PIB et celles qui importent vraiment pour le bien-être des individus »⁶⁹. La Commission préconise une mesure plurielle de la qualité de vie : « Il faut, en d'autres termes, s'attacher à élaborer un système statistique qui complète les mesures de l'activité marchande par des données relatives au bien-être des personnes et des mesures de la soutenabilité. Un tel système devra nécessairement être de nature plurielle car il n'existe pas de mesure unique qui puisse résumer un phénomène aussi complexe que le bien-être des membres d'une société ; notre système de mesure devra donc comporter toute une série d'indicateurs différents. »⁷⁰. En effet ce rapport ne préconise pas la mise en place d'un indicateur composite tel que le Better life Index, mais plutôt l'étude de onze paramètres de manière dissociée. Il a néanmoins servi de base aux travaux de l'OCDE pour créer le Better Life Index. Comme l'explique Vincent Finat Duclos, M. Stiglitz a soutenu le projet sans toutefois approuver la démarche dans son entièreté : « - On parlait tout à l'heure de la médiatisation du Better Life Index versus le rapport Stiglitz, Stiglitz a-t-il soutenu publiquement le Better Life Index ? - Oui Stiglitz l'a commenté. Il approuve ce que l'on a fait mais n'est pas fan de l'indicateur composite. Comme il l'expliquait dans son rapport on ne peut pas mettre toutes les dimensions ensemble et les comparer. »⁷¹. Quelles sont donc ces variables à prendre en compte, et qui ne sont pas incluses dans le PIB ?

Le rapport en liste huit : « La Commission a répertorié les principales dimensions qu'il convient de prendre en considération. En principe au moins, ces dimensions devraient être appréhendées simultanément : les conditions de vie matérielles (revenu, consommation et richesse) ; la santé ; l'éducation ; les activités personnelles, dont le travail ; la participation à la vie politique et la gouvernance ; les liens et rapports sociaux ; l'environnement (état présent et à venir) ; l'insécurité, tant économique que

⁶⁹ Idem

⁷⁰ Id

⁷¹ Annexe 4

physique. Toutes ces dimensions modèlent le bien-être de chacun ; pourtant, bon nombre d'entre elles sont ignorées par les outils traditionnels de mesure des revenus.⁷²». Le Better Life Index intègre quant à lui onze variables : liens sociaux, éducation, environnement, engagement civique, santé, logement, revenu, emploi, satisfaction à l'égard de la vie, sécurité et équilibre travail-vie.

La principale critique adressée au PIB réside dans la confusion liée à son utilisation politique et économique : « Le PIB constitue l'instrument de mesure de l'activité économique le plus largement utilisé. Son calcul est régi par des normes internationales et tout un travail de réflexion s'est attaché à en définir les bases statistiques et conceptuelles. Toutefois, le PIB mesure essentiellement la production marchande, même s'il est souvent traité comme s'il s'agissait d'une mesure du bien-être économique. La confusion entre ces deux notions risque d'aboutir à des indications trompeuses quant au niveau d'aisance de la population et d'entraîner des décisions politiques inadaptées⁷³». La Commission recommande alors cinq moyens afin de pallier les faiblesses de cet indicateur.

Premièrement, le rapport conseille de mettre l'accent sur des indicateurs de comptabilité nationale bien établis autres que le PIB, voire de réfléchir avec des données nettes plutôt que brutes pour refléter l'état réel des ménages.

En second lieu, ils souhaitent améliorer la mesure empirique des principales activités de production, notamment l'offre de services de santé et d'enseignement.

Troisièmement, ils font ressortir la perspective des ménages, jugée particulièrement pertinente pour ce qui est d'appréhender les niveaux de vie.

Quatrièmement, ils ajoutent des informations sur la répartition des revenus, de la consommation et de la richesse aux données relatives à l'évolution moyenne de ces éléments. Enfin, ils étendent le nombre de paramètres mesurés. Une grande part de l'activité économique, en particulier, s'opère en dehors des marchés et, souvent, ne se reflète pas dans les comptabilités nationales existantes.

⁷² Commission sur la Mesure des Performances Economiques et du Progrès Social, « Rapport de la commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social », 2009, 324p

⁷³ Idem

Concernant la qualité de la vie, cette notion est très large et plus complexe à définir que la production économique : « Le concept de qualité de la vie (...) comprend toute une série de facteurs influant sur ce qui a de l'importance dans notre vie, sans se limiter à l'aspect purement matériel. ». La Commission a alors retenu trois concepts pour déterminer de quelle façon mesurer la qualité de la vie.

Le premier concept englobe la notion du bien-être subjectif, en lien avec les recherches en psychologie. Ce point de vue considère que les personnes sont les plus aptes à juger de leur situation, et donc de leur bonheur. Cette approche reconnaît le bonheur comme but universel et légitime de l'existence et laisse à chacun la possibilité d'être heureux, allant au-delà de la théorie utilitariste traditionnelle.

La deuxième approche mesure le bien-être en termes de capacités individuelles. La vie d'une personne est considérée comme l'addition d'états et d'actions d'une personne, liée à sa capacité à faire des choix parmi ces actions. Ces capacités peuvent autant recouvrir des besoins primaires, comme la nourriture, que des actions plus complexes à l'instar du niveau d'éducation ou encore de l'engagement citoyen. L'approche du bien-être dite par les capacités, est ancrée dans le concept de justice sociale. Elle met l'accent sur les capacités qu'ont les individus à poursuivre leurs objectifs en fonction de leur importance et la diversité de la nature humaine de façon à prendre en compte les niveaux de satisfaction individuelle. L'individualisme seul est rejeté et ce sont les complémentarités des citoyens qui participent à une bonne société.

Enfin, la troisième approche repose sur la notion d'équité. L'économie du bonheur recommande l'exploitation de données, telles que la santé ou les liens sociaux, autres que les seuls aspects monétaires. La combinaison de ces différents paramètres implique une hiérarchisation implicite des valeurs. Qu'est ce qui importe le plus aux citoyens : la santé ou l'éducation ? Cette approche est novatrice dans la mesure où elle interroge les citoyens et ne se limite pas à la somme de dépenses que les individus aimeraient voir attribuer à chaque poste budgétaire.

En termes de préconisations, la commission guide les politiques dans cinq directions. D'abord, les chercheurs recommandent aux services des statistiques nationales d'intégrer dans leurs enquêtes des questions visant à connaître l'évaluation que chacun fait de sa vie, ses expériences gratifiantes et ses priorités. C'est ce qui a été

fait dans le cadre de l'OCDE pour le Better Life Index avec la mise en place d'un Wikiprogress⁷⁴ où des forums libres permettent d'ouvrir un débat sur ce qui « fait » la satisfaction.

La seconde préconisation est de promouvoir les données objectives relatives au bonheur, c'est à dire d'améliorer les mesures chiffrées de l'éducation, de la santé, des activités personnelles, de la représentation politique, des relations sociales, des conditions environnementales et de l'insécurité. La collecte et le traitement des données objectives relatives au bonheur via le Better Life Index, tendent à devenir à terme une banque de données exploitables (notamment sur les relations sociales ou l'engagement civique difficilement mesurable). Comme l'explique Vincent Finat Duclos : « Si tout est fait jusqu'au bout du process on collecte donc les données – de chaque utilisateur- avec l'âge, le sexe et le pays. »⁷⁵.

Troisièmement, la Commission préconise de mettre l'accent sur les inégalités dans toutes les dimensions couvertes, et de les relier à la qualité de vie. Le Better Life Index, en présentant un classement proche à celui du PIB ne semble pas encore se pencher sur les inégalités propres à chaque paramètre...

La quatrième préconisation concerne la construction des enquêtes. Celles ci doivent être conçues afin d'évaluer les liens entre les différents aspects de la qualité de la vie pour chacun, et les informations obtenues doivent être utilisées lors de la définition de politiques dans différents domaines.

Enfin, les services des statistiques doivent apporter les informations nécessaires pour regrouper les dimensions de la qualité de la vie, permettant ainsi de construire différents indices pondérés.

Concernant le développement durable et l'environnement, les économistes les ont directement reliés à la notion de bien-être : les ressources disponibles actuellement permettront elles de maintenir le niveau de satisfaction des populations ? Cette approche reconnaît les ressources naturelles comme une source de richesse, non seulement marchande mais aussi une source de bien-être. Car le PIB, qui prend en

⁷⁴ Voir partie III

⁷⁵ Annexe 4

compte les ressources économiques va souvent à l'encontre du développement durable : un PIB élevé prend par exemple en compte toute la richesse produite, sans en retirer les conséquences néfastes : pollution, augmentation du gaz à effet de serre, diminution des ressources disponibles.

Quelles sont les recommandations émises par la commission pour encourager la soutenabilité ? Quatre préconisations ont été émises : la mise en place d'indicateurs bien différenciés en fonction du paramètre pris en compte, la mesure de la variation des ressources disponibles, la création d'un indice monétaire de soutenabilité et enfin, à l'instar de la qualité de vie des indicateurs séparés et non un outil composite.

Ce rapport présente donc de nouveaux aspects pour la statistique, en remettant en question le PIB, et en proposant des indicateurs variés qui intègrent la notion de satisfaction dans des acceptions diverses, des données objectives à la diffusion de questionnaires afin de collecter des données subjectives.

Mais qu'en est-il de la suite du rapport Stiglitz ? Pour l'instant, le travail de l'OCDE aussi intéressant soit il est encore discutable... Sa nouveauté, le manque de médiatisation et la non utilisation dans le champ politique ne l'ont pas valorisé. Par ailleurs, loin de suivre à la lettre le rapport Stiglitz, il s'inscrit dans la continuité de la politique de l'OCDE. Innover, oui, mais rester fidèle au PIB⁷⁶. Alors pourquoi le PIB s'impose-t-il encore largement comme une norme ?

Le PIB une institution

Comme le précisait Vincent Finat Duclos lors de l'entretien que j'ai mené, l'objectif à termes est d'imposer le Better Life Index comme l'indicateur économique de référence. Il a d'ailleurs déjà été cité par le premier ministre irlandais lors d'un discours. Suffit-il de l'utilisation d'un terme par une institution pour qu'il s'impose comme une norme ?

Avec son acronyme anglais, le « BLI », comme l'appelle l'équipe de l'OCDE, a toutes les caractéristiques d'un PIB. Le PIB, pensé comme un indicateur est devenu une référence, voir une institution.

⁷⁶ Voir partie III

Fruit de l'OCDE, le BLI a peut être vocation dans le futur à se soustraire au PIB... Cela découle du poids des institutions, elles ont une capacité à produire des normes acceptées politiquement et socialement. En effet, les institutions produisent des discours qui sous entendent des classifications naturelles, guidées par les intérêts des individus dominants. Le PIB a répondu à la demande du Congrès américain afin de mesurer l'ampleur de la Grande Dépression dès les années 30. Il est défini par l'INSEE comme « le principal agrégat mesurant l'activité économique. Il correspond à la somme des valeurs ajoutées brutes nouvellement créées par les unités productrices résidentes une année donnée, évaluées au prix du marché. »⁷⁷. Dans quelle mesure le PIB, fruit d'une collaboration entre un économiste et le Congrès Américain est-il devenu une norme ?

Les organisations créent des normes sociales acceptées d'autant plus facilement par les individus qu'elles réduisent leur travail cognitif. Mary Douglas, dans son ouvrage *Comment pensent les institutions* voit un intérêt mutuel entre les citoyens et les institutions⁷⁸. Revenons avant sur la définitions des institutions selon Mary Douglas : elle s'appuie sur la conception Durkheimienne des institutions, qu'elle définit comme des entités collectives de penser, créatrice d'identité au sein de la société. Les institutions peuvent donc être des organisations ou des groupes sociaux qui opèrent des classifications et qui hiérarchisent des objets sociaux. Elle explique : « Mais pour qu'un discours, quel qu'il soit, devienne possible, on doit s'accorder sur les catégories de base. Or seules les institutions peuvent définir des rapports de ressemblance. Le rapport de similarité est une institution. On assigne des éléments à des ensembles dans lesquels les institutions puisent leurs propres rapports d'analogies avec la nature »⁷⁹. L'analogie entre le PIB et le bien-être d'une nation s'est imposée dans les esprits, parfois à tort. Le BLI s'imposera-t-il aussi comme une référence économique ? La véritable question est donc d'appréhender de quelle manière un discours prend le pas sur un autre pour devenir visible. Mary Douglas appelle cette hiérarchisation les « classifications populaires ». En s'appuyant sur le travail d'anthropologues, elle écrit : « - Les classifications populaires – correspondent en

⁷⁷ <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/produit-inter-brut-prix-march.htm>

⁷⁸ Douglas Mary, *Comment pensent les institutions*, La découverte, 2004, 218p.

dernière instance à des jugements d'ordre moral et politique (...). Pour l'ensemble des besoins pratiques, la classification populaire construit en effet un monde assez constamment intelligible et assez prévisible pour pouvoir y vivre. Ses buts sont complètement différents de ceux d'une classification scientifique »⁸⁰. Ce serait alors la structure théorique dans lequel un objet, comme le PIB, est pris qui faciliterait les similitudes. Les éléments de la recherche s'imposent comme certains une fois que la théorie est acceptée. C'est aussi le cas lorsque des chercheurs construisent des modèles pour valider leurs théories. Le discours des institutions, dépend donc de similitudes créées sur le modèle de schémas classificatoires populaires. Comme l'explique Mary Douglas : « L'institution fonctionne en tant que telle quand elle peut s'appuyer de surcroît sur l'exploitation de l'énergie morale de ses membres. »⁸¹. Une fois que le discours est produit par l'institution, cet encodage permet une économie d'énergie auprès des individus, c'est un principe sémantique reconnu : plus un mot est utilisé, plus il résiste. Les mots qui deviennent les plus fréquents échappent aux évolutions perpétuelles de la langue. C'est aussi le cas des analogies sociales : « - les analogies- sont prêtes à remplir les failles des chaînes causales dès que l'exigence d'un raisonnement rigoureux se relâche et ne peut susciter de classifications plus complexes. Grâce au poids de l'inertie institutionnelle, ces images mouvantes s'ancrent assez durablement pour que la communication soit possible »⁸². L'individu est donc impliqué dès la construction de l'analogie, et toute activité de hiérarchisation découle d'une institutionnalisation. Et lorsqu'un changement s'opère, l'analogie est tellement ancrée qu'il est parfois difficile de la modifier dans l'esprit collectif. La mise en place d'indicateurs alternatifs pourrait tendre à rendre obsolète le PIB. C'est ce que Mary Douglas explique lorsque s'il y a un changement de classification. Ces changements sont opérés par les institutions qui tachent de les minimiser, elle souligne ainsi : « Le changement n'est pas le résultat d'un choix délibéré ou conscient -pour l'individu-. Les institutions masquent leur influence rendant difficile la

⁷⁹ Idem

⁸⁰ Id

⁸¹ Id

⁸² Id

perception du changement »⁸³. Ainsi, les institutions ont une influence immesurable, elles font et défont les normes, elles s'accaparent les problématiques les plus importantes, laissant aux individus les seuls détails. La naissance des institutions relèverait alors de la coercition, et une fois créées, elles s'affirment dans le temps. Mary Douglas confirme ce point de vue en expliquant : « Leur stabilité – des institutions est acquise quand elles s'établissent dans des formes reconnaissables ; et il est étonnant de voir à quel point les institutions se moulent dans les types stables qu'on reconnaît aisément à des moments différents et dans des circonstances différentes »⁸⁴. L'institution, pour acquérir toute sa légitimité, doit être en mesure de justifier tous ses choix. Mary Douglas indique qu'elle cherche alors à consolider ses principes de justice. L'institution est alors capable de déterminer ce qui est juste de ce qui ne l'est pas conférant une validité universelle à tous ses propos. Le PIB s'impose comme une vérité universelle justifiant le modèle libéral et productiviste. Les critiques ne datent pourtant pas d'aujourd'hui.

La contestation du PIB

Comme le montrent les recherches sur le corpus, le PIB est encore médiatisé dans une large proportion, représentant 59 463 publications depuis les quatre dernières années. Les critiques à l'encontre du PIB sont nombreuses mettant en lumière ses lacunes (« le PIB ne suffit pas » - article de *Challenges*⁸⁵), mais il semble encore être d'actualité et largement utilisé dans le guidage des politiques économiques actuelles. Rappelons que les premières critiques du PIB remontent aux années 1970, lorsque le Club de Rome dénonce le caractère non soutenable de la croissance économique. Le Club de Rome est né le 8 avril 1968, après la période des Trente Glorieuses. Il tient son nom de la ville où a eu lieu la première réunion. Composé de scientifiques, de politiques, d'industriels et d'économistes issus d'une cinquantaine de pays il a pour objectif de débattre sur des problèmes de société. Leur réflexion s'intéresse principalement à l'amenuisement des ressources naturelles disponibles. Dès 1972, le Club de Rome publie un rapport intitulé *Les limites de la croissance*, plus

⁸³ Id

⁸⁴ Id

⁸⁵ Corpus

couramment surnommé rapport Meadows du nom de son auteur le physicien américain Dennis Meadows. Ce dernier prévoit un scénario économique et social catastrophe dans les années 2020⁸⁶. Quarante ans après, Dennis Meadows confirme les limites de la croissance, selon lui il faut repenser l'utilisation de nos ressources, qui vont s'épuiser dans les prochaines décennies laissant place à un effondrement. Taxé de catastrophiste, ce rapport n'a pas eu l'écho politique attendu. Aujourd'hui, aucun des dégâts sociaux et environnementaux n'est pris en compte dans la mesure de la croissance.

Si la considération du bonheur dans le champ politique peut ouvrir la voie à de nouvelles décisions pour améliorer la qualité de vie des citoyens, sa visibilité demeure faible car elle s'efface derrière le PIB qui est devenu une institution à part entière. Cependant la crise financière de 2007 a montré la nécessité de repenser à des indicateurs plus justes. Ce débat médiatique s'est alors illustré dans une double logique : la cristallisation autour d'experts, comme Stiglitz, et la mise en récit de ces derniers dans une vision manichéenne des financiers contre les citoyens.

⁸⁶ Donella H. Meadows, *Les limites à la croissance dans un monde fini*, Rue de l'échiquier, 2012, 432p.

Quand le débat sur le bonheur devient médiatique

JOSEPH STIGLITZ, DU SAVANT A L'EXPERT

Les économistes ont fait leur apparition dans la scène médiatique très récemment. Il est d'ailleurs encore complexe de regrouper les économistes au sein d'un groupe professionnel tant les acteurs diffèrent.

Les économistes, un corps professionnel hétérogène

Si l'on ne peut pas encore évoquer, faute de réflexions menées, une sociologie des économistes, Frédéric Lebaron, chercheur en sociologie rappelle, à l'instar d'autres disciplines, la formalisation de la science économique par la formation académique. « La mise en place d'un système de formation en « science économique »⁸⁷ a joué un rôle moteur, en tant que système permettant la socialisation professionnelle des futurs économistes, qu'ils soient praticiens ou théoriciens : l'expansion remarquable des universités et de l'enseignement post-gradué en économie a été un facteur essentiel de la formation d'une offre de personnel qualifié, et cela peut être considéré non pas tant comme un aspect de la sociologie d'une profession particulière, mais comme partie intégrante de la culture de la modernisation ». Cette mise en place s'est appuyée sur la création de départements universitaires, d'associations professionnelles mais aussi de normes de pensée économique.

En effet les théories néoclassiques sont ancrées dans l'imaginaire des économistes. Frédéric Lebaron souligne les effets de l'apprentissage de ces théories économiques : la théorie rationnelle et très spécifique des mécanismes du marché induirait les

⁸⁷ Lebaron Frédéric, « Qui sont les économistes ? Une sociologie méconnue », *L'Économie politique*, 2013/2 n° 58, p. 24-34. DOI : 10.3917/leco.058.0024

représentations mentales de la discipline chez les élèves. Il détaille : « En favorisant la maîtrise cognitive des variations de prix impliqués par un certain état de l'offre et de la demande sur le marché, l'apprentissage théorique de l'économie fait des diplômés de cette discipline des « experts généralistes » de l'ordre marchand, aptes à concevoir des solutions de marché, à les diffuser et à les mettre en oeuvre au sein d'organisations publiques ou privées »⁸⁸. D'ailleurs, cette expertise au sein d'organisations privées entraîne en partie la jonction des sciences économiques et des sciences de la gestion. Cette frontière est de moins en moins nette aujourd'hui et est confirmée par le rôle des économistes, à l'exemple de Stiglitz, qui multiplie les interventions dans des organisations publiques et privées. Ainsi, le sociologue précise : « La distinction entre les deux disciplines devient aujourd'hui moins nette, dans la mesure où nombre d'économistes assument explicitement un rôle d'acteur de la création et de la réforme des marchés, dans un esprit plus proche de l'ingénierie que celui des branches de la gestion les moins « scientifiques » (marketing, gestion des ressources humaines, etc.). Le caractère « tourné vers l'action » de l'économie n'est pas en soi chose nouvelle, mais il s'agissait, jusqu'à une période récente, plus de contribuer à l'action publique, qu'à l'action privée ; c'est peut-être d'ailleurs la distinction entre les deux secteurs qui est devenue moins nette, notamment du fait de la diffusion des nouvelles techniques de management au sein du secteur public. »⁸⁹. Enfin, la diffusion des savoirs économiques n'a cessé de croître pour accompagner le monde de la finance. C'est dans les années 1970-1980 qu'a eu lieu l'explosion du nombre de marchés financiers au croisement de sciences et ce sont les sciences économiques qui lui donneront toute sa légitimité. L'économie agit à double tranchant sur la finance. D'une part, elle permet de légitimer ses développements en tant qu'institution sociale (la mondialisation, le libre échange, la flexibilité) et de leur attribuer des prix Nobels. D'autre part, c'est au sein de l'économie même que sont nés les mouvements contestant les lois actuelles du marché (dit «

⁸⁸ Idem

⁸⁹ Id

mouvements critiques »⁹⁰ par le sociologue). Ces derniers contestent la dominance du capitalisme anglo-saxon et l'hégémonie de la finance qui entrainerait des inégalités et de l'instabilité à l'échelle mondiale. Durant ces années, la conversion à la finance s'est illustrée par la montée élitiste de certaines formations. C'est le cas en France, de l'Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration Economique, qui formait à l'origine des statisticiens publics travaillant en collaboration avec des institutions nationales telles que l'INSEE et qui a créé des filières dédiées à la finance, pour de futures traders, à l'instar d'HEC ou de quelques écoles de commerce. Frédéric Lebaron attribue des traits communs aux catégories socio-professionnelles issues de ces formations : « Cette dynamique sociale contribue à la formation d'une élite économique salariée, caractérisée à la fois par sa jeunesse, son fort niveau de capital scolaire et son investissement dans un éthos du travail très spécifique, associée à la valorisation des nouvelles technologies de l'information. »⁹¹. Pourtant ce modèle majoritaire, presque traditionnel est aujourd'hui remis en cause à la suite de la crise des *subprimes* et laisse une visibilité accrue à ces nouveaux héros de l'économie, plus humains, à l'instar de Thomas Piketty ou de Joseph Stiglitz. Cette visibilité s'explique aussi historiquement par le rôle croissant d'économistes, spécialistes et technocrates, au sein du champ politique.

La montée de l'expertise économique dans le champ politique

Le champ politique a progressivement accueilli de plus en plus de spécialistes et technocrates afin de guider les politiques publiques. Comme l'explique Frédéric Lebaron la place de l'économie s'est partiellement substituée aux savoirs juridiques et administratifs⁹². Ce processus s'est illustré de trois manières : premièrement la création de services et institutions nationales (en France par exemple, le service de prévision), puis par une politique publique de la statistique et enfin par des institutions mondiales de gouvernance économique comme le Fonds monétaire International ou l'Organisation pour la Coopération et le Développement

⁹⁰ Idem

⁹¹ Idem

⁹² Idem

Economiques. La politique de statistique a transformé l'économie en une référence : « Une entrée qui permet d'objectiver cette montée en puissance de la référence économique est celle des indicateurs utilisés pour définir les objectifs des organisations, donc leurs fonctions sociales manifestes ou officielles : si l'on admet que l'espace des indicateurs utilisés est hiérarchisé et structuré, la domination accrue de certains indicateurs économiques à tous les niveaux illustre la domination croissante des critères issus de l'univers marchand »⁹³. Cette nouvelle représentation de l'action publique s'appuie donc sur ce que le chercheur appelle le « langage de la « comptabilité nationale » (le PIB, le déficit budgétaire, le déficit commercial...).

Mais la montée de la technocratie en France serait aussi étroitement liée au fort pouvoir exécutif qui naît en 1958 avec Charles de Gaulle. Les élites se soustraient alors à l'amateurisme reproché à certains élus, et se justifient par leur formation souvent complétée par un passage aux Etats-Unis.

Enfin, le champ du politique et de l'économie s'est délibérément tourné vers le monde de l'entreprise avec l'exemple de formations en gestion, de mise en concurrence, de partenariat privé-public... Cette libéralisation a donc peu à peu touché le champ politique s'illustrant dans le discours institutionnel qui s'est vu transformé en discours d'expert.

Comme l'expliquent Roser Cusso et Corinne Gobin dans l'article « Du discours politique au discours expert. Le changement politique mis hors débat ? »⁹⁴ le discours politique des institutions et des médias s'est homogénéisé au cours des vingt dernières années. Cette homogénéisation s'explique en partie par le recours croissant à des syntagmes techniques de la part d'acteurs politiques et repris de manière banale dans les médias. Ainsi Pascal Durand en regroupe certains dans son *Abécédaire des nouveaux mots du pouvoir*⁹⁵, parmi ceux-ci se trouvent des termes économiques qui sont devenus monnaie courante dans notre vocabulaire actuel. Austérité, taux de chômage ou croissance font partie intégrante des commentaires de la vie politique et sociale. Si ces substantifs d'apparence technique proviennent d'institutions ou sortent

⁹³ Idem

⁹⁴ Roser Cussó et Corinne Gobin, « Du discours politique au discours expert : le changement politique mis hors débat ? », *Mots. Les langages du politique*

de la bouche d'acteurs politiques, ou encore de scientifiques, qu'est ce-qui différencie le discours savant de celui d'un expert ? Le discours expert à la différence du savant est un « nouveau lieu de pouvoir »⁹⁶ selon Roser Cusso et Corinne Gobin. S'il est en effet politisé, il revêt une apparente neutralité qui lui permet de s'imposer parmi les dogmes majoritaires. On attribue différentes caractéristiques au discours de l'expert. Premièrement, le discours expert provient en première source d'institutions ou d'organismes légitimes, il est ensuite repris dans les médias. C'est ce qu'explique ainsi Bernard Maris⁹⁷ « L'expert n'a aucune justification savante... il est promu par les médias ou les politiques mais ne subit plus aucun contrôle parce que l'opinion et le pouvoir n'ont pas la compétence nécessaire ». En effet, l'une des différences majoritaires entre un expert médiatique et un savant scientifique est son public. Le premier s'adresse à l'opinion alors que le second est soumis aux opinions des confrères et aux débats contradictoires du monde de la recherche. Dans un second temps, le discours expert revêt une apparente neutralité. En ayant recours à des chiffres, statistiques et indices il affirme des vérités et ne pose pas de débat.

Roser Cusso et Corinne Gobin présentent une autre caractéristique associée à la sémantique des discours : ils présentent des mots « passe-partout » et « compréhensibles a priori de tous »⁹⁸. En utilisant des concepts flous, tels que la croissance, les discours repris dans chaque média se ressemblent et se dépolitisent. Dans le corpus étudié, cela s'illustre par la présence à de multiples reprises des syntagmes suivants : « libéralisme », « politique néolibérale », « dérégulation », « crise », « croissance » et « décroissance ». C'est aussi ce qui rejoint une dernière approche propre aux experts : le discours contemporain tend vers une « homogénéisation lexicale » : « Celle-ci –l'homogénéisation lexicale- peut être comprise comme l'encroisement de phénomènes multiples : l'effet transnationalisant

⁹⁵ Durand Pascal, *Abécédaire des nouveaux mots du pouvoir*, Aden Editions, 2007, 461 p.

⁹⁶ Roser Cussó et Corinne Gobin, « Du discours politique au discours expert : le changement politique mis hors débat ? », *Mots. Les langages du politique*

⁹⁷ Maris, 2002

⁹⁸ Roser Cussó et Corinne Gobin, « Du discours politique au discours expert : le changement politique mis hors débat ? », *Mots. Les langages du politique*

de la mondialisation économique, la banalisation et le renforcement du capitalisme qui naturalise l'économie de marché, le renouvellement lexical intense et traduit dans 23 langues opéré par l'Union Européenne pour susciter l'adhésion à l'Union économique et monétaire, la concentration des médias qui aboutit à un appauvrissement des lieux du débat contradictoire »⁹⁹. Il est intéressant de relever dans cette citation le lien fait entre l'homogénéisation du vocabulaire économique dans les discours et le renouvellement sémantique d'institutions à l'instar de l'Union Européenne. Plus de mots sont créés, plus les médias réduiraient leur vocabulaire à un champ limité.

De plus, ce discours est lisse, accentuant le sens commun. Comme le rappelle Roser Cusso, le discours expert est aseptisé, il ne soulève pas le débat et a contrario il cherche à susciter l'adhésion. Il détaille ainsi : « La conviction, l'adhésion du public est toujours recherchée... les arguments fuient le conflictuel, se cantonnent dans le banal et le rassurant ; si ces discours sont en effet capables d'énoncer (annoncer) les problèmes –toujours graves- du siècle, ils peuvent tout aussitôt énumérer les solutions pour y faire face »¹⁰⁰. Le schéma suit, à l'instar d'une consultation médicale, l'approche diagnostic et remède.

L'émetteur du discours se situe généralement dans une sphère de pouvoir internationale. Ainsi, le discours d'expert prend source, selon Roser Cusso et Corinne Gobin dans les organisations européennes et internationales dès les années 1980¹⁰¹. Le discours politique auparavant limité à la souveraineté nationale, est devenu européen voire transnational. Il se réalise via une hiérarchie spécifique : « les rapports techniques, qui égrènent, venus d'en haut, les réformes techniques que les gouvernements que les gouvernements doivent appliquer par nécessité, juste pour correspondre à la réalité des choses »¹⁰². L'institution et ses experts guident donc les politiques nationales. Ces représentations émanent parfois de représentants d'institutions. Le cas de Joseph Stiglitz est d'autant plus particulier qu'il est un contrepied aux institutions. Ancien conseiller économique de Clinton, il devient vice

⁹⁹ Idem

¹⁰⁰ Id

¹⁰¹ Idem

président de la Banque Mondiale de 1997 à 2000, mais se montre très critique envers cette institution ainsi que le FMI. C'est avec le Prix Nobel en 2001 qu'il renforce sa notoriété. L'article de *La Croix*¹⁰³ souligne ce fossé « J'avais commencé à avoir de l'audience avant le Nobel, mais ça a changé la donne » (Stiglitz). Rejetant les institutions économiques mais acceptant un prix international, Joseph Stiglitz, bien qu'il possède a priori les caractéristiques propres à l'expert médiatique, apporte une nuance à l'expertise en clamant un discours non majoritaire parmi les institutions et les idées économiques en place.

Les experts versus les savants

Si comme nous l'avons évoqué il n'existe pas de sociologie des économistes à proprement parler, l'économiste Bernard Maris s'est intéressé aux acteurs qui font le discours économique. Dans son article « Economistes, experts et politiques »¹⁰⁴, il distingue les experts médiatiques des savants. Tout discours, qu'il s'agisse d'un discours politique ou économique, est un lieu de pouvoir, émis par une autorité. Bernard Maris rappelle que l'autorité émettrice d'un discours relève de la légitimation. Les experts et savants n'y font pas exception. Leur principale différence réside dans la source de leur légitimation. Il écrit ainsi : « Les savants, contrairement aux experts qui parlent à leurs employeurs (Etat, entreprises...) ou à l'opinion, ont des comptes à rendre à la science, ce qui implique le respect d'une méthode scientifique : le respect de procédures de vérification et contrôle par les pairs (en général par le support de publications) et parfois le respect de protocoles expérimentaux). En l'absence de protocoles expérimentaux, seul le contrôle des pairs légitime l'activité, comme dans d'autres domaines non scientifiques. »¹⁰⁵. Les publics auxquels s'adressent les experts et les savants sont donc distincts : alors que les premiers s'adressent au public et aux autorités, les seconds s'adressent aux pairs.

¹⁰² Idem

¹⁰³ Corpus

¹⁰⁴ Maris Bernard, « Economistes, experts et politiques », *Innovations* 1/2003 (n° 17), p. 9-27

¹⁰⁵ Idem

Cela est confirmé dans l'article de *La Croix* : « Joseph Stiglitz ne veut pas écrire seulement pour ses confrères économistes, mais trouver une audience la plus large possible »¹⁰⁶. Cette large audience attendue par Stiglitz est aussi devenue l'objet de critiques de la part de ses pairs académiques à l'instar de la citation du chercheur Romain Rancière dans l'article du *Monde* : « L'économiste s'est lancé dans un combat qui l'oblige à simplifier, voire à vulgariser son discours. « Cela fait un peu mal de voir un homme comme lui céder parfois à la facilité, perdre un peu de son unité intellectuelle, regrette M.Rancière » »¹⁰⁷. Cette tendance à la vulgarisation Bernard Maris l'associe spécialement au champ des sciences économiques. Si la discipline présente des chercheurs, des revues, voire des prix comme le prix Nobel, elle n'est pas soumise aux protocoles expérimentaux. C'est justement dans cette vulgarisation que Bernard Maris souligne une autre dimension propre à l'expertise. Chez les savants, la vulgarisation est interdite : « La barrière du langage interdit la vulgarisation... Ce n'est pas un mauvais choix, dans la mesure où elle coupe le savant de l'opinion (elle interdit à la foule –vulgus- de l'entendre) »¹⁰⁸. Alors lorsque le savant se transforme en expert, il semble inéluctable qu'il appauvrisse son langage pour s'adresser à la foule. Au delà des mots valises qui apparaissent, il apparaît clair que les experts ne sont pas ou plus des savants. Si les experts sont souvent issus des mêmes formations que les savants, ou ont un parcours universitaire qui s'en rapproche, comment peuvent-ils se confondre ? Pour le public les experts sont assimilés à des savants, c'est là l'erreur courante dans laquelle est plongé le récepteur. Les experts font en effet appel aux propos des savants, aux arguments d'autorité. Si les experts peuvent en partie posséder le savoir des savants, leur rhétorique s'appuie sur des énoncés performatifs et des généralités vagues, c'est ce que Bernard Maris nomme les « arguments de fausse autorité »¹⁰⁹ qui ont plus trait au bon sens de l'opinion qu'à la recherche scientifique. Or le particularisme de l'esprit scientifique va à l'encontre de l'opinion reconnaît Gaston Bachelard¹¹⁰ : « La science

¹⁰⁶ Corpus

¹⁰⁷ Idem

¹⁰⁸ Maris Bernard, « Economistes, experts et politiques », *Innovations* 1/2003 (n° 17), p. 9-27

¹⁰⁹ Idem

¹¹⁰ Bachelard Gaston, *Le nouvel esprit scientifique*, PUF, 2013, 183 p.

dans son besoin d'achèvement comme dans ses principes s'oppose absolument à l'opinion. S'il lui arrive sur un point particulier, de légitimer l'opinion, c'est pour d'autres raisons que celles qui fondent l'opinion ; de sorte que l'opinion a en droit toujours tort. On ne peut rien fonder sur l'opinion, il faut d'abord la détruire ». Les savants s'emploient donc à aller contre l'opinion.

Leur discours évolue dans des supports différents : les revues scientifiques pour les savants et les médias pour les experts. Entre deux, Bernard Maris place les journaux spécialisés où s'expriment les experts mais non les savants. In fine, les experts sont beaucoup plus proches du champ politique que les chercheurs et ont recours aux mêmes lieux de pouvoir, parmi lesquels les instances médiatiques.

Bernard Maris a établi une topographie de l'économie, de l'expertise et de la politique. Cette dernière construit une barrière entre les cibles auxquelles s'adressent les uns et les autres. L'une des difficultés demeure de savoir si l'on y place Stiglitz comme docteur du Massachusetts Institute of Technology et professeur à Yale et Columbia ou comme ancien vice président de la Banque Mondiale. Si l'on reprend le schéma de l'économiste Bernard Maris¹¹¹, on placerait Joseph Stiglitz au sud-est dépendant de l'opinion et de l'Etat et rattaché aux organisations internationales (Banque Mondiale et OCDE).

Quel avantage y-a-t-il à faire parler les experts et non les savants ? L'expert répond aux besoins du politique. Bernard Maris explicite « Le politique utilise l'expert (quel qu'il soit, issu de n'importe quelle discipline scientifique) comme caution de sa décision ». Son premier rôle est donc de répondre à la légitimation d'instances ou de personnes politiques (à l'instar de Sarkozy qui lancé l'initiative de la Commission Stiglitz). Selon le chercheur ce recours cache néanmoins une dépolitisation des sujets ; afin de tendre vers l'acceptation de l'économie comme loi du politique (la mondialisation, le capitalisme). Il détaille : « la nouveauté avec l'économie par rapport aux autres sciences, est que le politique utilise l'expert non pour confirmer une décision particulière (les OGM), mais pour se dédouaner sur la politique générale : au nom de la mondialisation, il dit non seulement qu'il ne peut rien faire, mais pousse à la dérégulation. Cette démission du politique signifie qu'il accepte

¹¹¹ Annexe 6

l'économie ...ou feint de l'accepter »¹¹². Cette dépolitisation procède d'un double processus : d'une part, l'expert soustrait toute légitimité à la science (cible de l'opinion, vulgarisation), d'autre part il donne tout son poids au politique en se situant dans le champ des instances. Cette expertise qui triomphe au sein de notre société actuelle découlerait donc en partie de l'impuissance de la science. Alors comment Stiglitz, est-il passé du statut de savant à l'expert, quel portrait en est fait dans la presse française ?

¹¹² Maris Bernard, « Economistes, experts et politiques », *Innovations* 1/2003 (n° 17) , p. 9-27

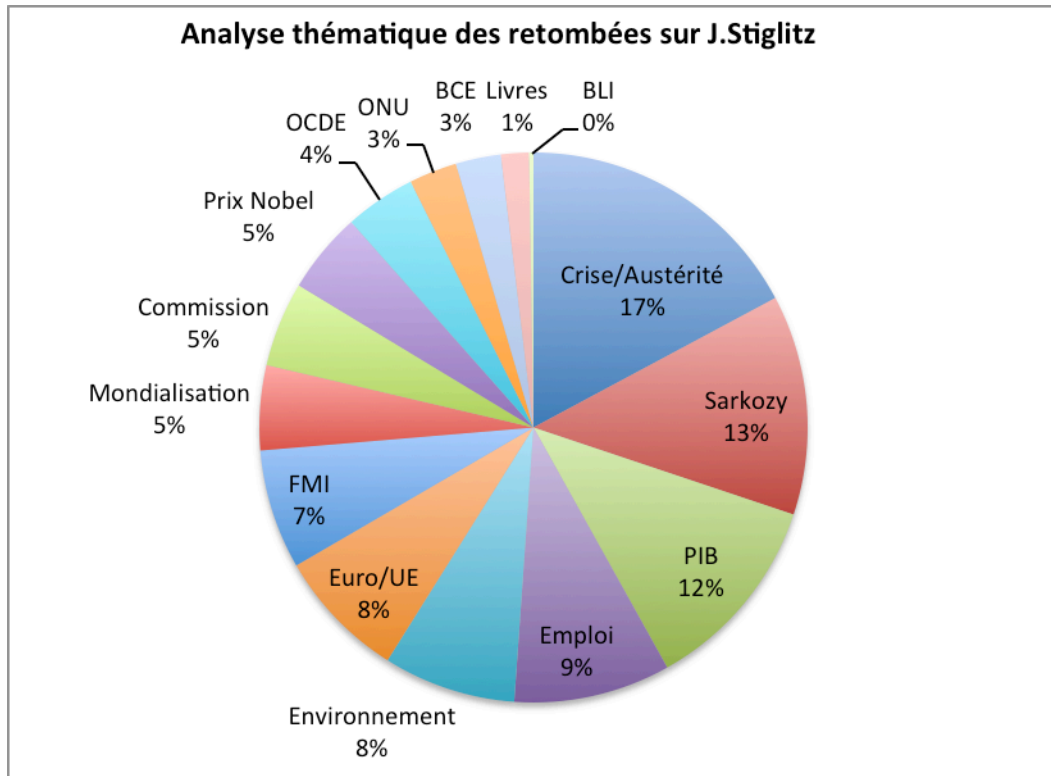
L'ÉCONOMIE A VISAGE HUMAIN CONTRE LA FINANCE

Après avoir étudié les ressorts de la médiatisation des experts, nous insisterons sur les récits qui racontent l'économie. Joseph Stiglitz, Thomas Piketti, ou encore Amartya Sen : tous ont su s'élever contre le monde de la finance pour prôner une économie plus humaine.

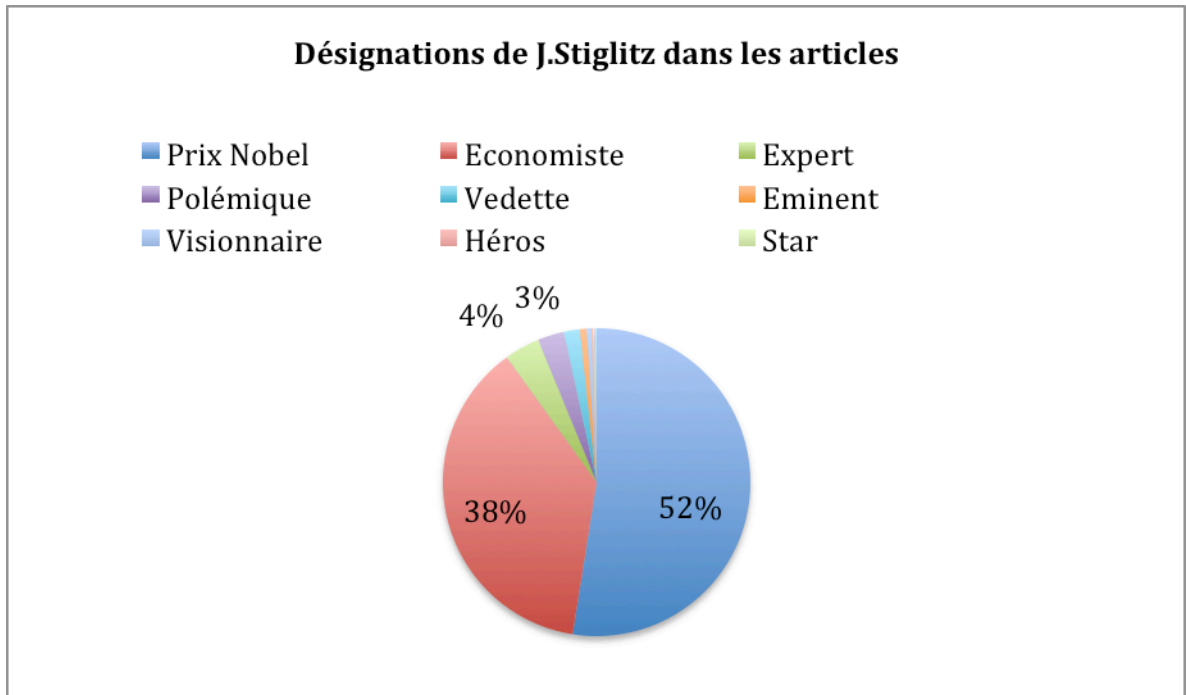
Lors de mes recherches, j'ai noté que le nombre de parutions sur Joseph Stiglitz dépassait largement celui de ses confrères ayant participé à la Commission – 747 parutions¹¹³-, Joseph Stiglitz ayant été le porte parole de ce rapport. Si le Prix Nobel lui a valu toutes ses lettres de noblesse dans les médias, c'est lors de la formation de la commission que le pic de publication est atteint : en 2009 on recense 4 205 retombées¹¹⁴. Si l'on reprend les thèmes auxquels il est plus associé dans les parutions on retrouve en premier la crise financière (17% des parutions), puis le lien avec Nicolas Sarkozy (13%) et en troisième lieu les articles qui abordent le PIB (12%). Dans le cas de Joseph Stiglitz, l'association à un homme politique a un fort impact en termes de visibilité dans le paysage de la presse française.

¹¹³ Annexe 3

¹¹⁴ Annexe 5



Par ailleurs, il m'a paru pertinent d'identifier les termes avec lesquels était désigné Stiglitz dans le corpus. En effet, après avoir parcouru une première fois les articles, je notais des dénominations mélioratives concernant l'économiste. En recensant toutes les désignations ainsi que des adjectifs récurrents dans les articles (visionnaire, éminent, star...) on peut observer qu'il est en grande majorité dénommé comme économiste ou comme Prix Nobel.



L'une des remarques qui ressortie de cette analyse est la proportion d'article à tonalité positive. J'ai décidé de sélectionner quatre articles représentatifs de l'échantillon étudié. Les quatre articles du corpus sont des portraits de Joseph Stiglitz. Ils sont issus de quatre journaux d'orientations politiques divergentes. Le premier est issu du *Figaro* datant du 11 septembre 2009¹¹⁵, le second provient de *Libération* et date du 15 septembre 2009¹¹⁶, le troisième a été publié dans *Le Monde* le 13 février 2010¹¹⁷ et enfin le dernier article, plus récent, date du 22 septembre 2012 et est paru dans *La Croix*.¹¹⁸

Les quatre présentent un récit de vie. A travers les portraits qui sont donnés de lui, Stiglitz devient un héros. Il ouvre la voie à l'avenir : réformiste, humain il apparaît comme le héros qui n'hésite pas à critiquer la Banque Mondiale et à défendre les plus faibles. Les titres laissent déjà paraître une forte subjectivité : « La machine Stiglitz », « Joseph Stiglitz la générosité en économie », « Stiglitz le grand imprécateur de Wall Street » ou encore « Stiglitz, l'économie à visage humain ».

¹¹⁵ Corpus

¹¹⁶ Idem

¹¹⁷ Id

¹¹⁸ Id

Libération et *La Croix* soulignent la dimension humaine de l'économiste, alors que *Le Figaro* et *Le Monde* ont une approche plus « guerrière ». Deux récits qui se croisent semblent alors se mettre en place, le premier est le Stiglitz humain et généreux, le second dévoile une facette plus offensive, telle une machine de guerre. Mais qu'est ce que le récit ? Il y a de nombreuses acceptions du récit, mais l'on s'attachera à celle de Marc Lits¹¹⁹ dont les travaux s'ancrent dans une perspective médiatique. Le récit n'est pas qu'une seule succession d'évènements et de faits, mais une mise en narration. Si l'on doit retenir trois composantes qui formalisent le récit selon Marc Lits, on s'attache à l'étude de la temporalité, des personnages et du mode d'énonciation.¹²⁰ L'écriture journalistique, qu'il s'agisse d'un portrait ou d'un reportage a nécessairement recours aux outils de la narration ce qui lie intrinsèquement le médiatique au récit. Les classifications des récits sont nombreuses, mais une distinction plus générale regroupe deux formes d'énonciation journalistique : l'une visant à exposer les faits de façon neutre, l'autre étant une prise en charge de l'information par le journaliste, plus subjective.

Stiglitz, quand l'économie devient humaine

L'article de *Libération* aborde autant le contenu du rapport que Stiglitz lui même, un paradoxe, à la vue du titre « Stiglitz, l'économie à visage humain » qui semble résumer le débat sur l'économie du bien être à Joseph Stiglitz. La photo de l'économiste, tout sourire et journaux sous la main donne une impression de jovialité. Les termes de révolution, mis entre guillemet, annoncent la teneur du débat. Mais l'autonymie nuance les écrits des journalistes montrant que le terme employé est une emphase. Catherine Kerbrat Orehionni détaille les fonctions que peuvent prendre l'acte de citation : « Les réserves pouvant porter sur le signifiant, jugé mal motivé [...] ou mal connoté (hétérogénéité stylistique de tel néologisme, de tel terme trop familier, technique ou recherché ; ou sur le signifié et sa relation au dénoté jugée sommaire, approximative, contestable : le locuteur utilise le terme faute de mieux et signale en même temps grâce aux guillemets (qu'accompagnent éventuellement

¹¹⁹ Lits Marc, *Du récit au récit médiatique*, De Boeck, 2008, 235 p.

¹²⁰ Idem

d'autres précautions oratoires) qu'il est bien conscient du fait que le terme n'est pas parfaitement adéquat »¹²¹. La dénomination de Joseph Stiglitz par son titre : « prix nobel Joseph Stiglitz » renforce la reconnaissance accordée à l'économiste. Il est aussi dénommé comme un « économiste de la gauche réformiste » soulignant l'idéal politique qui le lie à sa cause. Enfin, l'adverbe « modestement » donne une impression de proximité au lecteur, contrastant avec le ton emphatique utilisé par Nicolas Sarkozy dans les citations.

Si l'on s'intéresse ensuite à l'article de *La Croix* intitulé « Joseph Stiglitz, la générosité en économie, le récit et sa mise en forme présentent les mêmes aspects : modestie et humanité. On recense de nombreux syntagmes mélioratifs, parmi lesquels « célébrité planétaire », « modeste » et « soucieux ».

Si l'on évoque les syntagmes subjectifs, ils dépendent principalement, comme l'explique Catherine Kerbrat Orecchioni, de critères d'intuition : il n'existe pas de typologie des termes considérés comme subjectifs¹²². Cependant elle distingue différents types de subjectivité, parmi lesquelles se trouve la subjectivité axiologique, celle qui attribue un caractère normatif à une action ou un individu. Elle se manifeste par des jugements de valeur ou encore des termes affectifs ou psychologiques. Il y est présenté comme une star, mais qui reste néanmoins accessible et soucieux de la situation des plus démunis. Son enfance et son parcours sont retracés valorisant des valeurs familiales qui justifient son ascension actuelle : « jeunesse heureuse », « les valeurs familiales solides mettent l'accent sur la solidarité », « élève brillant », « désireux d'agir » et « avide de changement ». La rubrique coup de cœur au milieu de l'article présentant ses modèles de vie (Nelson Mandela) et autres intérêts renforcent la vision altruiste qui parcourt l'article. Stiglitz, c'est le héros, sorte de Robin des bois des temps modernes. En effet, les caractéristiques attribuées au personnage ont des fonctions bien spécifiques comme l'explique Marc Lits : « il est le héros d'une aventure, l'agent d'une série d'actions [...], le médiateur d'un énoncé

¹²¹ Kerbrat Orecchioni Catherine, *L'énonciation de la subjectivité dans le langage*, Armand Colin, 1980, 290p.

¹²² Idem

didactique sur le monde »¹²³. Mais il est aussi une figure d'identification porteuse de valeurs pour le lecteur (« un lieu d'investissement de l'expérience psychologique et sociale »¹²⁴ d'après Marc Lits). La « réussite » de l'identification du lecteur au personnage médiatique repose majoritairement sur un récit manichéen. Les journalistes vont incomber des responsabilités à chacun des acteurs. Marc Lits explique que le leader est un personnage central du récit médiatique autour duquel se construit une vision manichéenne de l'évènement. Il résume ainsi : « Priorité sera donnée aux figures des leaders (politiques ou militaires) autour desquelles sera construite l'information, dans une logique de suspense permanent. Deux traits sont privilégiés : la personnalisation maximale, et l'accentuation d'antagonismes construits autour de l'axe « bon/mauvais (...) Pour que cette personnalisation soit bien perçue, il est nécessaire de construire les intervenants en termes de protagonistes qui s'opposent autour d'un axe simple : le bien et le mal, la justice et la malhonnêteté, la démocratie et la dictature »¹²⁵. Le récit de Stiglitz du côté des gentils, s'oppose à celui du monde de la finance : « les 99% de la population contre le 1% dominant qui empêche l'ascenseur social de fonctionner », « ce monde de la finance irresponsable et incontrôlé qui ruine l'Amérique »¹²⁶... La construction de ce récit dans sa dualité questionne la réception du lecteur : la construction narrative des récits médiatisés ne permet pas de tenir compte de l'impact du poids des personnages (réels et narrativisés) dans l'analyse des médias.

Stiglitz contre Wall Street

Le second aspect du récit de Stiglitz livré par les médias est celui de la voix qui s'élève contre Wall Street.

L'article du *Monde* intitulé « La machine Stiglitz » offre un portrait complet de l'économiste regorgeant de termes mélioratifs montrant la toute puissance de l'économiste : « Economiste, tendance altermondialiste, ultra démocrate tout en étant

¹²³ Lits Marc, *Du récit au récit médiatique*, De Boeck, 2008, 235 p.

¹²⁴ Idem

¹²⁵ Idem

¹²⁶ Article de *La croix* - corpus

Sarko compatible, écrivain, professeur à l'université de Columbia, conseiller de la Banque Mondiale et accessoirement Prix Nobel d'économie en 2001, l'Américain Joseph Stiglitz, 67 ans ne souffre pas de la contradiction ». On compte aussi de nombreux termes qui font de lui un guerrier qui n'hésite pas à s'opposer aux idéaux ultra capitalistes : « Michael Moore de l'économie », « dimension hollywoodienne », « la machine Stiglitz », « il a lancé sa croisade contre les théories ultralibérales », « il s'est fait remarquer par ses prises de position souvent hétérodoxes, toujours engagées » et « l'un des penseurs économiques les plus lus ».

L'article du *Figaro* présente les mêmes ressorts. « Avec sa barbe de trois jours, ses larges bretelles de charpentier et son sempiternel sourire, qui en fait le sosie de l'acteur comique Mel Brooks, Joseph Stiglitz a le don d'accrocher la lumière », « secouer les pouvoirs établis et pourchasser les idées toutes faites, tel est le seul dogme que Stiglitz admet », « l'économiste le plus cité par ses pairs au monde ». Si *Le Figaro* restreint les termes élogieux en comparaison avec les autres articles du corpus, il n'en reste pas moins présenté dans une approche sympathique. C'est le mythe Stiglitz. Roland Barthes explique que les mythes se propagent dans les médias : « si l'on accepte que tout récit est la représentation d'un évènement (fictif ou réel), tout récit pourra alors être porteur de mythes, qu'il soit une pure fiction d'écrivain ou un strict compte rendu de faits divers »¹²⁷. Il oppose Stiglitz comme héros contre la tyrannie capitaliste.

La finance comme ennemie

L'ensemble du corpus met l'accent sur la conception froide et inhumaine de l'économie traditionnelle guidée par le libéralisme et les réseaux financiers incontrôlés. Si le monde de la finance a été l'objet de virulentes critiques durant la crise financière, il a montré aussi la difficulté des médias à l'illustrer. La visibilité de l'économie, qu'il s'agisse de la finance ou de débats sur la qualité de vie semblent limités par l'aspect « impalpable » de ces sciences. Nous reviendrons sur cette thématique, en nous appuyant sur la description qui en est donnée dans le corpus.

¹²⁷ Barthes Roland, *Mythologies*, Paris : Points, 2007, 256 p.

Le monde de la finance a cristallisé dans les médias toutes les angoisses : « Les médias, prenant parfois le relais des milieux scientifiques, donnent des situations de vie et de l'état du monde social, politique et économique des interprétations qui interviennent dans la formation et la formulation des peurs sociales. Ceci est illustré par la façon dont la communication médiatique a présenté la crise boursière actuelle en son état initial. D'une part, on a immédiatement évoqué les situations de panique qui ont accompagné le krach de 1929, avec les hordes de particuliers assaillant les banques et vidant leurs liquidités comme la hausse massive du chômage. Si cette éventualité a effectivement été envisagée par les politiques et les économistes, les incitant à prendre des mesures gouvernementales au plan national, européen et international, la façon dont les médias en ont parlé, avait de quoi semer la frayeur dans le public. »¹²⁸. La crise financière a mis à jour l'utilisation de recours rhétoriques dans la diabolisation des institutions et des élites économiques.

La crise financière et les conséquences qui en ont découlé ont participé à la création d'une méfiance des individus vis à vis du marché économique et des institutions liées (FMI, Banque Mondiale). Lors de l'éclatement de la crise, les médias ont abreuvé les lecteurs d'articles ou de reportages sur le scénario catastrophique qui s'annonçait. Si l'économie et la finance sont des disciplines qui ne permettent pas de représentation visuelle, puisqu'elles sont basées en grande partie sur des modèles mathématiques et statistiques ainsi que des théories, les médias ont eu recours à des représentations sociales afin d'illustrer leurs propos. Ces illustrations reflétaient davantage des comportements d'individus subjectifs (on se souvient à la télévision des traders qui s'agitent dans les salles de bourse et des écrans avec des chiffres qui défilent) montrant une prise de décision irresponsable de la part des financiers (« le monde incontrôlé de la finance » comme décrit dans *La Croix*). Ces axes de communication ne se sont pas seulement étendus aux experts mais à toute l'opinion publique,

¹²⁸ De Rosa Annamaria Silvana, Bocci Elena, Bulgarella Clio, « Économie et Finance durant la crise financière mondiale : représentations sociales, métaphores et figures rhétoriques dans le discours des médias de l'automne 2008 au printemps 2010 », *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale* 3/2010 (Numéro 87) , p. 543-584

mobilisant plusieurs « facteurs psychologiques », comme l'explique Anna Maria Silvana Rosa, Elena Bocci Elena et Clio Bulgarella¹²⁹ : la psychologie de masse, la psychologie sociale, et la psychologie individuelle.

L'économie pourtant guidée par des principes de rationalité s'est vue influencée par des facteurs extérieurs, que les médias ont réutilisé. Cette irrationalité économique a entraîné le regain pour des valeurs morales considérées comme perdues : l'intérêt collectif, la responsabilité ou encore l'honnêteté. C'est dans cette approche que l'on vante les valeurs de Stiglitz éduqué dans le respect et l'engagement contre les inégalités. Une dualité entre ancienne et nouvelle économie¹³⁰, sur le schéma vertueux/non vertueux modèle les pensées des individus.

Par ailleurs, le manque d'anticipation de la situation et de solutions a largement participé au climat anxiogène généralisé. Comme l'explique Herbert Simon : « De bonnes prévisions nécessitent deux éléments souvent difficiles à réunir. Premièrement, elles requièrent soit une compréhension théorique du phénomène à prévoir, comme base du modèle de prévision, soit des phénomènes suffisamment réguliers pour être simplement extrapolés. Du fait que cette dernière condition est rarement satisfaite par les données disponibles concernant les questions humaines (ou même la météo), nos prévisions seront au plus aussi bonnes que nos théories. Le second élément nécessaire à la prévision est le fait de disposer de données fiables sur les conditions initiales—le point de départ de l'extrapolation »¹³¹.

L'autre dimension qui ressort du traitement du monde financier est le manque de légitimité donnée aux institutions. L'article du *Figaro* fait mention des attaques que Joseph Stiglitz portait aux institutions financières : « Stiglitz qualifiait les experts du FMI d'économistes de troisième zone. Pire il accusait Stanley Fisher, ex numéro deux du Fonds d'avoir été richement récompensé par Wall Street en accédant à un poste de responsabilité à Citigroup. Wall Street est depuis longtemps sa bête noire »¹³². Pourtant la confiance et la crédibilité sont des prérequis au fonctionnement

¹²⁹ Idem

¹³⁰ Id

¹³¹ Simon Herbert, « Models of bounded rationality ». Cambridge, Mass.: MIT Press, 1982.

¹³² Corpus

démocratique et au bon déroulement des échanges économiques : la crise financière a amené les populations à réévaluer la confiance qu'elles accordaient à leurs politiques et à leurs institutions. Les médias ont largement participé à la présentation d'un scénario catastrophe, mettant en scène un récit avec un impact émotionnel fort qui a construit la représentation de la crise : du chômage, aux gens mis à la porte de chez eux.

Pourtant, les suites du rapport avec la mise en place du Better Life Index ne sont pas si divergentes du dogme libéral majoritaire en économie : la participation citoyenne soulève des questionnements et la conception de l'outil s'inscrit dans une logique concurrentielle.

Le Better Life Index : un futur PIB

UN OUTIL DE PARTICIPATION CITOYENNE

En quoi le Better Life Index innove t-il dans le champ économique et politique ?

Principe et fonctionnement

Le Better Life Index est un indicateur économique composite lancé par l'OCDE en 2011 à la suite du rapport Stiglitz et lors du cinquantième anniversaire de l'organisation. Il a été présenté officiellement pour la première fois lors de la réunion annuelle de l'OCDE en 2011.

Le Better Life Index comprend 11 variables classées en deux catégories : d'une part les conditions matérielles (emploi, logement, revenu) et la qualité de vie (liens sociaux, éducation, santé, environnement, sécurité, engagement civique, équilibre vie et travail, satisfaction). Le Better Life Index est présenté sous la forme d'un outil virtuel, un *mixer tool* pour reprendre l'expression de Vincent Finat Duclos¹³³, data editor à l'OCDE. Chaque utilisateur qui se rend sur le site peut choisir l'importance qu'il accorde à chaque critère (sensibilité à l'environnement mais pas au logement par exemple), et en fonction de la pondération il obtient une fleur (dont chaque pétale représente un critère). Les paramètres qu'il a saisis lui permettent alors de voir quel pays se rapproche de ses convictions. L'indicateur couvre pour l'instant les trente quatre pays membres de l'OCDE ainsi que le Brésil et la Russie. A termes, il concernera aussi l'Afrique du Sud, la Chine, l'Inde et l'Indonésie.

¹³³ Annexe 4

Créer votre indicateur du vivre mieux

Selon vous, quelle est la recette d'une vie meilleure — Une bonne éducation, un air pur, une belle maison, l'argent ? Utilisez notre outil interactif et comparez les pays en fonction de l'importance que vous accordez aux différents critères du bien-être.

📄 Aide

Commencez à critères égaux ou hiérarchisez vos préférences ici.

Créer votre Indicateur du vivre mieux

Notez les critères en fonction de leur importance pour vous:

- Logement
- Revenu
- Emploi
- Liens sociaux
- Éducation
- Environnement
- Engagement civique
- Santé
- Satisfaction
- Sécurité
- Équilibre travail-vie

L'outil est disponible sur le site dédié : <http://www.oecdbetterlifeindex.org/>. Il enregistre depuis le lancement en 2011, 400 000 sessions sur le site (selon Google) et 300 000 visiteurs uniques en France et un peu moins de cinq millions de visiteurs uniques dans le monde.

Pour l'instant, chaque paramètre repose sur un à quatre indicateurs. Les données proviennent des statistiques nationales, et concernant la satisfaction elles sont basées sur l'enquête internationale menée par l'institut Gallup. Si les questions exactes n'ont pas pu m'être dévoilées, elles ont été posées à intervalles réguliers et reposaient notamment sur l'évaluation du bonheur, allant de 0 à 10 sur une période donnée. Ensuite, la moyenne a été calculée. A l'avenir, l'OCDE ambitionne de constituer une banque de données sur la satisfaction et de remplacer les indicateurs actuels par ceux collectés sur la qualité de vie sur la durée.

Un outil ludique et interactif

L'OCDE a donc choisi un outil d'une part graphique et ludique, et d'autre part interactif.

La fleur a été conçue par le graphiste allemand Moritz Stefaner, et le site par le cabinet de graphisme allemand Raureif. Comme l'explique Vincent Finat Duclos, différents outils de « data visualisation » avait été présentés par Mortiz Stefaner, mais la présentation la plus compréhensible et la plus originale était la fleur, idée qu'il a eu en jardinant. Par ailleurs la fleur ne favorise pas un critère plutôt qu'un autre, tout est équidistant. Vincent Finat Duclos explique « On a retenu la fleur car l'analogie avec le bien être était plus forte que dans les autres visuels. ». Par ailleurs, les onze

paramètres sont représentés chacun par un pictogramme. Le chercheur en sémiotique Pascal Vaillant définit le pictogramme comme « Un signe qui voudrait se faire comprendre selon le principe iconique — c'est-à-dire, idéalement, par reconnaissance visuelle primaire, sans qu'un code appris préalablement soit nécessaire à cette reconnaissance ... »¹³⁴. Le mode de fonctionnement d'un pictogramme dépend donc de deux niveaux de lecture, d'abord le visuel, l'image, mais qui s'inscrit dans un code d'écriture bien défini (tel pictogramme utilisé ici ne fera pas sens dans un autre pays). Le pictogramme dépend également d'un contexte bien précis qui permet son interprétation, par exemple on associe le panneau issu de secours aux portes d'un bâtiment. L'OCDE qui a développé son outil dans différents pays avec la même mise en forme a du choisir des pictogrammes les plus universels possibles. Les visuels choisis renvoient à l'imaginaire collectif, et ont été proposés par le cabinet de design Raureif. Néanmoins celui de l'engagement civique n'est pas devinable au premier coup d'œil, il s'agit d'un bulletin de vote jeté dans l'urne. Le data editor de l'OCDE précise : « Mais on n'est pas satisfaits par tous ceux choisis. Par exemple l'engagement civique, l'équilibre travail-vie –on a longuement hésité pour la balance-, et la satisfaction –le cœur ça limite à l'amour mais bon il fallait bien trouver quelquechose-. ».

D'autre part le BLI est interactif et vise le grand public, c'est notamment ce qui a été recherché dans les relations presse en essayant de toucher la presse grand public comme le Huffington Post ou Paris Match. C'est justement là que sont soulevés les enjeux d'une vulgarisation d'un travail économique et politique : n'y avait-il pas un travail d'explication autour d'un projet assez complexe et novateur avant de l'adresser au grand public ? Pourquoi reléguer l'économie du bonheur à des médias grands publics ? Le corpus originel que j'avais choisi, bien que limité (quelques retombées parmi les dix huit articles recensés depuis le lancement sur le logiciel de recherche Factiva), couvrait la presse économique et la presse quotidienne nationale. Suite à l'entretien mené avec Vincent Finat Duclos, j'ai modifié mon corpus initial en intégrant des médias plus « grand public », cœur de cible de l'OCDE comme l'expliquait Vincent Finat Duclos « Après les travaux sur le bien être

¹³⁴ http://www.revue-texto.net/docannexe/file/3336/pv_semio_4_picto.pdf

(comment va la vie ?) on a présenté le Better Life Index aux utilisateurs. Il y aussi des attachées médias pour les relations presse, on visait le grand public, on a eu Paris Match par exemple. »¹³⁵.

Mixer tool et Wikiprogress

L'OCDE a innové en faisant du Better Life Index un outil de participation citoyenne. En effet, pour recueillir les données, la simple utilisation du mixer tool ne suffit pas, il faut que l'internaute aille jusqu'au bout d'un process : il doit partager son indicateur personnalisé sur les réseaux sociaux, et ses données ainsi que son profil (âge, sexe, pays) sont enregistrés. Le nombre de données traitées, bien qu'il délivre déjà quelques informations n'est pas encore suffisant pour être exploité.

Mais l'OCDE s'appuie sur un autre outil de participation citoyenne : le Wikiprogress¹³⁶ mis en place à la suite du rapport Stiglitz. Il s'agit d'un forum de débat sur les questions sociétales du bien être. Il a été créé en partenariat avec le think tank la Fabrique de Spinoza. La Fabrique de Spinoza se définit comme un think-tank de bonheur citoyen centré autour de trois actions : la production de contenus (rapports, débats, synthèses sur le bien être), sa diffusion (via des conférences, des relations medias) et enfin des « initiatives positives »¹³⁷ comme la construction d'indicateurs pour des collectivités ou des ateliers. Il se décrit comme un créateur de lobbying positif : « la Fabrique Spinoza réalise du lobbying auprès des institutions politiques et économiques pour diffuser ses réflexions et préconisations sur le bien-être citoyen et l'éveil des consciences »¹³⁸. La Fabrique Spinoza a en réalité deux facettes différenciées : d'une part l'association, qui s'adresse aux citoyens et aux politiques, d'autre part une société de conseil nommée Action Spinoza. Ce think tank a été fondé par Alexandre Jost et s'appuie sur une équipe de 7 membres, 25 sages, de nombreux citoyens et 20 partenaires. L'équipe compte des

¹³⁵ Annexe 4

¹³⁶ www.wikiprogress.org

¹³⁷ www.fabriquespinoza.fr/

chercheurs en économie mais aussi des sociologues du développement, c'est le cas du directeur institutionnel qui achève son doctorat d'économie à Sciences Po Paris sur les philanthropes internationaux et l'aide au développement. Ces initiatives sur le bonheur semblent donc guidées par deux grandes idées, qui sont ressorties lors de des recherches sur ce think tank. D'une part, des travaux qui encouragent à l'échelle internationale la philanthropie comme créateur de bien être pour les philanthropes, d'autre part la continuité d'une logique économique libérale et productiviste avec la promotion du bien être au travail comme facteur de performance économique. Cette dernière dimension étant notamment ressortie lors d'une interview du fondateur Alexandre Jost pour Libération¹³⁹ en octobre 2014 : « Les entreprises aujourd'hui demandent à la Fabrique Spinoza de leur apporter des réflexions pour favoriser l'épanouissement des hommes et des femmes parce que ce faisant, un, on répond à un enjeu de dignité humaine, mais aussi parce que deux, ce faisant, et bien nous favorisons la performance économique de nos entreprise, ce dont nous avons besoin en ce moment ». Parmi les vingt partenaires, de la Fabrique Spinoza on note l'OCDE avec le Wikiprogress et le Better Life Index, mais aussi : des think tank étrangers, l'observatoire international sur le bonheur et le FAIR. Mais revenons sur l'outil Wikiprogress : peu d'informations sont disponibles et le data editor de l'OCDE ne gérant pas cette initiative, je n'ai pas pu avoir de compléments d'informations. Dans la rubrique à propos du site Wikiprogress¹⁴⁰, il est écrit « Wikiprogress est une plateforme mondiale de partage d'informations afin d'évaluer social, environnemental et économique des progrès Il est ouvert à tous les membres et les communautés pour contribution - étudiants et chercheurs, organisations de la société civile, les organisations gouvernementales et intergouvernementales, les institutions multilatérales, les entreprises, les offices statistiques, les organismes communautaires et les particuliers - à toute personne ayant un intérêt dans le concept de " progrès " .

¹³⁸ Idem

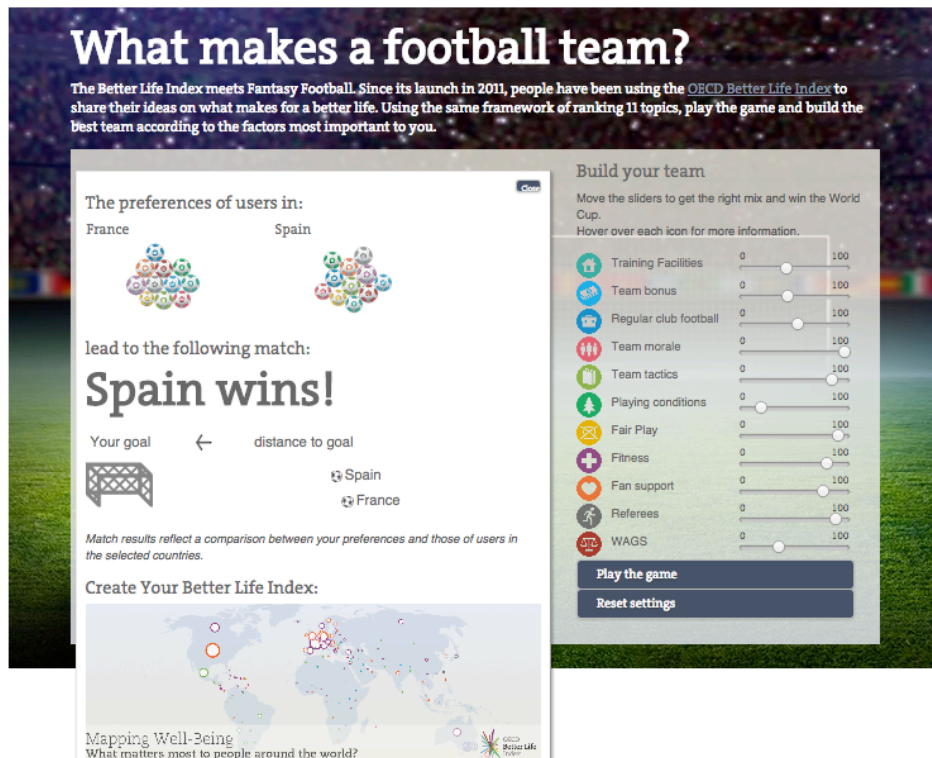
¹³⁹ http://www.liberation.fr/video/2014/10/25/alexandre-jost-on-sent-un-interet-grandissant-pour-le-bonheur-citoyen_1129513

¹⁴⁰ <http://www.wikiprogress.org/index.php/Wikiprogress.org>About>

Wikiprogress a été lancé en version bêta le 26 Octobre 2009 au Forum mondial de l'OCDE sur les statistiques, connaissances et politiques à Busan, en Corée. Officiellement, le statut bêta du wiki a été pris le 14 Février, 2013. La mission de base de Wikiprogress est de relier les organisations et les individus à travers le monde qui souhaitent développer de nouvelles mesures, plus intelligentes de progrès. ». Le site, à l'instar de la présentation est assez confus, néanmoins il est possible d'avoir accès à des statistiques, ou d'éditer des articles sur le bien être. C'est avec cette plateforme qu'ont été recueillies, entre autre, les données sur la satisfaction du Better Life Index. Mais pour séduire les citoyens, l'OCDE a aussi misé sur la stratégie événementielle.

Quand le Better Life Index rencontre le football

Lors du lancement de la version portugais du BLI, parrainée par le joueur de football Pelé, qui a eu lieu l'année dernière au Brésil lors de la coupe du monde, l'OCDE a créé un site intitulé « Fantasy football meets BLI ». Le site proposait de mesurer ce qui importe le plus aux citoyens de chaque pays dans une équipe de football (morale, capacités physiques...). Chaque paramètre s'approche de l'un des paramètres déjà existants du Better Life Index. Lorsque l'utilisateur a saisi tous ses critères il peut comparer entre deux pays celui dont l'équipe correspond le mieux à ses attentes. Les préférences de l'utilisateur sont en fait comparées à celles qui reflètent le Better Life Index.



What makes a football team?

The Better Life Index meets Fantasy Football. Since its launch in 2011, people have been using the [OECD Better Life Index](#) to share their ideas on what makes for a better life. Using the same framework of ranking 11 topics, play the game and build the best team according to the factors most important to you.

The preferences of users in:
France Spain

lead to the following match:
Spain wins!

Your goal ← distance to goal

Spain
France

Match results reflect a comparison between your preferences and those of users in the selected countries.

Create Your Better Life Index:

Mapping Well-Being
What matters most to people around the world?

Build your team
Move the sliders to get the right mix and win the World Cup.
Hover over each icon for more information.

Training Facilities	0	100
Team bonus	0	100
Regular club football	0	100
Team morale	0	100
Team tactics	0	100
Playing conditions	0	100
Fair Play	0	100
Fitness	0	100
Fan support	0	100
Referees	0	100
WAGS	0	100

Play the game
Reset settings

Vincent Finat Duclos nuançait cependant l'effet de communication autour du BLI et de la Coupe du Monde : « - Pourquoi avez-vous créé « BLI meets fantasy football » pour la coupe du monde ?

- En fait on lançait la version portugaise du Better Life Index en juin dernier. On a pensé que c'était l'occasion de faire quelque chose avec Pelé pour la coupe du monde du Brésil. Le mini site permet de jouer avec les poids, les dimensions importantes dans une équipe de football. On a communiqué sur Twitter. En fait la version portugaise a été traduite par une université brésilienne, donc on a fait le lien entre le bien être et ce qui se passait au Brésil à ce moment. Cela n'a pas marché, ce n'était pas efficace. Ca reprend exactement le Better Life Index. Les icones ressemblent au Better Life Index, mais les pays sont ceux de la coupe du monde et pas de l'OCDE. ».

Rebondir sur un événement confère un caractère d'actualité à la communication. L'OCDE prévoit d'ailleurs d'autres « mini sites » prochainement pour le lancement de ses versions à l'étranger. Aujourd'hui, c'est l'évènement qui fait l'actualité et qui mérite d'être partagé. Chaque événement devient une actualité et peut même se

transformer en événement historique, c'est le cas des événements sportifs comme la Coupe du Monde dont on fête l'anniversaire des victoires et on diffuse les archives télévisuelles. Mais l'OCDE ne semble pas avoir eu la visibilité escomptée en s'appuyant sur la Coupe du Monde.... Mais dans quelle mesure une institution comme l'OCDE peut-elle jouer dans la cour du ludique et du jeu ? N'est ce pas une nouvelle fois une façon de décrédibiliser le projet du Better Life Index en s'associant à des événements sportifs et en présentant un site sans réel rapport avec le projet initial ?

La prise en compte de l'opinion au service de la démocratie

Pourquoi avoir créé un outil de participation citoyenne ? Dans quelle mesure l'OCDE qui n'intègre pas les citoyens habituellement aux prises de décision politique peut-elle réussir à intéresser le grand public ?

Dès le début, l'OCDE affiche ainsi sa volonté d'améliorer la qualité de vie des citoyens et de les impliquer dans les politiques publiques : « Depuis quelques temps, on parle beaucoup de la mesure du bien-être des sociétés (la richesse est-elle le seul critère qui compte ou doit-on étudier d'autres éléments, tels que l'équilibre entre travail et vie privée par exemple?). *L'indicateur du vivre mieux* a pour but de faire participer les citoyens à ce débat et de leur donner les moyens d'être mieux informés et plus engagés dans les décisions qui influent sur nos vies à tous. »¹⁴¹.

Le Better Life Index innove dans la mesure où il implique le citoyen dans sa construction en cherchant à constituer le plus large panel sondant ce qui importe dans la qualité de vie.

Comme le rappelle Vincent Finat Duclos, il s'agit du premier outil participatif de l'OCDE. Depuis une dizaine d'années, on voit fleurir les jurys, forums, ou référendums afin de promouvoir la participation citoyenne dans la prise de décision politique. Mais cette consultation améliore-t-elle réellement la démocratie ? Le chercheur Ank Michels rappelle que la participation citoyenne est liée à l'apparition

¹⁴¹ www.oecdbetterlifeindex.org/fr/

des démocraties représentatives : « L'autorité directe des citoyens est devenue une option peu réaliste face à la complexité grandissante des sociétés de masse au cours du XX^e siècle. Les démocraties occidentales sont ainsi devenues des démocraties représentatives, dans lesquelles des représentants élus prennent des décisions. Il convient de noter que beaucoup de penseurs politiques ont eux aussi défendu la démocratie représentative, la considérant comme l'option la plus réaliste pour les démocraties modernes. La démocratie est une « méthode », et sa caractéristique la plus importante est la concurrence pour le pouvoir. Le rôle de la population consiste simplement à produire un gouvernement. »¹⁴². Mais quels sont les arguments à faveur de la participation citoyenne dans la démocratie ?

Rousseau, dans *Du Contrat Social*¹⁴³ avait déjà émis l'idée que la participation des citoyens dans le processus de décision est indispensable au bon fonctionnement d'un pays. De plus, les individus peuvent ainsi faire valoir leurs avis et opinions. Comme l'explique Ank Michels : « Les partisans de la démocratie participative sont convaincus que la participation permet aux citoyens d'avoir leur mot à dire dans le processus décisionnel et donc d'exercer une influence sur ce processus. Ils pensent aussi que la participation a plusieurs autres fonctions dans la démocratie. La première est une fonction éducative : les citoyens améliorent leurs compétences civiques et globales lorsqu'ils participent au processus décisionnel public. Deuxièmement, la démocratie participative a une fonction intégrative. La participation contribue au développement des vertus civiques, elle donne aux citoyens le sentiment d'être des citoyens publics et de faire partie de leur communauté. »¹⁴⁴.

¹⁴² Michels Ank, « Les innovations dans la gouvernance démocratique – En quoi la participation citoyenne contribue-t-elle à l'amélioration de la démocratie ? », *Revue Internationale des Sciences Administratives* 2/2011 (Vol. 77) , p. 275-296

¹⁴³ Rousseau, *Du Contrat Social*, Flammarion, 255 p.

¹⁴⁴ Michels Ank, « Les innovations dans la gouvernance démocratique – En quoi la participation citoyenne contribue-t-elle à l'amélioration de la démocratie ? », *Revue Internationale des Sciences Administratives* 2/2011 (Vol. 77) , p. 275-296

Par ailleurs, la participation des citoyens donne toute sa légitimité à la démocratie elle-même, et aux institutions comme l'OCDE. Ce processus de délibération et de transparence rend les institutions plus crédibles.

Enfin, elle permet aux minorités de se faire entendre : tous les individus sont mis sur un pied d'égalité en ayant la possibilité de participer.

L'innovation avec des outils comme le Better Life Index, est qu'il ne limite pas le débat citoyen à des référendums mais prend d'autres formes plus ouvertes. Ank Michels a ainsi résumé les formes de participation citoyenne au sein d'un tableau reproduit ci-dessous¹⁴⁵.

	Individuelle	Collective
Issues / processus décisionnel	Référendums	Formulation participative des politiques / gouvernance interactive
Processus / formation des opinions	Enquêtes délibératives	Forums délibératifs

Si l'on place le Better Life Index au sein du tableau, il apparaît comme un outil de participation citoyenne individuelle dans le processus de formation des opinions. Il précise : « Dans les *enquêtes ou les sondages délibératifs*, tout comme dans les référendums, on demande aux citoyens leur opinion sur des questions bien précises. Mais contrairement aux référendums, il n'y a pas de relation directe avec la prise de décisions. Un échantillon aléatoire et représentatif de la population est d'abord interrogé sur une question particulière. ». Mais l'on peut reprocher au Better Life Index de s'appuyer uniquement sur une conception individuelle du bonheur, sans favoriser un débat plus collectif. En effet, la somme des réponses des individus ne permet pas de traduire ce vers quoi l'intérêt collectif doit aller pour améliorer la qualité de vie. La mise en place d'outils de participation collectifs aurait donc été pertinente.

¹⁴⁵ Annexe 7

Cependant, l'OCDE a choisi de diffuser son outil sur le web, et a rendu la collecte des données possible lors du partage sur les réseaux sociaux. On peut voir ces approches comme des limites à la participation, puisqu'elles incluent pour l'instant uniquement les internautes. Par ailleurs, le BLI bien qu'ouvrant la voie à un bouleversement dans le champ de la mesure de l'économie, demeure ancré dans une logique traditionnelle de course à la concurrence.

LE BLI, VERS UNE LOGIQUE CONCURRENTIELLE

En étudiant le corpus sur le Better Life Index, j'ai pu différencier les articles selon deux angles : d'une part, les articles généraux qui présentent le Better Life index, d'autre part les articles qui s'appuient sur ce dernier afin d'établir un classement des pays les plus heureux. C'est la dernière approche qui m'a paru la plus pertinente d'analyser puisqu'elle met en avant une logique qui apparaît presque comme concurrentielle. Cette logique de concurrence entre les pays, est visible à deux échelles : d'une part dans la conception de l'outil lui-même par l'OCDE, d'autre part dans son traitement médiatique. J'ai donc choisi de m'appuyer sur un corpus de trois articles : le premier issu du *Huffington Post* datant du 26 mai 2011, le second tiré de *Marie Claire* datant du 6 septembre 2011 et enfin le dernier dossier issu de *Challenges* et publié le 29 janvier 2015¹⁴⁶.

Si l'on commence par s'intéresser au Better Life Index, l'un des premiers constats à travers la présentation des fleurs de chaque pays est qu'elle reproduit un classement avec les pays les plus performants en haut de la page d'accueil du site et les moins bons en bas. En réalité, les pays les plus performants dans l'ensemble des critères suivent le schéma traditionnel des pays dont le PIB est élevé. C'est l'une des remarques qui a été faite lors de l'entretien avec Vincent Finat Duclos : « - S'il est indiqué sur le site que l'OCDE n'attribue pas de classement, est-ce que malgré tout on ne reste pas dans une logique concurrentielle avec les pays dont le PIB est élevé parmi les fleurs les plus hautes (Canada, Etats-Unis...) ?

Oui. Implicitement un classement est fait sur la home page donc il y a une logique de concurrence. Au début on avait pensé à mettre le mixer tool, et ensuite faire apparaître l'indicateur pour chaque pays, mais on s'est dit que si l'utilisateur devait tout remplir avant, il n'irait pas au bout de la démarche. On a été obligé de mettre ça en avant. ». D'emblée, il reconnaît que le classement suit celui du PIB. C'est aussi l'un des reproches qui a été adressé à Stiglitz et au travail de l'OCDE, par Jean

¹⁴⁶ Corpus

Gadrey, ainsi que le manque de prise en compte des inégalités dans chaque pays. A l'échelle régionale, cela semble encore plus marqué puisque certaines régions françaises affichent une meilleure qualité de vie que d'autres divisant largement le pays. »

Les médias quant à eux semblent aussi entrer dans le jeu d'une logique concurrentielle. Les trois articles choisis en sont l'illustration.

L'article du *Huffington Post* paru lors du lancement du Better Life Index est intitulé « Les Français ne sont pas si malheureux, la preuve ! ». Premièrement, l'angle choisi est souvent celui qui joue sur les stéréotypes notamment celui du malheur des français. Puis le journaliste n'hésite pas à comparer les pays en terme de satisfaction. Il écrit : « Les Français, plutôt heureux ? C'est ce que laisse à penser le classement du "bien-être" mis en ligne mardi par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) à l'occasion de ses cinquante ans. Dans ce diagramme et si on prend les choses bêtement, la France se situe à la 18e place sur les 34 membres de l'organisation, mais reste dans la moyenne haute. L'Australie, le Canada et la Suède décrochent la tête du classement, suivis de près par la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Danemark et les Etats-Unis.

Les plus déprimés ? La Turquie, le Mexique et le Chili qui ferment la marche, loin derrière. »¹⁴⁷.

L'article de *Marie Claire*, rentre lui aussi dans la course au bonheur en intitulant son article « Le pays du bonheur ? Pas la France... Mais l'Australie ! ». Le chapeau indique : « L'Australie vient d'être élue par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), pays le plus heureux au monde. Loin devant la France, recalé au 18e rang. »¹⁴⁸. On retrouve dans les trois articles des substantifs de l'écriture comparative : les comparatifs « plus que », « moins que », mais aussi les adjectifs numéraux : « premier », « dernier » ou encore « recalé » comme s'il s'agissait d'une compétition avec des gagnants ou des perdants. Enfin *Challenges*, dans son dossier consacré aux pays où l'on est heureux reprend le classement établi par l'ONU en citant le Danemark comme pays numéro 1 à l'indice du bonheur de

¹⁴⁷ Corpus

¹⁴⁸ Corpus

l'ONU, mais aussi d'autres pays les individus se déclarent heureux à l'instar du Canada, de l'Autriche, de la Suisse, du Panama ou encore de la Nouvelle Zélande. Les médias semblent essayer les mêmes revers : monter en généralité, surfer sur les clichés (les français déprimés), ou bien établir un classement international sur les pays modèles (pays scandinaves, Allemagne). Le traitement médiatique du bonheur apparaît d'une part comme fantaisiste, objet d'article dans les magazines féminins, d'autre part il crée en lui-même un problème public. Si le bonheur prend plus de place dans le débat politique c'est parce qu'il répond à une nécessité, celle d'améliorer la performance économique, et finalement la croissance.

En effet, en mettant en lumière la nécessité de travailler sur la qualité de vie, l'action publique est en train de mettre en forme un problème public. Cette logique n'est pas purement humaniste mais semble justifiée par des logiques productivistes et managériales qui entrent en continuité avec les questions de croissance.

D'une part, le contexte de travail de l'OCDE sur le Better Life Index met en avant un partenariat public/privé motivé par le désir d'améliorer la productivité des employés de Sodexo. Le champ d'action politique semble donc être en prise des logiques productivistes. Jean-Baptiste Comby explique, dans *La contribution de l'Etat à la définition dominante du problème climatique* : « La managérialisation de l'action publique, qui est plastique et protéiforme (Robert), correspond à l'importation progressive au sein des administrations publiques des savoirs, des manières de faire et des modes de gestion, élaborés par et pour les entreprises privées. »¹⁴⁹. Le débat sur le bonheur est donc un enjeu de politique publique, qui s'apprête à servir les entreprises et l'Etat dans l'amélioration de la performance économique. Pour cela, l'accent est d'abord mis sur la comparaison internationale : en observant ce qu'il se passe à l'étranger, on peut le copier. L'Allemagne semble ainsi être devenu notre modèle depuis quelques années. Ensuite, un lien de causalité est fait entre le bonheur et la performance au travail. Jean-Baptiste Comby décrit la construction d'une politique publique comme une opération de décodage – recodage : « définir une politique publique, consiste en une double opération de décodage-recodage d'un problème, «

¹⁴⁹ Comby Jean-Baptiste, « Quand l'environnement devient « médiatique » », *Réseaux*5/2009 (n° 157-158), p. 157-190

donc d'abord à construire une représentation, une image de la réalité sur laquelle on veut intervenir » (Muller, 2003). »¹⁵⁰.

Le BLI s'inscrirait in fine dans une logique concurrentielle et managériale, ne semblant pas s'éloigner réellement du PIB.

¹⁵⁰ Idem

Conclusion

Pour répondre à la problématique initiale, nous avons vu que les débats sur le bonheur bien qu'existant depuis plusieurs années en économie ont investi le champ politique et médiatique très récemment. Tout d'abord, l'OCDE n'est pas une institution habituée aux questions d'amélioration de la qualité de vie et aux problématiques a priori sociales. Deuxièmement le bonheur est une notion très subjective et la méthodologie de collecte des données soulève de nombreuses critiques. C'est pourquoi les médias se cantonnent au PIB comme référence dans les articles économiques et politiques. Ce PIB, surmédiatisé, est devenu une institution, mais a montré ses limites dans le contexte de crise financière où de nouveaux débats se sont imposés dans le champ politique.

La crise financière mondiale de 2007 a également illustré la difficulté des journalistes à raconter l'économie. En effet, tant la crise financière que les débats sur les indicateurs alternatifs ont révélé une double logique dans le traitement médiatique. D'une part, ils se sont cristallisés autour de leaders et d'experts médiatiques, surreprésentés dans les médias ; d'autre part ils ont mis en place un récit manichéen : le monde de la finance contre les citoyens et leurs défenseurs à l'instar de Joseph Stiglitz. Ce dernier a été présenté comme un héros qui s'élève contre Wall Street.

Pourtant, les suites du rapport avec la mise en place du Better Life Index ne sont pas si divergentes du dogme libéral majoritaire en économie. En effet, le Better Life Index, bien qu'il ouvre la voie à une forme de révolution politique questionne la prise en compte de l'opinion dans les politiques publiques. Le seul usage numérique et le partage sur les réseaux sociaux n'apparaissent pas comme un recours suffisant à la collecte de données indispensables pour la construction d'une banque d'exploitation sur la qualité de vie. De plus, l'outil, en termes de visualisation, suit la logique du PIB en établissant un classement des pays les plus performants. Enfin, l'ancrage dans un débat du bien être au travail, à travers le partenariat privé public avec Sodexo,

semble servir les intérêts des entreprises dans une course à une meilleure productivité.

Ce mémoire a donc permis de valider les deux hypothèses initiales. Le Better Life Index est peu médiatisé car il ne s'ancre pas dans le dogme productiviste et libéral majoritaire à l'instar du PIB, et n'est donc pas légitime à être médiatisé ; d'autre part les institutions et les débats économiques sont impalpables et nécessitent la personnification autour d'un porte parole tel que Joseph Stiglitz.

Néanmoins, au fur et à mesure des recherches, la réflexion critique autour du Better Life Index a été renforcée, et si a priori il diffère du PIB, il n'en demeure pas moins conçu dans la même veine, et cela s'est confirmé lors de l'entretien avec l'équipe de l'OCDE.

Or la construction de ces indicateurs devrait permettre non seulement d'améliorer la qualité de vie en prenant en compte les contraintes de nos sociétés modernes, telles que l'épuisement des ressources naturelles, mais aussi de repenser les relations internationales entre les pays dits du Nord et du Sud.

Table des matières

<i>Introduction</i>	5
<i>Le bonheur, entre enthousiasme et incompatibilité en économie</i>	8
De l'OECE à l'OCDE : la coopération dans le paysage économique et politique	8
L'empathie marginalisée	18
Réajuster le PIB.....	33
<i>Quand le débat sur le bonheur devient médiatique</i>	48
Joseph stiglitz, du savant à l'expert	48
L'économie à visage humain contre la finance	58
<i>Le Better Life Index : un futur PIB</i>	68
Un outil de participation citoyenne.....	68
Le BLI, vers une logique concurrentielle.....	79
<i>Conclusion</i>	83
<i>Bibliographie</i>	86
<i>Sources</i>	92
<i>Corpus</i>	95
<i>Table des annexes</i>	113

Bibliographie

Livres

Assidon Elsa, *Les théories économiques du développement*, 3^eéd., Paris, La Découverte « Repères », 2002, 128 p.

Azoulay Gérard, *Les théories du développement*, Ed Presses universitaires de Rennes, 2002, 332 p.

Bachelard Gaston, *Le nouvel esprit scientifique*, PUF, 2013, 183 p.

Barthes Roland, *Mythologies*, Paris : Points, 2007, 256 p.

Bonvin Jean et Morrisson Christian, *L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)*, Presses universitaires de France, collection « Que sais-je ? », n° 3405, 127p.

Davoine Lucie, *Économie du bonheur*, La Découverte « Repères », 2012, 107p.

Donella H. Meadows, *Les limites à la croissance dans un monde fini*, Rue de l'échiquier, 2012, 432p.

Douglas Mary, *Comment pensent les institutions*, La découverte, 2004, 218p.

Dumont René, *L'Afrique noire est mal partie*. Paris, Editions du Seuil, 1962, 287 p.

Durand Pascal, *Abécédaire des nouveaux mots du pouvoir*, Aden Editions, 2007, 461

p.

Fitoussi Laurent, *La nouvelle écologie politique : Economie et développement humain*, Ed.: Seuil, Coll.: La république des idées, 2008, 128p.

Gadrey Jean et Jany-Catrice Florence, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Paris, Editions La Découverte, Collection « Repères », 2005, 128 p.

Gaucher Renaud, *Bonheur et économie. Le capitalisme est-il soluble dans la recherche du bonheur ?* L'Harmattan, collection L'esprit économique, 2009, 124 p.

Haidt Jonathan, *L'Hypothèse du bonheur. La redécouverte de la sagesse ancienne dans la science contemporaine*, Wavre, Mardaga, traduction de The Happiness Hypo-thesis. Finding Modern Truth in Ancien Wisdom, New York, Basic Books, 2006.

Kerbrat Orecchiono Catherine, *L'énonciation de la subjectivité dans le langage*, Armand Colin, 1980, 290p.

Lits Marc, *Du récit au récit médiatique*, De Boeck, 2008, 235 p.

Marx Karl, *Travail salarié et capital*, Ed. L'Altiplano, 2007, 96 p.

Rifkin Jeremy, *Une nouvelle conscience pour un monde en crise. Vers une civilisation de l'empathie*, Éditions Les Liens qui libèrent, 2011, 656 p.

Rousseau, *Du Contrat Social*, Flammarion, 2007, 255 p.

Viveret Patrick, *Reconsidérer la richesse*, Editions de l'Aubes, 2003 et Poche 2008, 217 p.

Weber Max, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2004, 341 p.

Articles de revue scientifique

Ank Michel, « Les innovations dans la gouvernance démocratique – En quoi la participation citoyenne contribue-t-elle à l'amélioration de la démocratie ? », *Revue Internationale des Sciences Administratives* 2/2011 (Vol. 77) , p. 275-296

Bertrand M. et Mullainathan S., « Do people mean what they say ? Implications for subjective survey Data », *American Economic Review*, 2001, vol 91, p 67-72

Blanchflower D., Oswald. A., « Money, sex and happiness : an empirical study », *Scandinavian Journal of Economics*, 2004, vol 106, numéro 3, p 393 – 416

Clark Andrew E., Senik Claudia, « La croissance du PIB rendra-t-elle les habitants des pays en développement plus heureux ? », *Revue d'économie du développement* 2/2011 (Vol. 19), p. 113-190

Clark E., Senik Claudia, « Is Happiness Different From Flourishing? Cross-Country Evidence from the ESS », *Revue d'économie politique* 1/2011 (Vol. 121) , p. 17-34

Comby Jean-Baptiste, « La contribution de l'Etat à la définition dominante du problème climatique », *Les Enjeux de l'information et de la communication* 1/2009 (Volume 2009) , p. 17-29

Comby Jean-Baptiste, « Quand l'environnement devient « médiatique » », *Réseaux* 5/2009 (n° 157-158) , p. 157-190

De Rosa Annamaria Silvana, Bocci Elena, Bulgarella Clio, « Économie et Finance durant la crise financière mondiale : représentations sociales, métaphores et figures rhétoriques dans le discours des médias de l'automne 2008 au printemps 2010 », *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale* 3/2010 (Numéro 87) , p. 543-584

Diener Ed, « Measuring quality of life : economic, social, and subjective indicators », *Social Indicators Research*, vol. 40, 1997, p. 189-216

Easterlin Richard, « Does Economic Growth Improve the Human Lot? » *Nations and Households in Economic Growth*. P. A. David and W. B. Melvin. Palo Alto, Stanford University Press, 1974, p 89-125.

Gautié Jérôme, « L'économie à ses frontières (sociologie, psycho-logie) : quelques pistes », *Revue économique*, vol. 58, n° 4, 2007, p. 927-939.

Gazier Bernard, « Les bases cognitives des théories économiques normatives : le tournant des années 1970 », in BROCHIER H., FRYDMAN R., G AZIER B. et LALLE-MENT J. (dir.), *L'Économie normative*, Paris, Economica, 1997.

Hagerty M. R et Veenhoven R., « Wealth and happiness revisited – growing national income does go with greater happiness », *Social Indicators Research*, 2003, vol 64, p 1-27

Kahneman D., Diener E, Schwarz N., « Well being the foundations of hedonic psychology, New York, The Russel Sage Foundation, 1999.

Koren Roselyne, « Le récit de chiffres : enjeux argumentatifs de la « narrativisation » des chiffres dans un corpus de presse écrite contemporain », *A contrario* 2/2009 (n° 12) , p. 66-84

Krishna Dutt Amitava et Radcliff Benjamin, « Happiness, Economics and Politics. Towards a Multi-Disciplinary Approach, Cheltenham/Northamp-ton, Edward Elgar », 2009, 101 p.

Layard Richard, *Le prix du bonheur*, Paris, Armand Colin, 2005, 316 p.

Lebaron Frédéric, « Qui sont les économistes ? Une sociologie méconnue », *L'Économie politique*, 2013/2 n° 58, p. 24-34. DOI : 10.3917/leco.058.0024

Lebaron Frédéric, « Qui sont les économistes ? Une sociologie méconnue », *L'Économie politique*, 2013/2 n° 58, p. 24-34

Maris Bernard, « Economistes, experts et politiques », *Innovations* 1/2003 (n° 17) , p. 9-27

Monteil Pierre-Olivier, « L'« englobant/englobé » selon Ricoeur : une critique implicite de la raison néolibérale », *Raisons politiques* 4/2013 (N° 52) , p. 109-122

Roser Cussó et Corinne Gobin, « Du discours politique au discours expert : le changement politique mis hors débat ? », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 88

Ryan R. et Deci E, « On happiness and human potentials : a review on research on hedonic and eudaimonic well being », *annual review of psychology*, 2001, vol 52, p 141 – 166

Schmidt Christian, « Psychologie cognitive et analyse des décisions économiques », *Revue française d'économie* », vol. 20, n° 3, 2006, p. 3-5

Schmidt Christian « Quelques points de rencontre entre économistes et psychologues », *Revue économique* », vol. 57, n° 2, 2006, p. 243-258

Scitovski T, « The joyless economy », New York, Oxford University Press, 1976

Simon Herbert, « Models of bounded rationality ». Cambridge, Mass.: MIT Press, 1982.

Veenhoven Ruut « Why social policy needs subjective indicators », *Social indicators*

research, 2002, vol 58, p33-45

Veenhoven Ruut, « The greatest happiness principle. Happiness as an aim in public policy », Linley A. et Joseph S., *Positive Psychology in Practice*, Hoboken, John Wiley and Sons, 2004

Veenhoven Ruut, « Well being in the welfare state. Level not higher, distribution not more equitable », *Journal of comparative policy analysis*, 2000, vol 2, p91-125

Veenhoven Ruut, Hagerty M., « Rising happiness in nations, 1946-2004. A reply to Easterlin », *Social Indicators Research*, vol 79, 2006, p 421-436

Conférence

Printemps de l'économie – mardi 14 avril, mairie du 3ème

Quels liens entre richesse et qualité de vie ?

- Claudia Senik Professeur. PSE – Quels sont les liens entre croissance, richesse et bien-être ?

- Cedric Houdré. Chef de division, INSEE – Comment mesurer le coût social des inégalités ?

- Christine Le Clainche. Maître de conférences, ENS Cachan associée au CEE – Quels sont les liens entre bien-être et santé ?

- Piere Ralle. Administrateur, INSEE – Comparaison internationale PIB / consommation / bien-être : zoom sur ce que disent ces indicateurs sur l'effet de la crise

Sources

Sources presse

Sources disponibles sur Factiva et Europresse

Corpus

Joseph Stiglitz

« Stiglitz, le grand imprécateur de Wall Street », *Le Figaro*, 11 septembre 2009

« Stiglitz, l'économie à visage humain », *Libération*, 15 septembre 2009

« La machine Stiglitz », *Le Monde*, 13 février 2010

« Joseph Stiglitz, la générosité en économie », *La Croix*, 22 septembre 2012

Better Life Index

« Les Français ne sont pas si malheureux la preuve ! », *Le Huffington Post.fr*, 26 mai 2011

« Le pays du bonheur ? Pas la France... mais l'Australie ! », *Marie Claire.fr*, 6 septembre 2011

« Les recettes du bonheur », *Challenges*, 29 janvier 2015

Sources audiovisuelles

Le monde selon Stiglitz, Jacques Sarrasin, 2009, Les Productions faire bleu, SWAN PRODUCTIONS, Arte France.

Indices, Vincent Glenn, 2010, DHR, Corto Pacific, IADC – Espace Jacques Prévert d’Aulnay-Sous-Bois, La Locale, 1h21.

Entretien avec Andrew Clark, 19 décembre 2008

<http://www.laviedesidees.fr/Bonheur-et-vie-quotidienne.html>

Entretien avec Alexandre Jost, 25 octobre 2014

http://www.liberation.fr/video/2014/10/25/alexandre-jost-on-sent-un-interet-grandissant-pour-le-bonheur-citoyen_1129513

Sites web

Better Life Index www.oecdbetterlifeindex.org/fr/

Forum pour d’autres indicateurs de richesse

<http://www.idies.org/index.php?category/FAIR>

La Fabrique Spinoza

<http://fabriquespinoza.fr/>

Raureif

<http://www.raureif.net/en/>

Webographie

Convention de Coopération Economique Européenne, OCDE, Paris, 16 avril 1948

URL : http://www.cvce.eu/content/publication/1999/1/1/769de8b7-fe5a-452c-b418-09b068bd748d/publishable_fr.pdf

Convention relative à l’Organisation de Coopération et de Développement Economiques, OCDE, Paris, 14 décembre 1960

URL : <http://www.oecd.org/fr/general/conventionrelativealorganisationdecooperationetdedeveloppementeconomiques.htm>

Commission sur la Mesure des Performances Economiques et du Progrès Social, « Rapport de la commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social », 2009, 324p, disponible sur http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport_francais.pdf

INSEE

<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/produit-inter-brut-prix-march.htm>

Revue-texto.net

http://www.revue-texto.net/docannexe/file/3336/pv_semio_4_picto.pdf

Sources orales

Finat Duclos Vincent, data editor à l'OCDE, 29 avril 2015

Corpus

Corpus sur Stiglitz

Portrait

18

vendredi 11 septembre 2009



Joseph Stiglitz a présidé, à la demande de Nicolas Sarkozy, la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social qui vient de clore ses travaux.

C’EST LE PRIX NOBEL d’économie de 66 ans possible « il le secret du bonheur et de la prospérité ? Avec sa barbe de trois jours, ses larges bretelles de charpentier et son sempiternel sourire, qui en fait le sosie de l’acteur comique Mel Brooks, Joseph Stiglitz a le don d’écrocher la lumière. C’est, dit-on, l’économiste le plus cité par ses pairs au monde. Et, en France, les ONG et les altermondialistes en ont fait leur idole attirée. Nicolas Sarkozy ne pouvait faire meilleure pioche en lui demandant de réfléchir à de nouveaux indicateurs de croissance et de bien-être. L’enjeu semble rébarbatif ? Il est très politique : « Quand les gens ont l’impression que les mesures sont fausses, ils pensent que la démocratie est manipulée », affirme l’économiste Jean-Paul Fitoussi, l’un des visiteurs du soir de l’Élysée. « Une initiative du président de la République, une idée d’Henri Guaino et une mise en œuvre de Jean-Paul Fitoussi », résume ce dernier. Ce qui lui vaut d’avoir été la véritable cheville ouvrière d’une commission qui compte quatre autres Prix Nobel (Arrow, Heckman, Kahneman et Sen) et plus d’Américains que de Français. Stiglitz, dans cette affaire, n’a reçu aucune rémunération, précise-t-on. Il a invité l’ensemble de ses partenaires à plancher dans ses bureaux de la Columbia University de New York. C’était juste le lendemain de l’élection de Barack Obama du 4 novembre 2008. « Il est totalement désinhibé et pense tout haut sans se préoccuper de prime abord si c’est fondé ou non. Il rejette toute forme d’orthodoxie », note, admiratif, Jacques Le Cacheux, l’un des rapporteurs de la commission.

Secouer les pouvoirs établis et pourchasser les idées toutes faites, tel est le seul dogme que Stiglitz admet. Sa notoriété médiatique date de la crise asiatique de 1997-1998. Il était alors chef économiste de la Banque mondiale et s’était pris vertement au Fonds monétaire international et à ses trois remèdes, « austerité, privatisation et libéralisation ». Michel Camdessus, qui dirigeait alors le FMI, s’en souvient, même s’il n’a pas entendu pas ouvrir la polémique : « Nous nous sommes revus incidemment depuis lors, et nos analyses sur la crise actuelle convergent ! » Stiglitz qualifiant les experts du FMI « d’économistes de troisième zone ». Plus, il accusait Stanley Fischer, ex-numéro 2 du Fonds, d’avoir « été richement récompensé par Wall Street », en accédant à un poste de responsabilité



Ce Prix Nobel de 66 ans est, dit-on, l’économiste au monde le plus cité par ses pairs. *H. de Oliveira/Alfa*

à Citigroup. Wall Street est de longue date sa bête noire. Dès les années 1993-1997, en tant que conseiller de Bill Clinton à la Maison-Blanche, il critiquait le secrétaire au Trésor, Robert Rubin. Il lui reprochait d’imposer à la Côte « une libéralisation à marche forcée » de ses banques. Car « Wall Street voulait aller vite ». Ses philippiques n’ont fait que redoubler avec la crise actuelle. Dans une longue étude au titre provocateur – « L’anatomie d’un meurtre : qui a tué l’économie américaine ? » –, il incrimine l’ensemble des gouvernements depuis Ronald Reagan en 1980. « Ils ont développé la désintégration (financière) et ont continué à utiliser les pouvoirs réglementaires qui taisent les leurs. »

Ces attaques *ad hominem* ne contribuent guère à sa popularité outre-Atlantique. Le magazine *Newsweek* le crédite d’avoir prévu le désastre financier de 2008, mais le considère comme « l’homme le plus mal compris d’Amérique ». Stiglitz n’en a cure. Lui qui avait pris parti dès 2007 pour Barack Obama martelé avec gourmandise ses critiques à l’encontre de la nouvelle Administration, coupable à ses yeux d’une excessive bienveillance vis-à-vis des banquiers. Ce statut d’outsider, il le cultive plus qu’il ne semble en souffrir. Né en 1943 à Gary, une ville ouvrière de l’Indiana où régnait la ségrégation raciale, il estime que « ce fut (pour lui) un avantage par rapport à ses condisciples universitaires issus de quartiers riches ». C’est ainsi qu’il a pu percevoir « les discriminations entre individus ou entre entreprises », comme il l’explique minutieusement dans son autobiographie publiée à l’occasion de son prix Nobel 2001. Or c’est précisément là que résident sa grande découverte théorique et son immense reconnaissance académique : « les asymétries d’information », le fait que certains acteurs soient bien informés et d’autres mal. D’où sa contestation des fondements de la théorie classique du libéralisme. Lors de la remise de son prix Nobel à Stockholm, il est allé jusqu’à proclamer que « la main invisible (l’expression fétiche d’Adam Smith, NDRL) n’existe pas du tout ». Les gouvernements ont un rôle correcteur à jouer. Partisan de ce qu’il appelle lui-même « la troisième voie », il attribue à l’action gouvernementale « un rôle important, mais limité ». « Situé à la gauche du spectre américain, il se tient au centre en France. Il n’entend pas prendre le marché à rebrousse-poil », observe Jean-Philippe Cots, directeur de l’INSEE et membre de sa Commission. Imprecateur mais pas révolutionnaire.

JEAN-PIERRE ROBIN

Stiglitz, le grand imprécateur de Wall Street

» Stiglitz met l’individu au centre de l’économie

L’ANALYSE, PAGE 20

LE MOIS DES ESSAIS DECISIFS

PEUGEOT, VAINQUEUR DES 24H DU MANS 2009, VOUS INVITE À ESSAYER TOUTE SA GAMME

Portes ouvertes les 12 et 13 septembre*

107 URBAN
5 portes

6 990 €⁽¹⁾

Bonus écologique de 700 € + prime à la casse Peugeot de 1000 € déduits⁽²⁾



VOILÀ LA SEULE PEUGEOT QUE VOUS NE POURREZ PAS ESSAYER



VOILÀ UNE DES PEUGEOT QUE VOUS POURREZ ESSAYER

Profitez d’un **taux exceptionnel à 3,90%⁽³⁾**

Offre de vente à crédit sur 12 mois à TEG fixe, valable du 01/09/09 au 30/09/09, soit 255 € par mois pour 3 000 € empruntés⁽¹⁾.

Trouvez votre Peugeot sur peugeotwebstore.com



PEUGEOT recommande TOTAL. (1) Somme restant à payer pour l’achat d’une 107 Urban 1.0L essence 5 portes neuve, hors option, déductions faites d’une remise de 860 € sur le tarif Peugeot 09C conseillé du 29 juin 2009, du bonus écologique de 700 € et de la prime à la casse Peugeot de 1000 €. Offre réservée aux particuliers non cumulable valable du 01/09/09 au 31/10/09 dans le réseau Peugeot participant. (2) Prime à la casse Peugeot de 1000 € pour la reprise d’un véhicule de 8 à 10 ans destiné à la casse. Consommation mixte (en l/100 km) : 4,5. Émissions de CO₂ (en g/km) : 106. (3) Exemple pour un montant emprunté de 3000 € et une première échéance à 30 jours. Coût total du crédit : 60 €, dont 45 € de frais de dossiers, inclus dans les deux premières échéances. Montants exprimés hors prestations facultatives. Offre non cumulable, valable jusqu’au 30 septembre 2009, pour un minimum emprunté de 2000 € et un apport minimum de 20 %, réservée aux personnes physiques pour toute commande d’un véhicule neuf Peugeot à usage privé dans les points de vente Peugeot participants et sous réserve d’acceptation du dossier par PEUGEOT FINANCEMENT – Prêteur CRÉDIPAR – SA au capital de 107 300 016 €, n°317 425 981 RCS Nanterre – 12, avenue André Malraux, 92300 Levallois-Perret. Financement à la livraison après expiration du délai légal de rétractation. * Ouverture le dimanche selon autorisations préfectorales.

Stiglitz met l'individu au centre de l'économie

COMMISSION
Le rapport Stiglitz, qui doit être remis lundi au gouvernement, prône un changement complet de méthode de calcul des richesses des pays.

C'ÉTAIT en février 2008. Avant que le monde ne sombre dans la crise de la crise du subprime. Autant dire une éternité. Nicolas Sarkozy installa à l'Élysée la commission Stiglitz, en lui confiant la mission d'identifier les limites du produit intérieur brut (PIB) comme indicateur de performance économique et de progrès social. En plus de son président, vingt et un membres, parmi lesquels quatre prix Nobel d'économie – Amartya Sen, Kenneth Arrow, Daniel Kahneman et James Heckman – ont contribué à cette réflexion sur les moyens de développer de nouveaux instruments de mesure de la richesse des nations. Membre de la commission, l'économiste français Jean-Paul Fitoussi (OCDE) a rempli le rôle de coordinateur général.

Après dix-huit mois de travaux, leurs conclusions sont prêtes. Elles seront rendues officiellement lundi au chef de l'État, ainsi qu'à Christine Lagarde, ministre de l'Économie, et à Jean-Louis Borloo, ministre de l'Écologie. La remise du rapport a été plusieurs fois repoussée – notamment à la veille de l'été. Officiellement parce qu'il n'était pas terminé. En réalité, parce que l'Élysée ne jugeait pas franchement opportun, en pleine crise économique, de lancer un débat qui aurait pu paraître décalé



L'éducation, la santé, la sécurité et le développement durable doivent être mieux pris en compte pour mesurer la réalité de la croissance économique. Paul Delort/Le Figaro, Claude Carlier/Belprosa/AXPPP, François Bouchon/La Figaro, Follet/Andia.fr

sur la mesure de la croissance et du bien-être économique. Alors qu'une timide reprise s'annonce, le moment semble plus propice.

Revenir à des critères simples

Le rapport final de 291 pages, que *Le Figaro* s'est procuré dans sa version anglaise, préconise de revoir de fond en comble les modes de calcul de la croissance. Il ne s'agit pas de proprement parler d'une révolu-

tion : tous les indicateurs mis en avant par la commission existent déjà, qu'il s'agisse par exemple de la mesure de la santé des individus, de leurs habitudes de consommation, de leurs revenus, de leur patrimoine ou encore de leur consommation de loisirs. Mais, selon la commission, il faut changer de méthode. « *Aujourd'hui, lit-on en préambule du rapport, l'accent est mis sur le calcul du PIB, alors que l'analyse du produit*



national net – qui prend en compte la dépréciation des moyens de production – ou le revenu net des ménages peuvent être plus pertinents ». Bref, « *le PIB n'est pas faux en soi, mais peut être faussement utilisé* ».

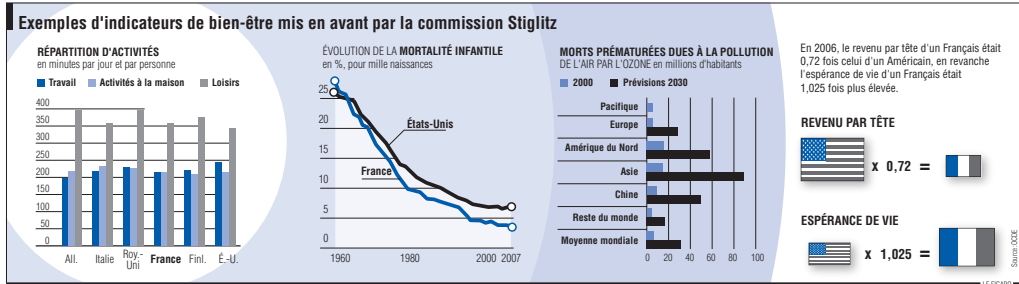
Parmi les nombreuses pistes qu'elle étudie pour mieux décrire la réalité économique, la commission insiste plus particulièrement sur trois sujets. D'abord, remettre les individus au centre de toute analyse.

S'il ne connaît pas la situation réelle des ménages (richesse, bien-être...), un dirigeant politique « *est comme un pilote sans boussole* ». Et les mesures qu'il prend peuvent avoir l'effet inverse de celui escompté. À cet égard, la notion de qualité de vie est centrale. « *Les embouteillages peuvent accroître le PIB puisqu'ils entraînent une augmentation de la consommation d'essence, mais pas le bien-être* », ironise la commission.

Deuxième axe fort : les statistiques doivent mieux valoriser le montant des transferts en nature de l'État vers les ménages. Les dépenses de santé, d'éducation ou de sécurité, par exemple, sont comptabilisées en fonction de leur coût d'entrée, c'est-à-dire le nombre de médecins, de professeurs ou de policiers. Mais le bien-être et le développement qu'elles procurent, générateurs de richesses supplémentaires, sont trop rarement pris en compte. Le faire permettrait de calculer différemment la croissance des pays les uns par rapport aux autres, favorisant ceux où la dépense publique est la plus efficace, donc la plus productive. Enfin, la mission Stiglitz revient longuement sur la question du développement durable. Les économistes se montrent critiques sur le jaugage des indicateurs existants dans le monde pour tenter de mesurer l'impact sur l'environnement de la croissance. Et estiment urgent de revenir à des critères simples : le développement durable est celui qui laisse davantage aux générations futures qu'aux générations présentes.

Technique au premier abord, le rapport Stiglitz se révèle, au final, d'une grande modernité : il dépense un mot sur la situation de l'individu prône sur celle de la nation...

CYRILLE LACHÈVRE et MARIE VISO
Stiglitz, le grand imprécateur de Wall Street
PAGE 18



Douze recommandations pour mieux mesurer la croissance et le progrès social

La commission Stiglitz classe ses préconisations selon trois grands chapitres. En voici les principales.

Le premier chapitre s'intéresse à « la mesure classique du produit intérieur brut (PIB) ». La recommandation 1 précise que « pour évaluer le bien-être matériel, il faut analyser les revenus et la consommation plutôt que la production ». Le PIB est certes l'indicateur le plus couramment utilisé, mais il masque de nombreuses disparités individuelles. Pour mieux les appréhender, la recommandation 2 propose de « renforcer l'analyse du point de vue des ménages ». Pour mieux percevoir la réalité de chaque individu, les

États doivent mesurer la situation des individus en fonction de leur catégorie et non d'une moyenne nationale. C'est par exemple ce qui a commencé à faire l'Insee en montrant l'évolution de l'inflation ou du pouvoir d'achat par catégories de ménages classés selon leurs revenus. Chiffres démontrant que la hausse des prix est plus élevée pour les catégories défavorisées. La recommandation 3 va encore plus loin : « l'analyse de la situation des ménages doit prendre en compte leur patrimoine ». Un ménage qui dépense tous ses revenus annuels en consommation améliore son bien-être présent mais réduit son bien-être futur. Pour la commission, il faut traiter la situation des ménages

comme un bilan d'entreprise, en séparant l'actif et le passif. Enfin, et surtout, l'analyse de la richesse d'un pays et des habitants doit prendre en compte une dimension totalement délaissée, qui figure dans la recommandation 5 : « mesurer les activités non marchandes ». Concrètement, l'activité d'une mère qui s'occupe de son enfant n'est pas mesurée par la comptabilité publique. Au contraire, si la femme travaille et que le couple emploie quelqu'un à domicile pour effectuer ses tâches ménagères, cela est comptabilisé dans la richesse nationale alors que le résultat est finalement le même. Plus généralement, la commission estime fondamental de prendre en compte « la façon dont les gens

dépendent leur temps ». Une forme de richesse comme une autre.

Le deuxième chapitre du rapport est consacré à l'analyse subjective de « la qualité de vie ». Selon la commission, il ne faut pas prendre en compte uniquement la dimension matérielle de la richesse des ménages mais analyser son environnement. La recommandation 6 estime que « des efforts substantiels doivent être accomplis pour développer des instruments de mesure solides et fiables en matière de connexion sociale, d'environnement politique ou encore d'insécurité, qui servent à calculer la satisfaction » de chacun. Cette catégorie d'indicateur regroupe par exemple l'analyse du

taux de mortalité ou encore du taux de morbidité, qui mesure l'évolution de la taille, du poids et des conditions de santé des travailleurs. Ces indicateurs doivent aussi porter sur le niveau d'éducation, de démocratie ou encore de sécurité, deux facteurs clés du bien-être.

Enfin, le chapitre III se penche sur la mesure du développement durable. Face au maquis d'indicateurs dans le monde qui permettent de calculer plus ou moins précisément le caractère vert de la croissance, la commission prône une approche la plus simple possible. La recommandation 11 propose ainsi de créer des indicateurs monétaires du développe-

ment durables, capables « de calculer la variation des stocks ». Aujourd'hui, par exemple, les catastrophes naturelles sont comptabilisées comme réduisant l'activité économique à un instant donné, donc le PIB. Avec une approche par les stocks « les catastrophes seront considérées comme une dépréciation du capital naturel ou physique ». Vu sous cet angle, une croissance dite durable sera une croissance qui permettra une augmentation du stock humain et physique d'un pays et une croissance non durable se traduira par une baisse de ce stock. Dis autrement, les générations futures auront un capital inférieur à celui des générations présentes. C.Y.

Bruxelles va publier un nouvel indicateur de croissance prenant en compte les émissions de CO₂

La Commission européenne présentera en 2010 une version pilote de son nouvel indicateur « vert ».

Bruxelles

À L'INSTAR de la France, l'Europe réfléchit elle aussi aux meilleurs moyens de mesurer la croissance. La Commission a annoncé cette semaine qu'elle comptait améliorer la publication du PIB en le flanquant d'un indice environnemental. « Pour changer le monde, nous devons changer la manière dont nous le comprenons, et pour ce faire, nous devons aller au-delà

du PIB », a souligné mardi le commissaire européen à l'Environnement, Stavros Dimas.

Une version pilote de cet indicateur sera présentée en 2010, avec pour but d'évaluer les progrès accomplis dans la politique environnementale, que ce soit l'émission de gaz à effet de serre, la pollution ou encore la production de déchets. Il complètera le PIB, régulièrement accusé d'ignorer les dégâts causés par la croissance économique sur la nature.

Souvent accusée de libéralisme, Bruxelles saute ainsi dans le train des préoccupations écologiques, qui se sont exprimées avec force lors des élections européennes. Engagée depuis plusieurs années déjà, la réflexion sur les mesures de la croissance a reçu, avec la crise économique, un formidable coup d'accélérateur.

Amortir les chocs
L'Europe pourrait voir son économie se contracter de 4% environ cette année, payant à la crise un bien plus lourd tribut que les États-Unis, alors même que sa tradition de protection sociale lui permet de mieux amortir les chocs. Du coup, le PIB ne semble plus le meilleur thermomètre du progrès.

En effet le produit intérieur brut, qui comptabilise les richesses produites par un pays en un an, n'a pas vocation à mesurer le bien-être ni les inégalités, et encore moins le bonheur. Il a aussi du mal à rendre compte de la valeur induite par les services comme l'éducation. La réflexion se veut toutefois prudente. Pas question, pour l'Europe, que les préoccupations environnementales viennent handicaper la compétitivité. La semaine dernière encore, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, se disait « pour la croissance verte, pas pour la décroissance ».



Le commissaire européen à l'Environnement, Stavros Dimas, hier à Bruxelles. Georges Gobet/AFP

CLAIRE GALLEN

3/5/2015

Stiglitz, l'économie à visage humain - Libération



ÉCONOMIE

Accueil > Économie

Stiglitz, l'économie à visage humain

CHRISTIAN LOSSON ET CHRISTOPHE ALIX 15 SEPTEMBRE 2009 À 00:00



http://www.liberation.fr/economie/2009/09/15/stiglitz-l-economie-a-visage-humain_581703

1/3

3/5/2015

Stiglitz, l'économie à visage humain - Libération



Joseph Stiglitz, 2001 Nobel Prize winner for Economics, and President of the Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress, arrives at the Elysee Palace in Paris September 14, 2009 for a meeting with France's President Nicolas Sarkozy and the Commission on a new method of measuring the economy and assessing wellbeing. REUTERS/Philippe Wojazer (FRANCE POLITICS BUSINESS) (REUTERS)

La commission présidée par le Nobel d'économie a remis hier son rapport à l'Elysée. Elle milite pour que la richesse ne se résume pas au seul PIB et intègre le bien-être.

De grands airs de «révolution» verbale ont soufflé hier dans l'amphithéâtre de la Sorbonne. *«Il y aura un avant et un après ce rapport»*, a ainsi célébré Nicolas Sarkozy, rapport dont il entend se faire le porte-voix partout dans le monde. *«La France se battra pour que toutes les organisations internationales modifient»* désormais *«leur système statistique»*, a vanté le chef de l'Etat.

Les promoteurs du «rapport» en question - document plutôt technique de 300 pages -, prix Nobel Joseph Stiglitz en tête, n'en attendaient pas tant. Plus modestement, l'Américain, président de la commission sur «la mesure de la performance économique et du progrès social» lancée par l'Elysée il y a dix-huit mois, a avant tout cherché à repenser une économie qui mette l'accent sur la richesse humaine et environnementale plutôt que sur la seule croissance des biens (lire page 3).

Nicolas Sarkozy n'en a pas moins plaidé pour une *«formidable révolution»* statistique, celle de l'après-PIB (Produit intérieur brut), qui accompagnerait la fin de la *«religion du chiffre»*. Stigmatisant un marché qui ne serait plus porteur ni de *«sens»*, ni de *«projet»*, le chef de l'Etat a fait sien le leitmotiv des 25 experts selon lesquels *«ce que l'on mesure a une incidence sur ce que l'on fait»*. C'est en mettant davantage l'accent sur la mesure du bien-être sous toutes ses dimensions que sur le seul prisme de la production économique que l'on changera les *«comportements»*, a-t-il dit. Du Henri Guaino dans le texte, le conseiller présidentiel instigateur d'un rapport chapeauté par des économistes de la gauche réformiste. Dont le Nobel Indien Amartya Sen, père de l'indice du développement humain...

Le PIB n'est pas *«erroné en soi, mais utilisé de façon erronée»*, explicite le rapport. *«Les embouteillages, en augmentant la consommation d'essence, accroissent le PIB, les incendies, avec les dépenses de reconstruction, aussi»*, note le rapporteur français de la commission, le néokeynésien et chantre de la lutte contre les inégalités, Jean-Paul Fitoussi. Ces dernières figurent au cœur du rapport Stiglitz, avec les atteintes à l'environnement ou encore la *«soutenabilité»* à long terme des modèles de développement des pays riches. Douze recommandations (lire page 4) en découlent, fort du constat qu'un seul chiffre ne peut pas, à lui seul, *«tout synthétiser»*. Un *«premier pas»*, *«une discussion*

3/5/2015

Stiglitz, l'économie à visage humain - Libération

ouverte», dit Stiglitz, qui compte sur le tremplin présidentiel pour pousser les feux des débats nationaux sur le sujet.

L'Insee l'a déjà pris à son compte. Fini, comme le souhaite Stiglitz, le «*fétichisme*» du PIB, «*mauvais indicateur du bien-être*» ? Le débat est relancé, sur fond d'une crise économique, financière et sociale. Et de remise en cause du «gri-gri» du tout marché.

Christian LOSSON et **Christophe ALIX**

0 COMMENTAIRES

Plus récents | Plus anciens | Top commentaires

Le Monde
Samedi 13 février 2010

A droite, à gauche, chez les Verts, auteur et orateur prolifique, le Prix Nobel d'économie 2001 occupe très activement le terrain de la croissance durable

La machine Stiglitz

Economiste tendance altermondialiste, ultra-démocrate tout en étant « Sarkozy compatible », écrivain, professeur à l'université de Columbia, conseiller de la Banque mondiale, et « accessoirement » Prix Nobel d'économie en 2001, l'Américain Joseph Stiglitz, 67 ans, ne souffre pas de la contradiction. Hyperactif, il multiplie les interventions, à la télévision comme dans les chaires d'experts, participe aux débats, à gauche, à droite, chez les Verts, qu'il imparte. « Pour que vos élèves apprennent une leçon difficile, il faut la répéter plu-

Pour l'économiste Daniel Cohen, M. Stiglitz s'est peu à peu transformé en « Michael Moore de l'économie »

sieurs fois, sous différentes formes. Et le meilleur moyen pour que les élèves écoutent ce que vous avez à leur dire est de rendre le débat plus concret, plus vivant », explique-t-il. La « leçon » que M. Stiglitz tente d'enseigner à ses élèves, vous, moi, Barack Obama, Angela Merkel, Nicolas Sarkozy, est celle des dégâts de la mondialisation et d'un capitalisme ultralibéral. Les titres de ses ouvrages : *La Grande Désillusion* (Fayard, 2002), *Quand le capitalisme perd la tête* (Fayard, 2003), *Un autre monde* (Fayard, 2006) et *Le Triomphe de la cupidité* (L'LL, février 2010), laissent peu d'ambiguïté au message véhiculé.

Pour l'économiste Daniel Cohen, M. Stiglitz s'est ainsi peu à peu transformé en « Michael Moore de l'économie », du nom de l'économiste cinéaste américain. « Il cherche à faire avancer le débat en adoptant parfois une dimension hollywoodienne. Mais cela n'a rien à l'immense talent du personnage. » « Joe » prône la mise en place d'une croissance durable, respectueuse de l'environnement, et dénonce les fanatismes du libéralisme, sans toutefois plaider pour la décroissance. La crise, pour lui, presque éteinte une aubaine. « Cela a aidé à me faire entendre », reconnaît-il, installé dans un fauteuil d'un hôtel chic de Saint-Germain-des-Près.

Peu importe les divagations politiques gauche-droite. Son débat va au-delà. « C'est un homme de convictions », juge Jean-Paul Fitoussi, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), qui a collaboré avec lui pour rédiger le rapport Stiglitz, remis au président Nicolas Sarkozy en 2009. Il s'agissait de réfléchir à une nouvelle manière de mesurer la croissance, de remplacer le sacro-



BRUNO LEVY POUR « LE MONDE »

saint PIB (produit intérieur brut) par un outil qui intègre, aussi, les dégâts sur l'environnement de certaines productions. Le rapport, si l'on en croit son auteur, suit son cours, et M. Sarkozy devrait en discuter bientôt avec M^{me} Merkel.

Bien que M. Stiglitz ne partage pas tout à fait les idées de l'UMP, il a tout de suite accepté la mission. Selon Jean-Paul Fitoussi, « il n'a fait aucun compromis », exigeant des moyens et une indépendance totale. « Travailler pour quelqu'un ne fait pas de vous sa propriété », renchérit l'Américain. Est-ce à dire que si l'ex-président George W. Bush lui avait demandé le même travail, il aurait accepté ? « Mais M. Bush ne comprend même pas le sujet ! S'il m'avait demandé une chose pareille, je serais tombé de ma chaise », plaisante-t-il.

C'est que Joe Stiglitz n'a pas l'habitude de refuser les sollicitations. L'important, pour lui, est d'occuper le terrain, de lancer le débat, de jeter les idées qui pourraient un jour faire changer les choses. A Paris, en Asie, aux Etats-Unis, en Islande ou ailleurs. Son objectif : assurer à son message la plus large diffusion, sous toutes les formes

possibles. Son documentaire *Le Monde selon Stiglitz*, réalisé par Jacques Sarasin et diffusé sur la chaîne Arte en 2009, trouve ainsi sa place à côté de travaux de recherche économique les plus pointus qu'il continue de mener.

« Ce qui est plaisant, c'est que tout est ainsi assez imprévu », dit-il. Il y a un peu plus d'une semaine, un coup de fil de l'influent représentant démocrate américain Barney Frank. Il a convaincu d'interrompre son programme et de s'envoler, toutes affaires cessantes, vers Washington pour déposer au Congrès américain sur la question des bonus excessifs des banques.

Une fois seulement, M. Stiglitz a hésité à accepter une invitation. « C'était pour une conférence en Bretagne », où règne une dictature militaire. Il a fini par accepter, après avoir demandé conseil à des organisations de défense des droits de l'homme. Mais « c'était une situation délicate ».

L'attribution du prix Nobel d'économie, pour ses recherches sur l'asymétrie de l'information, lui a donné une tribune. Mais l'homme n'a pas attendu cette récompense pour mettre en route

la « machine » Stiglitz. Dès son arrivée à la Banque mondiale, en 1997, comme premier économiste et vice-président, il s'est fait remarquer par ses prises de position, souvent hétérodoxes, toujours engagées.

Lorsque la crise asiatique a éclaté, M. Stiglitz est sorti de ses gonds. Il a alors lancé sa croisade contre les théories ultralibérales, s'attaquant aux institutions de Bretton Woods et, en particulier, au Fonds monétaire international (FMI), accusé d'aggraver les crises par les politiques d'austérité imposées aux Etats appauvris par la dette pour réduire leurs déficits budgétaires. Il a fustigé les agents du FMI, « étudiants de troisième rang issus d'une école de premier rang ». Ses positions l'obligèrent à quitter la Banque mondiale en 1999, mais il ne se laissa pas pour autant.

« C'est un chercheur brillantissime. Sa contribution à la recherche économique est énorme, estime Romain Rancière, professeur à l'Ecole d'économie de Paris. Mais à ce moment-là, il a basculé ».

L'économiste s'est lancé dans un combat qui l'oblige à simplifier, voire à vulgariser son dis-

cours. « Cela fait un peu mal de voir un homme comme lui céder parfois à la facilité, perdre un peu de son unité intellectuelle », regrette M. Rancière. Dans le débat d'idées sur la crise grecque, le Prix Nobel n'a d'ailleurs pas évité d'évoquer des pistes « un peu trop faciles », observe le président du Centre

d'analyse économique (CAE), Jean Pisany-Ferry.

Dérangés médiatiques ? Facile à dire. Mais, selon le RePec, « la référence des chercheurs, Stiglitz n'en reste pas moins l'un des penseurs économiques les plus lus. »

Claire Gatinos

Courtisé par l'UMP et par les écologistes

DANS L'ESPRIT des écologistes français, « afficher avec Joseph Stiglitz est un gage de crédibilité. De passage à Paris, le Prix Nobel d'économie devait participer, samedi 13 février, à un débat à la Grande Arche de la Défense organisé par Eva Joly, députée européenne d'Europe-Écologie. L'ex-magistrat est candidate aux élections régionales sur la liste de Cécile Duflot, en Ile-de-France.

Egalement invités à la tribune : Pierre Larrourou, économiste, lui aussi candidat d'Europe-Écologie en Ile-de-France, et le philoso-

phe Edgar Morin. M. Stiglitz « n'avait que cette date disponible avant octobre », insiste M^{me} Joly, qui assure ne pas avoir organisé ce débat pour « gagner des voix ».

« Une autre décroissance » Mais le débat tombe à pic. Dans la bataille régionale, l'UMP fait campagne sur la « croissance verte » et se prétend dépositaire du message du Prix Nobel. Les écologistes peinent à se départir d'une image d'après-guerre de la décroissance et de « la fin du progrès » que leur colent le PS et la droite. Or

M. Stiglitz n'est pas un adepte de la décroissance. « Nous sommes pour une autre décroissance, celle de l'exploitation des ressources épuisables de la planète et pour la diminution de la production de biens inutiles », dit M^{me} Joly. La présidente de la commission du développement au Parlement européen dit partager avec M. Stiglitz, « la même détestation de la finance folle, le même souci de la lutte contre l'endettement ». Comme lui, ajoute-t-elle, « nous estimons qu'il faut que les critères d'appréciation de la croissance évoluent ».

Les écologistes ne sont pas les seuls à le dire. « Si on veut entrer dans la société écologique, il faut changer d'indicateur », explique Chantal Jouanno, secrétaire d'Etat à l'écologie et candidate (UMP) aux régionales en Ile-de-France. « Nous ne changerons pas nos comportements si nous ne changeons pas la mesure de nos performances », déclare, en septembre 2009, Nicolas Sarkozy. Chez M. Sarkozy, tout est dans la rhétorique, pas dans les actes », rétorque M^{me} Joly. ■

Béatrice Jérôme

mobeco
Les grandes marques aux meilleurs prix

Literie

Canapés

Meubles

Convertibles

STENER-BUROV-CASANOVA-DIVA
TEVPAR - DUNLOPULO - SIMMONS - TRECIA

01 42 08 71 00 1/7

Paris 13
50 Av.d'Italie

Paris 16
148 Av.de Malakoff

Paris 19
239 Rue de Belleville

LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

www.mobeco.com

Prix Nobel d'économie en 2001, Joseph E. Stiglitz dénonce à nouveau les excès du libéralisme dans son dernier livre. Selon lui, l'explosion des inégalités menace le rêve américain et la démocratie

Joseph Stiglitz, la générosité en économie

Joseph Eugene Stiglitz aime parler. Mais pas de lui. Venu à Paris présenter son dernier livre, le Nobel d'économie, 69 ans, est tout prêt à défendre ses convictions. Le fardeau des inégalités en Amérique, l'urgence d'un cadre législatif plus contraignant pour les banques, l'obligation de défendre les 99 % de la population contre le 1 % dominant qui empêche l'ascenseur social de fonctionner, le bilan de Barack Obama, les « perspectives effrayantes » en cas d'élection de Mitt Romney... ces thèmes qu'il développe dans *Le Prix de l'inégalité* (1), il pourrait en discuter des heures.

Mais parler de lui... c'est plus délicat. L'économiste néokeynésien, devenu une célébrité planétaire, ne se dérobe pas aux questions personnelles. Mais il pèse ses mots avant d'y répondre, marque plus de silences. Surtout, il s'empresse de replacer son histoire à lui dans le cadre plus général des États-Unis du XX^e siècle à nos jours, soucieux d'analyser sa position personnelle comme le produit d'un environnement, pour en éclairer la compréhension.

Ainsi, mentionner sa naissance à Gary (Indiana), le 9 février 1943, le lance aussitôt sur l'industrialisation des États-Unis. « La ville a été fondée en 1906 par la US Steel Company, pour accueillir la plus grande aciérie du monde : on lui a donné le nom du patron d'US Steel. » Joseph Stiglitz évoque une « cité dynamique, peuplée d'immigrants arrivant du monde entier, à qui on donnait les moyens de s'intégrer, de devenir des citoyens américains, de donner une bonne éducation à leurs enfants ».

Ses grands parents étaient eux-mêmes arrivés de Biélorussie à la fin du XIX^e siècle, et sa famille s'installa à Gary pour profiter du boom de la ville. Son père y vendait des assurances, sa mère était ensei-

gnante. Leurs trois enfants, Mark, l'aîné, devenu médecin, Joseph, le cadet, et Eloise, la benjamine, aujourd'hui psychanalyste, y connurent une jeunesse heureuse. « J'ai été élevé dans une communauté juive très soudée, comptant environ 200 familles, comme il en existait à l'époque dans les petites villes américaines », se souvient Joseph Stiglitz.

Les valeurs familiales, solides, mettent l'accent sur la solidarité. « Ma famille était engagée politiquement ; l'argent, me disait-on, n'avait pas d'importance ; il racherait jamais le bonheur ; l'important était de servir les autres, et la vie de l'esprit. » Étonnant de la part d'un chef de famille courtier en assurances ? « Pas du tout ! rétorque vivement Joseph Stiglitz. Mon père pensait que son travail consistait à leur rendre un service important, en les aidant à se mettre, ainsi que leur famille, à l'abri des risques de la vie. »

En grandissant, « Joe » découvre les mauvais côtés de Gary. « Nous allions bien, mais nous voyions que ce n'était pas le cas de tous nos camarades de classe. » « Les inégalités, les discriminations raciales et sociales, le chômage qui explosait à chaque récession » persuadent l'adolescent que « quelque chose ne fonctionnait pas bien dans le capitalisme ».

Élève brillant, Joe rejoint l'université d'Amherst (Massachusetts) avec comme spécialité la physique. « J'ai toujours l'élégance des théories mathématiques qui décrivent notre monde. » Mais au tournant des années 1960, les questions économiques et sociales deviennent la priorité du jeune homme, déjà président de l'association des élèves de son université et qui a soif d'engagement.

En mars 1963, Joseph Stiglitz participe à la grande marche pour l'égalité de Martin Luther King vers Washington. Cet événement fon-



COUPS DE CŒUR

UN PAYS

● Le Bhoutan

« Ce lointain État himalayen est un de mes endroits préférés, un pays magnifique, avec de superbes montagnes, et qui respire le bonheur. Les habitants gèrent ensemble leur forêt. Chaque famille est autorisée à abattre à son propre usage un nombre d'arbres déterminé. Et les Bhoutanais ont intériorisé ce qui est "juste" en matière d'environnement. Tricher serait mal, donc ils ne le font pas. Ils s'efforcent de préserver leur héritage face à la modernisation du monde. »



UN MUSICIEN

● Sixto Rodriguez

« J'aime beaucoup écouter Rodriguez, un modeste musicien américain, très créatif, qui fait de la bonne musique, devenu un héros pendant l'apartheid en Afrique du Sud. L'histoire de sa vie, racontée dans le film *Searching for Sugarman* (« À la recherche de Sugarman »), est passionnante. Né à Detroit, sixième fils d'une famille d'immigrants mexicains, ce chanteur de folk music et de protest songs était aussi un homme engagé. »

UN HOMME POLITIQUE

● Nelson Mandela

« Son humanité est une source d'inspiration pour tous. Il a été capable d'émouvoir l'Afrique du Sud des divisions extrêmes de l'apartheid à un nouveau régime. Il respecte énormément son parcours, la façon dont il a survécu à l'oppression et en est sorti grand pour réconcilier tout un pays. J'ai eu le privilège de le rencontrer. Ce qui m'a le plus frappé, c'est son calme incroyable. »

dateur reste le fil rouge de la suite de sa vie, même si aujourd'hui, à 69 ans, il redoute de n'avoir pas réussi à changer le monde, à le rendre meilleur.

Enseignant dans des dizaines d'universités (dont Yale, Princeton, Oxford...), Joseph Stiglitz forme les élites qui iront peupler ce monde de la finance incontrôlé et irresponsable qui ruine l'Amérique. C'est son éternel paradoxe : il connaît de l'intérieur le système et les hommes dont il dénonce l'avidité, mais reste impuissant à les faire changer.

En mars 1963, Joseph Stiglitz participe à la grande marche pour l'égalité de Martin Luther King vers Washington. Cet événement fondateur reste le fil rouge de la suite de sa vie.

« Le capitalisme transforme ceux qu'il prend dans ses filets, écrit-il. Les éléments brillantissimes qui vont travailler à Wall Street ressemblent à la plupart des Américains, sauf qu'ils ont mieux réussi à l'école. Leurs premiers rêves - faire une découverte qui sauvera des vies, créer une industrie nouvelle, aider les pauvres à s'extraire de la pauvreté -, ils les remettent à plus tard, quand ils voient à leur portée des salaires qui semblent intouchables. » Puis, selon lui, ils oublient ces rêves.

Désireux d'agir, Joseph Stiglitz se lance en politique. Nommé président du Council of Economic Advisers, le conseil des économistes du président Clinton, en 1993, il veut « faire bénéficier le plus grand nombre d'Américains du boom d'Internet ». Bien vite, il se heurte de front aux économistes libéraux du conseil, aux experts du

REPÈRES BIO

- 1943 : naissance à Gary (Indiana).
- 1963 : participe à la marche pour les droits civiques de Martin Luther King sur Washington.

- 1967 : docteur en économie au Massachusetts Institute of Technology (MIT) de Boston, il devient enseignant.
- 1993 à 1997 : président du Council of Economic Advisers, l'organisme de conseil économique

- de la Maison-Blanche pour le président Bill Clinton.
- 1997 à 1999 : vice-président de la Banque mondiale.
- 2001 : prix Nobel d'économie pour ses travaux sur les « asymétries

- d'information sur les marchés financiers».
- 2002 : *La Grande Désillusion*, Fayard.
- 2003 : *Quand le capitalisme perd la tête*, Fayard.
- 2004 : épouse Anya Schiffrin.

- 2008 : *Une guerre à 3000 milliards de dollars*, avec Linda Bilmes, Fayard.
- 2010 : *Le Triomphe de la cupidité*, Éd. Les Liens qui libèrent (LLL).
- Septembre 2012 : *Le Prix de l'inégalité*, LLL.

la Croix
samedi 22, dimanche 23
septembre 2012

RENCONTRE

13

●●● département du Trésor, impatients de déréguler l'économie, aux lobbys bancaires et financiers, réclamant sans cesse moins de contraintes. « *Nous avions d'âpres débats sur ces questions.* »

En 1997, la tentative d'acquisition de la banque Travelers par Citibank, à laquelle Stiglitz est opposé, précipite son départ de l'équipe Clinton. « *Après quoi, une dérégulation frénétique et mauvaise a donné la priorité à la finance et a détruit l'économie* », qui entrera en récession en 2000.

Joseph Stiglitz est alors nommé à la Banque mondiale en tant que vice-président, chargé du développement. Il entre presque aussitôt en désaccord avec la politique néolibérale et autoritaire des institutions internationales vis-à-vis des pays pauvres, dictée par le Fonds monétaire international (FMI), et part en 1999, pour redevenir professeur, à l'université Columbia.

Sa deuxième vie, celle de l'économiste le plus lu au monde et le plus cité par ses pairs (selon une étude de l'université du Connecticut), commence avec le XXI^e siècle. Son prix Nobel d'économie, en 2001, couronne ses travaux sur « *les asymétries d'information sur les marchés financiers* ». Sa thèse, résumée, est qu'une « *information asymétrique* », c'est-à-dire mal partagée entre les différents acteurs d'une transaction, donne un avantage injuste à l'un deux et fausse le marché.

Le marché n'est donc pas naturellement juste et efficace. Il doit être encadré par la puissance publique. Joseph Stiglitz veut en convaincre le monde. « *J'avais commencé à avoir de l'audience avant le Nobel, mais il a changé la donne* », explique-t-il. Joseph Stiglitz ne veut pas écrire seulement pour ses confrères les économistes, mais « *trouver une audience la plus large possible* ». Il s'applique à démocratiser les débats, à les rendre compréhensibles et publie une série de best-sellers, vendus à des millions d'exemplaires et traduits dans 36 langues.

Porte-drapeau de ses idées, il voyage dans le monde entier pour les défendre, anime forum sur forum, rencontre des centaines de journalistes et devient une star mondialisée de l'économie. Un vulgarisateur hors pair, mais jamais simpliste dans son combat contre les excès du libéralisme.

Lui qui a beaucoup vécu pour ses convictions, rencontre alors une journaliste, Anya Schiffrin, de dix-neuf ans sa cadette, qu'il épouse en 2004. Ils n'auront pas d'enfants, mais fonderont ensemble un think tank, Initiative for Policy Dialogue, destiné à promouvoir la démocratie. C'est dire s'ils se passionneront pour le printemps arabe, sur lequel Anya prépare un livre, et pour la quête de justice des 99 %, ces « indignés » américains, qui ont inspiré *Le Prix de l'inégalité*.

Entre-temps, il y a eu la mission confiée par Nicolas Sarkozy sur une meilleure définition du produit



OLIVIERO TOSCANI/PHOTO

Joseph Stiglitz. Désireux d'agir, il est nommé président du conseil des économistes du président américain Bill Clinton en 1993. Mais il se heurte rapidement aux économistes libéraux au sein du conseil. Le Nobel d'économie est, lui, persuadé que le marché n'est pas naturellement juste et efficace, et doit être encadré par la puissance publique.

intérieur brut (PIB), qui prend en compte l'impact de la santé, de la solidarité, du respect de l'environnement, dans la mesure de la performance d'un pays. La générosité, le bonheur, selon Stiglitz, sont aussi des variables économiques qui assurent une plus grande efficacité et aident le système à mieux fonctionner. Idée farfelue ? Ou bien juste conception de « *l'intérêt bien entendu* », qui, selon Tocqueville, est « *crucial dans le génie particulier de la société américaine* » ? Stiglitz, pour sa part, a tranché, dénonçant de toutes ses forces la perte du « *génie* » de son pays, où les étudiants se surendentent pour entrer à l'université et où l'ascenseur social a cessé de fonctionner.

Le « *rêve américain* » est-il fini ? Joseph Stiglitz refuse de se prononcer, même si le retour dans sa ville natale est amer. « *Elle est passée de 200 000 habitants à 80 000. La désindustrialisation l'a transformée en ville fantôme. Il y a tellement de maisons détruites qu'elle semble*



OLIVIERO TOSCANI/PHOTO

avoir été bombardée. Maintenant, on utilise Gary comme décor pour tourner des films de guerre ! »

Toujours combatif, il espère un sursaut de son pays et une réélection de Barack Obama. Même s'il a « *manqué d'audace face à la finance* », le président sortant peut seul, selon lui, prendre des mesures profitant au plus grand nombre. Il peut seul « *défendre la démocratie américaine* », dont Joseph Stiglitz redoute le déclin.

NATHALIE LACUBE

(1) *Le Prix de l'inégalité*, traduit de l'américain par Françoise et Paul Chemla, Éd. Les Liens qui libèrent (LLL), 510 p., 25 €.

« Ma famille était engagée politiquement ; l'argent, me disait-on, n'avait pas d'importance ; il n'achèterait jamais le bonheur. »

« Nous devons réformer notre système de gouvernement actuel - du 1% (les plus riches), pour le 1%, pour le 1% - pour revenir à une démocratie où le principe est un homme, une voix soit à nouveau respecté. »

Corpus sur le Better Life Index

LE PAYS DU BONHEUR ? PAS LA FRANCE...MAIS L'AUSTRALIE !



L'Australie vient d'être élue par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), pays le plus heureux au monde. Loin devant la France, reculé au 18^e rang.

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques vient de dévoiler **les chiffres de son "Better Life Index" (indicateur du bien-être)**. A partir de 11 critères concernant le niveau de vie des pays (salaires, travail, santé, éducation, sécurité, environnement, liens sociaux, engagement civique, etc.), l'OCDE a pu déterminer quel était le pays le plus heureux. Et le lauréat du **bonheur** cette année, est l'Australie.

D'après le rapport, **84 % des Australiens interrogés « sont plus satisfaits de leur vie que la plupart des citoyens de l'OCDE. »** En matière d'éducation, même s'ils font moins bien que les Finlandais (9.5), les jeunes Australiens obtiennent un indice de 7.6 et 73 % des 25-64 ans sont diplômés du deuxième cycle du secondaire ou supérieur. Côté emploi, 73 % des Australiens entre 15 et 64 ans ont obtenu un travail rémunéré. Les revenus annuels des habitants de l'île-continent sont, en moyenne, de 28.884 dollars, soit 5.837 dollars de plus que la moyenne dans les autres pays membres de l'OCDE.

Ce classement "Better Life Index" dresse uniquement un classement de ses 36 Etats membres. **L'Australie est suivie par la Suède, le Canada, la Norvège et la Suisse. La Belgique se classe**

quant à elle 16e et la Turquie et le Mexique sont en dernière position. La France, dont on vantait la morosité dans un sondage ViaVoice indiquant que 70 % des **Français sont « en dépression collective »**, se classe elle 18e. Pas si mal !

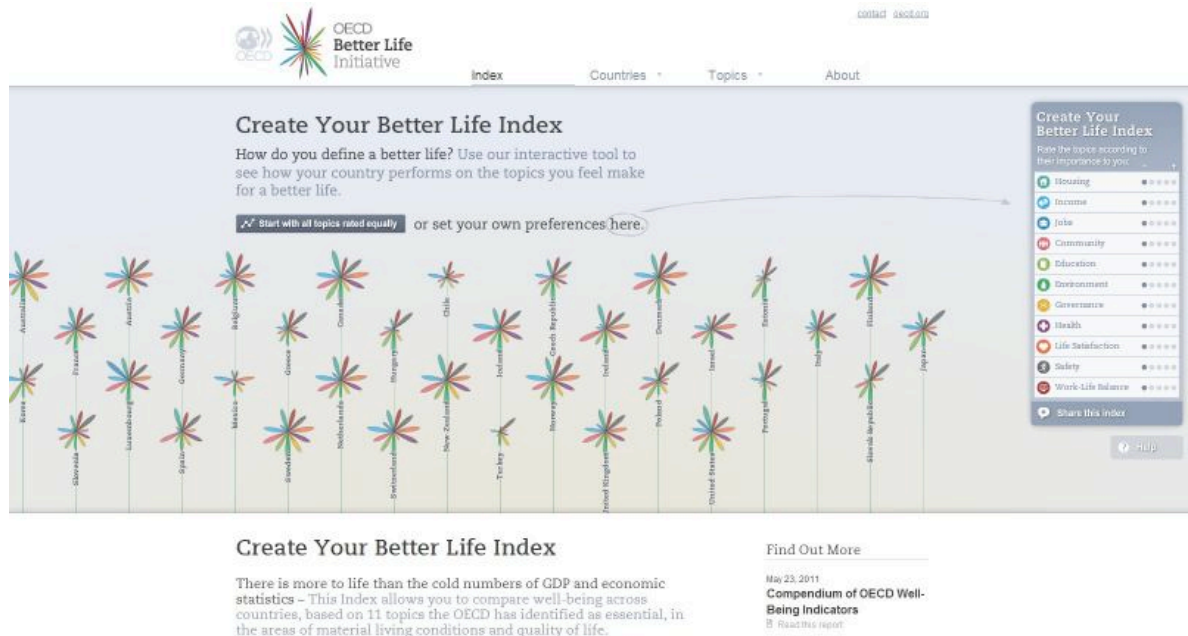
Par marieclaire.fr / News

Economie

Y'A D'LA JOIE...

Les Français ne sont pas si malheureux : la preuve !

Pour visualiser le bonheur dans le monde, l'OCDE propose une "carte" interactive pour classer 34 pays selon 11 critères différents. A essayer.



L'OCDE a réalisé un classement interactif du bonheur basé sur 11 critères au sein de 34 pays développés. | www.oecd.org

Les Français, plutôt heureux ? C'est ce que laisse à penser le classement du "bien-être" mis en ligne mardi par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) à l'occasion de ses cinquante ans.

Dans ce diagramme et si on prend les choses bêtement, la France se situe à la 18e place sur les 34 membres de l'organisation, mais reste dans la moyenne haute.

L'Australie, le Canada et la Suède décrochent la tête du classement, suivis de près par la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Danemark et les Etats-Unis.

Les plus déprimés ? La Turquie, le Mexique et le Chili qui ferment la marche, loin derrière.

Au total, 11 critères ont été retenus : économiques (chômage, revenu), plus sociaux (éducation, satisfaction générale), voire politiques (gouvernance, environnement)...

Chaque pays est représenté par une fleur disposant de pétales plus ou moins gros selon chaque critères. Au final, c'est plutôt clair : on est bien loin de tableaux illisibles (qui sont tout de même disponibles ici, pour les plus téméraires).

A chacun son "bonheur"

Mais l'intérêt du graphique de l'OCDE, ce n'est pas vraiment la moyenne de bonheur des pays, mais plutôt les différents critères.

Sur le site, chaque utilisateur peut choisir de mettre en avant tel ou tel critère. En jouant avec ceux-ci, on se rend compte que le classement peut être bien différent.



Le classement des pays est différent selon l'importance donnée à chacun des 11 critères.

Si on prend en compte **principalement les critères économiques** (revenu, emploi, accession à la propriété), la France gagne une petite place. Le Luxembourg et les Etats-Unis, eux, décollent et viennent se placer 1er et 4e. **Un classement proche de celui du PIB.**

A l'inverse, si pour vous, **le bonheur c'est plutôt l'éducation, l'environnement, la santé et la satisfaction personnelle**, la France passe 15e et les Etats-Unis et le Luxembourg chutent à la 9e et 13e place.

Vous pouvez aussi regarder plus attentivement les statistiques de la France, **voire la comparer à un autre pays**. On voit que si les Français semblent plutôt heureux de leur sécurité, de l'environnement ou du temps de travail / loisir, ils ne sont pas spécialement heureux en ce qui concerne leur gouvernement, l'éducation ou le taux d'emploi.

Cette initiative de l'OCDE permettra, d'ici le mois d'octobre, d'établir un rapport plus complet du bonheur dans le monde.

La mesure du bonheur n'est pas toute jeune

L'OCDE n'est pas la première à tenter de quantifier le bonheur sur terre. L'exemple le plus emblématique reste le Bhoutan et son Bonheur national brut (BNB, en opposition au PNB, Produit national brut) sensé définir le niveau de vie des habitants d'un pays. Un indicateur [qui date tout de même... des années 1970](#), d'après [24heures.ch](#).

[D'autres initiatives ont eu lieu](#), notamment en France l'année dernière, grâce au rapport de Joseph Stiglitz, prix Nobel de l'économie, présenté à Nicolas Sarkozy en 2009 et aussi utilisé par l'OCDE ([la commission Stiglitz-sen-Fitoussi](#)).

Et pour vous, comment vous mesurez le bonheur ?

P L'auteur



Grégory Rozières

Journaliste à la rédaction du Post

Sources : [OCDE](#), [Insee](#), [24heures.ch](#)

En couverture

Les recettes du bonheur

Des revenus, un travail, de la confiance, de la solidarité... Qu'est-ce qu'un pays heureux? La question est à la mode chez les économistes. Petit tour du monde des nations où s'exprime un fort sentiment de bien-être.

En tournée dans les capitales européennes, Manuel Valls a fait étape, le 28 novembre, à Copenhague. A-t-il profité de son entretien avec sa collègue Helle Thorning-Schmidt pour lui demander la recette du bonheur danois? Car depuis un premier sondage de

l'Union européenne en 1973, le Danemark se distingue comme le pays le plus heureux du monde. Peu importent les critères retenus, il caracole sur le podium de la félicité. Un contraste saisissant avec la France qui, invariablement, figure dans les tréfonds des classements, championne du pessimisme. Le Premier ministre français le reconnaît: « Les pays nordiques, avec leur modèle

associant protection sociale forte et libéralisme économique, sont des sources d'inspiration. »

Parmi les autres ingrédients de l'extase danoise, citons pêle-mêle : une école qui sélectionne moins qu'elle n'encourage; un Etat sans corruption qui veille sur des citoyens sans incivilités; une pratique du consensus en politique et du dialogue social en entreprise; une société progressiste et une cohésion sociale exceptionnelle (lire encadré page 43)...

LA FRANCE LOIN DES TOP-10 DOMINÉS PAR LE DANEMARK ET PANAMA

ONU « Rapport 2013 sur le bonheur mondial ». Niveau moyen de bonheur déclaré par les habitants, de 1 à 10

	Pays	Niveau
1	Danemark	7,7
2	Norvège	7,6
3	Suisse	7,6
4	Pays-Bas	7,5
5	Suède	7,5
6	Canada	7,4
7	Finlande	7,4
8	Autriche	7,3
9	Islande	7,3
10	Australie	7,2
25	France	6,7

Indice mondial du bien-être 2014 (Gallup-Healthways). % d'habitants déclarant un fort bien-être (lire ci-contre)

	Pays	Indice
1	Panama	61%
2	Costa-Rica	44%
3	Danemark	40%
4	Autriche	39%
5	Brésil	39%
6	Uruguay	37%
7	Salvador	37%
8	Suède	36%
9	Canada	34%
10	Guatemala	34%
48	France	19%

Le classement de l'ONU se base sur une seule question : quel niveau de bonheur ressentez-vous dans la vie? L'indice Gallup-Healthways, lui, questionne les habitants sur cinq thèmes : le sens de sa vie, les conditions matérielles, la santé, les relations sociales et le sentiment d'appartenance à la société. Les pays sont classés en proportion du nombre d'habitants déclarant un fort bien-être dans au moins trois de ces cinq éléments.

Quelle définition?

Tout serait donc parfait au royaume du Danemark? Evidemment non. Là comme ailleurs, la crise a écorné le modèle : la réforme des retraites a repoussé l'âge du départ à 67 ans; les restrictions financières pèsent sur le système de santé, au point que le Danemark a la plus courte espérance de vie d'Europe de l'Ouest; la vie chère porte l'endettement des ménages à des sommets. Et si, contrairement à une rumeur tenace, les Danois se suicident moins que les Français, en revanche, ils consomment encore plus d'antidépresseurs! Pourtant, pas un Danois ne se plaint. « C'est



Manuel Valls et Helle Thorning-Schmidt, à Copenhague, fin 2014. Depuis 1973, le Danemark caracole en tête des pays les plus heureux du monde. Un conseil de la Première ministre à son homologue ?

culturel, explique le sociologue danois Peter Gundelach. *Nous sommes un peuple pragmatique, simple, sans rêves de grandeur. Si nous sommes moins désabusés qu'ailleurs, c'est que nos attentes sont plus modestes.* » Il suffit de déambuler dans les rues de Copenhague fin novembre pour s'en convaincre : dans la grisaille

sombre, sous le crachin glacial, les locaux circulent à vélo avec le sourire, et les terrasses des bars sont bondées de gens emmitouffés dans des plaids passant un bon moment à la lueur des bougies!

Insaisissable bonheur. Cela a-t-il un sens de vouloir le quantifier quand, à l'évidence, d'une personne, d'une culture à l'autre, sa définition peut

être si différente? Pourtant, l'étude du bonheur est à la mode chez les économistes, pour faire pièce à la phrase de Robert Kennedy en 1968 : « *Le PIB mesure tout sauf ce qui fait que la vie vaut d'être vécue.* » Dès 1972, le roi du Bhoutan inventait un indicateur alternatif, le bonheur national brut, qui, au développement économique, ajoutait la sauvegarde de la culture nationale et de l'environnement, et la qualité de la gouvernance. Et puis, quarante ans plus tard, les dirigeants de ce petit Etat himalayen ont abandonné cet indice, « *dont l'utilisation abusive a détournée l'attention des problèmes économiques réels* ». Comme le rappelle Woody Allen, « *l'argent, c'est mieux que la pauvreté, ne serait-ce que pour des raisons financières* ».

Le PIB ne suffit plus

Mais l'idée que l'argent ne fait pas (tout) le bonheur a été validée par les travaux de l'économiste américain Richard Easterlin : il a montré qu'entre 1947 et 2002 le revenu moyen des Américains a quadruplé sans que leur bonheur ressenti augmente. Le PIB, s'il est capable de répondre à la question de la pauvreté ou de la richesse des nations, ne permet pas d'en savoir plus sur le degré de bien-être des citoyens. Il faut donc d'autres outils de mesure pour mieux orienter les politiques publiques. Ainsi, le Nobel indien Amartya Sen a créé dès 1990 un indice de développement humain fondé sur quatre critères statistiques : le PIB par tête, l'espérance de vie, le niveau de formation et les inégalités. A cette aune, le Danemark ne ressort qu'à la 10^e place, et la France à la 20^e.

Mais cet indicateur, certes plus complet que le PIB, échoue toujours à capter « *ce qu'éprouve le cœur d'un peuple* », selon les mots du Nobel américain Daniel Kahneman, pape de l'économie « comportementale ». D'où l'essor de sa méthode, basée sur de vastes enquêtes, avec pour interrogation phare « *quel est votre niveau de bonheur dans la vie, sur une échelle de 1 à 10 ?* », complétée par une longue liste de questions pour cerner les facteurs de bonheur, objectifs (situation familiale, diplôme, ►►

En couverture

►►► emploi, revenus, logement, santé...) et subjectifs (confiance dans les gens, les élites, l'avenir, perceptions de sa sécurité, de sa liberté de choix...).

Depuis une décennie, ces enquêtes géantes se sont multipliées. Parmi les plus renommées, portant sur plus de 100 pays, celles des universités de Leicester, de Rotterdam et du Michigan, ainsi que celle menée par l'institut de sondage Gallup sur qui s'appuie le « World Happiness Report » de l'ONU et le Global Well-Being Index élaboré avec la société de consulting Healthways (voir tableau page 40).

L'indice le plus ambitieux

En France, le sujet a été mis à l'ordre du jour en 2009, quand Nicolas Sarkozy a demandé à Amartya Sen et un autre Nobel, Joseph Stiglitz, de plancher sur « la mesure des performances économiques et du progrès

La béatitude obstinée du Danemark tiendrait-elle à ce subtil équilibre d'un Etat providence qui sait aider sans assister ?

social ». Depuis, l'Insee et Eurostat ont développé les enquêtes sur la qualité de vie. Et l'OCDE publie depuis 2011 son Better Life Index, l'indice le plus ambitieux de tous, avec une trentaine de critères (et davantage à venir), mélangeant aux données déclaratives une batterie de statistiques, de la participation électorale à la qualité de l'eau.

Le résultat ? Il pourrait se résumer par ce bon mot de l'écrivain Jules Renard : « Si l'on bâtissait la maison du bonheur, la plus grande pièce serait la salle d'attente ! » Mais derrière ce constat mondial se dessinent des contrastes nationaux... ramenant le projecteur sur la béatitude obstinée du Danemark. Tiendrait-elle à ce subtil dosage d'un Etat providence qui sait aider sans assister ? Un exemple : la flexisécurité. Grâce à cette politique du marché du travail, qui allie des procédures de licenciement faciles que

compense une assurance-chômage généreuse assortie d'un accompagnement strict des chômeurs, le chômage plafonne à 5%... contre plus du double en France. Or le chômage est un motif reconnu de mal-être. « A revenus égaux, un chômeur est plus malheureux qu'un travailleur, car son estime de soi et son statut social sont dégradés, relève Claudia Senik, chercheuse en économie du bonheur (lire interview ci-dessous). Et un niveau de chômage élevé est anxiogène pour toute la société. »

Les vertus de la flexisécurité

La flexisécurité est le symbole de l'efficacité de ce modèle social dont le Danemark est si fier. Ses contribuables ont beau subir une imposition record – l'impôt sur le revenu dépasse 48% de moyenne, la TVA frappe à 25% –, nul ras-le-bol fiscal. « Ils trouvent normal de payer, car

Claudia Senik, professeure à l'université Paris-Sorbonne et à l'Ecole d'économie de Paris

L'exception française se confirme dans le temps et dans toutes les enquêtes

Challenges : Les études montrent que les Français sont champions de la morosité. Est-ce un constat étayé ?

Claudia Senik : Ce déficit de satisfaction des Français apparaît dans toutes les enquêtes et se confirme dans le temps. Sur la carte mondiale du bonheur, il y a une « exception française » qui ne s'explique pas par les conditions de vie objectives. A situation identique (revenu, emploi, santé, éducation...), le seul fait d'être français réduit de 20% la probabilité de s'estimer très heureux !

Comment comprendre cette déprime nationale ?

On peut s'interroger sur le système éducatif français, exigeant plutôt qu'encourageant, et qui, en ne valorisant que le savoir – surtout

en maths et en français –, empêche l'épanouissement des enfants qui ont d'autres talents. Un sentiment d'échec aiguë par une porte d'accès à l'élite très étroite, en contradiction avec la promesse d'égalité des chances. Les Français sont exceptionnellement sensibles à cette question des inégalités. Or si les inégalités de revenus sont contenues, la mobilité sociale est en panne, et les rigidités et corporatismes ont créé des rentes de situation : ce sera un CDI, un poste de fonctionnaire, un statut de cheminot, de pilote d'Air France, de taxi ou de notaire...

Les Français sont particulièrement pessimistes pour l'avenir. Parce qu'ils vivent dans le passé ?

La France vit manifestement mal la mondialisation. Les Français souffrent de nostalgie d'une



Bruno Lévy pour Challenges

grandeur perdue, du déclin de l'influence économique et culturelle de leur nation. Et même s'ils se défont de leurs institutions, ils attendent toujours énormément de l'Etat, et s'effraient que la mondialisation amoindrisse sa puissance et sa protection. ■

L'Economie du bonheur, Seuil- La République des idées, 128 pages, 11,80 euros.

ils c
don
Xav
au t
nes
hag
trib
l'un
tair
frus
Les
Suis
Pay
pro
dan
Se c
ang
opti
tion
Can
vell
teni
leur
don
vers
son
autt
giqu
cor
est c
heut

Le j
En l
tino
la C
voir
puls
mal
ciles
relle
de fi
mu
Ricl
brit:
bonl
un J
père
rich
avec
Le b
myst
conc
et au
il s
quar
pessa
parf
form
Thoi
vré,
de la

ils ont confiance dans la manière dont les fonds sont utilisés, analyse Xavier Landes, chercheur français au très sérieux think tank Happiness Research Institute de Copenhague. *L'Etat assure son rôle redistributif pour tous : le Danemark est l'une des sociétés les plus égalitaires du monde, ce qui supprime frustrations et angoisses.*

Les autres pays scandinaves, la Suisse (p. 47), l'Autriche (p. 46), les Pays-Bas, appliquant une recette proche, font aussi bonne figure dans les classements du bonheur. Se distinguent également des pays anglo-saxons, plus foncièrement optimistes, et les terres d'immigration du Nouveau Monde, comme le Canada (p. 44), l'Australie et la Nouvelle-Zélande (p. 45), qui semblent tenir la promesse d'une vie meilleure. Les pays d'Europe de l'Est, dont la structure sociale a été bouleversée par la levée du rideau de fer, sont plus malheureux que les autres; de même les pays nostalgiques d'une grandeur passée, comme l'Italie et la France. L'Asie est quasi absente de la carte du bonheur mondial.

Le paradoxe latino-américain

En revanche, il y a un paradoxe latino-américain : le Panama (p. 45), la Colombie (p. 46), le Costa-Rica, voire le Mexique et le Brésil, se propulsent en haut des classements, malgré des conditions de vie difficiles. Revoilà la singularité culturelle : « Dans ces pays, les liens de famille, avec les amis, la communauté, sont puissants, note Richard Layard, économiste britannique, auteur du *Prix du bonheur* (2007). Cette solidarité est un facteur de bonheur bien plus pérenne que l'augmentation de richesse, dont le plaisir s'éteint avec l'accoutumance. »

Le bonheur garde donc sa part de mystère irréductible, insensible aux conditions, aux circonstances... et aux politiques publiques. Mais il semble mieux s'épanouir quand l'Etat est présent sans être pesant. Un objectif qui convient parfaitement à la politique de réformes de Manuel Valls. Helle Thorning-Schmidt lui aurait-elle livré, en novembre dernier, les clés de la félicité?

Gaëlle Macke



Malene Rydahl, directrice de la communication des hôtels Hyatt pour l'Europe.

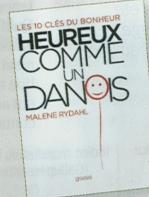
Les Danois détiennent le record mondial de la confiance dans autrui

Challenges : Pour vous, Danoise en France depuis vingt ans, quelle est la clé majeure du bonheur danois?

Malene Rydahl : La confiance. **Huit Danois** sur dix estiment que les gens sont dignes de confiance, un record mondial! Au contraire, sept Français sur dix pensent qu'on n'est jamais trop prudent... Les Danois sont aussi plus de deux fois plus confiants que les Français en leurs institutions, le gouvernement, la police, la justice, l'administration. **N'est-ce pas faire preuve de naïveté?** Non. L'honnêteté est à la base de notre vivre-ensemble. Le *Reader's Digest* fait chaque année le test d'« oublier » des portefeuilles avec de l'argent et les coordonnées du propriétaire dans une soixantaine de villes du monde. A Aalborg, la ville danoise testée, 100% des portefeuilles ont été restitués avec l'argent. De même, dans tous les classements de gouvernance des ONG, le Danemark se place au top grâce au bon fonctionnement de la démocratie et de la justice ainsi qu'à une quasi-absence de corruption.

Pourtant, le Danemark a un parti d'extrême droite puissant et la politique d'immigration la plus restrictive d'Europe : s'agit-il de signes de défiance?

L'extrême droite, qui progresse partout sur le continent, a trouvé son audience... justement parce que l'immigration défie notre culture de la confiance. Le Danemark est un petit pays avec une population homogène et une forte cohésion sociale. Une grande famille. L'arrivée d'immigrés venus de pays où les rapports de confiance ne sont pas la règle a suscité la peur qu'ils abusent de notre système social très généreux, auquel les Danois sont viscéralement attachés. ■



Heureux comme un Danois, Malene Rydahl, Grasset, 216 pages, 16 euros.

Table des matières

<i>Introduction</i>	5
<i>Le bonheur, entre enthousiasme et incompatibilité en économie</i>	8
De l'OECE à l'OCDE : la coopération dans le paysage économique et politique	8
L'empathie marginalisée	18
Réajuster le PIB.....	33
<i>Quand le débat sur le bonheur devient médiatique</i>	48
Joseph stiglitz, du savant à l'expert	48
L'économie à visage humain contre la finance	58
<i>Le Better Life Index : un futur PIB</i>	68
Un outil de participation citoyenne.....	68
Le BLI, vers une logique concurrentielle.....	79
<i>Conclusion</i>	83
<i>Bibliographie</i>	86
<i>Sources</i>	92
<i>Corpus</i>	95
<i>Table des annexes</i>	113

Table des annexes

Annexe 1

Organisation de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques

Secrétariat général		Secrétariat général		Conseil		Comité exécutif et groupes de travail spécialisés		Organes affiliés		Organes consultatifs						
- cabinet du secrétaire général - direction juridique - contrôle financier - unité consultative sur les questions pluridisciplinaires - unité de liaison et de coordination - secrétariat du conseil et du comité exécutif - division des relations extérieures - division de la presse						- agence internationale de l'énergie - agence pour l'énergie nucléaire - centre de développement - conférence européenne des ministres des transports** - club du Sahel		- comité consultatif économique et industriel - commission syndicale consultative								
Comités et groupes de représentants des pays membres	C. de politique économique C. d'examen des situations et des problèmes de développement C. des questions monétaires et de change	Divers groupes de statisticiens sur les comptes nationaux, les parités de pouvoirs d'achat, les statistiques de service et les indicateurs économiques	C. des politiques d'environnement Prog. spécial sur le contrôle des produits chimiques	C. d'aide au développement	C. de la gestion publique	C. des échanges	C. de l'investissement international C. des paiements C. des mouvements de capitaux C. des marchés financiers C. du droit et de la politique de la concurrence C. des assurances C. des affaires fiscales C. de la politique à l'égard des consommateurs C. du tourisme	C. de la politique scientifique et technologique Forum Mégascience C. de l'industrie C. de la politique de l'information, de l'informatique et des communications C. des transports maritimes C. de l'acier	C. de l'emploi, du travail et des affaires sociales C. de l'éducation Centre pour la recherche et l'éducation dans l'enseignement	C. de l'agriculture C. des pêcheries	Groupe de travail du CEET	Prog. concernant le développement économique et la création d'emplois au niveau local Groupe de travail sur le développement régional Prog. de développement rural Groupe des affaires urbaines	C. du budget	Groupe d'experts des technologies de l'information et de la communication de l'OCDE	Groupe de travail du conseil sur l'information	
	Secrétariat	Département des affaires économiques	Direction des statistiques	Direction de l'environnement	Direction de la coopération pour le développement	Service de la gestion publique	Direction des échanges	Direction des affaires financières, fiscales et des entreprises	Direction de la science, de la technologie et de l'industrie	Direction de l'éducation, de l'emploi et des affaires sociales	Direction de l'alimentation, de l'agriculture et des pêcheries	Centre pour la coopération avec les économies en transition	Service pour le développement territorial	Direction du budget et des finances	Direction de l'informatique et des communications	Service des publications

C. comités Prog. programme

Source : Bonvin Jean et Morrison Christian, *L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)*, Presses universitaires de France, collection « Que sais-je ? », n° 3405, 127p.

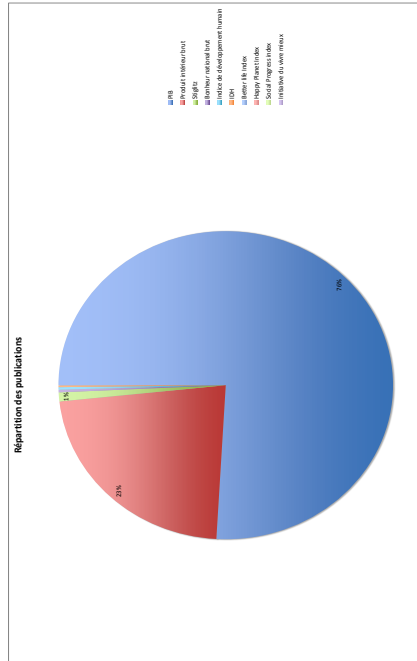
Annexe 2

Première recherche sur l'activité
Publications par mois des sur l'année 2011 (taux de Beter Life Index)

Objet de la recherche	Période	Médias	Région	Langue	Nombre de publications (total)	Thèmes liés
PIB	01/01/11 au 01/01/15	All	France	Français	59/63	
Produit intérieur brut	01/01/11 au 01/01/15	All	France	Français	176/50	
Stigler	01/01/11 au 01/01/15	All	France	Français	747	
Bien-être national brut	01/01/11 au 01/01/15	All	France	Français	216	
Indice de développement humain	01/01/11 au 01/01/15	All	France	Français	209	
IDH	01/01/11 au 01/01/15	All	France	Français	135	
Beter life index	01/01/11 au 01/01/15	All	France	Français	18	
Happy Planet Index	01/01/11 au 01/01/15	All	France	Français	3	

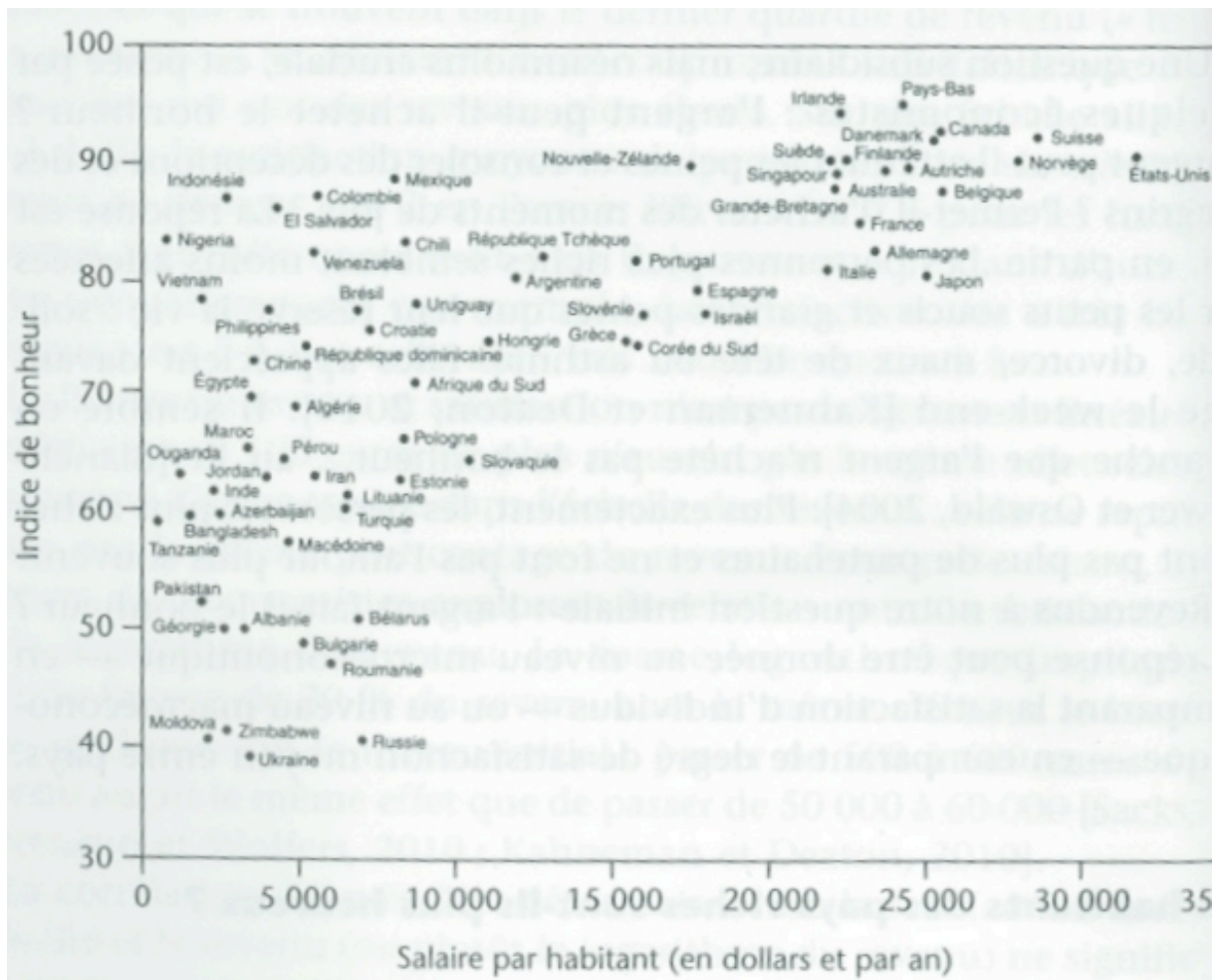
Premier semestre sur Bioetha
Publication par mots-clés sur l'année 2011 (anciennement du Better Life Index)

Social Progress Index	0100111aa0100115	All	France	Français	1	Croissance éco
Indicateur de bien-être	0100111aa0100115	All	France	Français	1	



Annexe 3

Bonheur et PIB par habitant



Source Richard Layard dans Davoine Lucie, *Économie du bonheur*, La Découverte « Repères », 2012, 107p.

Annexe 4

Entretien mercredi 29 avril 2015

Vincent Duclos-Finat, data editor à l'OCDE (Paris)

1. Quelle est votre fonction au sein de l'OCDE ?

Je suis data editor en charge du Better Life Index. Je dissémine l'information statistique de l'OCDE. Pour le Better Life Index, je suis parti des données de l'OCDE pour les transmettre au plus grand nombre.

2. Aujourd'hui combien y a-t-il d'utilisateurs en France et dans le monde du Better Life Index ?

Depuis le lancement, il y a eu 400 000 sessions sur le site (selon Google) et 300 000 visiteurs uniques, dans le monde, un peu moins de cinq millions de visiteurs uniques (4,8 exactement).

3. Le Better Life Index s'appuie sur le rapport Stiglitz, s'inspire t-il d'autres variables, par exemple, l'indice Bonheur National Brut du Bhoutan ?

En fait le Better Life Index a été créé en 2010 – 2011 pour les 50 ans de l'OCDE. Depuis dix ans l'OCDE travaillait sur le bien être, l'indicateur a été un moyen de promouvoir ce travail. C'est directement lié à la publication du rapport Stiglitz, mais aussi à toutes les recherches sur le bien être. Donc oui on inclue l'indicateur du Bhoutan dans ces réflexions.

4. Justement, sur le site vous indiquez que la satisfaction correspond au jugement global que portent les personnes sur leur vie en se fondant sur des enquêtes. Comment évalue t-on la satisfaction alors que c'est très subjectif ? Avez-vous fait appel à des psychologues pour les questions ?

Certains indicateurs sont totalement subjectifs. Notamment la santé, la haute évaluation de l'Etat de santé est subjective et la satisfaction. Les données proviennent de l'institut Gallup, des USA, du World Pole. Les questions ont été posées à intervalles réguliers, notamment d'évaluer son bonheur sur une note de 0 à

10 sur une période donnée. Ensuite la moyenne a été calculée. Concernant la sélection des indicateurs, c'est le département statistique de l'OCDE qui s'en occupe. Je ne suis pas totalement au courant.

5. Pourquoi avoir choisi un outil interactif où le citoyen peut créer son propre indicateur ?

A l'origine l'outil interactif c'était pour le rendre accessible à tous les citoyens, on s'est dit qu'un site web c'était le plus simple. En parallèle le bien être a été défini par la Commission Stiglitz et l'OCDE, mais pour l'instant il n'y a aucun postulat économique qui permet de dire ce qui favorise le bonheur. Si l'utilisateur utilise le mixer tool et partage son indicateur sur les réseaux sociaux il est enregistré. Si tout est fait jusqu'au bout du process on collecte donc les données avec l'âge, le sexe et le pays.

6. Le fait d'avoir un outil interactif s'inscrit-il dans de nouvelles politiques de participation citoyenne ? Est-ce la première fois que vous faites participer les citoyens à un indicateur ?

Oui, c'est la première fois qu'il y a un outil participatif. Je crois qu'il y a un Wikiprogress, un site participatif, mais je ne m'en occupe pas personnellement donc je ne peux pas vous en dire plus.

7. Comment collectez-vous les données ?

Il faut que l'utilisateur partage son propre indicateur pour qu'il soit enregistré. Pour l'instant l'échantillon est encore faible.

8. Comment avez-vous pensé l'outil, et qui l'a conçu ?

En fait, on voulait un open concept, avec à la fois un indicateur pondéré et les onze indicateurs composites. La fleur a été conçue par le graphiste allemand Moritz Stefaner, et le site par Raurief. L'idée de la fleur tournait depuis quelques temps dans le monde de la visualisation mais c'est en jardinant que ça lui est venu à l'esprit. On a pensé que c'était une bonne idée. Il avait d'autres propositions comme des cercles de taille différentes. On a retenu la fleur car l'analogie avec le bien être était plus forte que dans les autres visuels.

9. Qui a choisi les pictogrammes ?

C'est le bureau Raureif qui a choisi les pictogrammes et on les a approuvés. Mais on n'est pas satisfaits par tous ceux choisis. Par exemple l'engagement civique, l'équilibre travail-vie –on a longuement hésité pour la balance-, et la satisfaction –le cœur ça limite à l'amour mais bon il fallait bien trouver quelque chose-.

10. Justement, le pictogramme de l'engagement civique, qu'est ce que ça représente ?

Ce n'est pas très clair, on n'est pas satisfaits mais c'est un bulletin de vote barré, pour montrer que l'on a voté. Mais c'est vrai que c'est dur à deviner.

11. J'ai vu sur le site, qu'il y avait un partenariat avec Sodexo. En quoi cela consiste-il ?

Sodexo est un partenaire financier. En retour, on leur crée un index sur la qualité de vie en interne, la gestion des ressources humaines, les contrats sur la satisfaction... Sodexo est très engagé sur les conditions de vie au travail, c'est pour ça que pour eux c'était aussi intéressant.

12. Vous leur fournissez des indicateurs du même type que celui du Better Life Index ?

Oui c'est sur le même type de problématiques, les mêmes dimensions. Pour l'instant on a eu quelques réunions avec eux mais pas encore de résultats sur la méthodologie et la visibilité.

13. En termes de communication, quels canaux ont été utilisés ? J'ai noté le site, les communiqués de presse, un blog, Twitter et Facebook. Y a t-il eu d'autres outils, des vidéos ?

En fait la majorité de la communication ça s'est passé lors du lancement, pour le forum de l'OCDE en mai, il y a beaucoup de journalistes. Après les travaux sur le bien être (comment va la vie ?) on a présenté le Better Life Index aux utilisateurs. Il y a aussi des attachées médias pour les relations presse, on visait le grand public, on a eu Paris Match par exemple. Il y a eu des vidéos et tutoriels sur Youtube mais aucun spot TV. On a eu pas mal d'articles et le JT sur France 2 et aussi le 8-9 sur France Inter.

14. En fait, j'ai cherché les retombées médiatiques que vous aviez eues notamment via logiciel Factiva, et j'étais étonnée de voir que malgré l'intérêt pour la Commission Stiglitz, les médias avaient peu parlé du Better Life Index. J'en compte 18.

On était plutôt contents des retombées, enfin pour l'OCDE c'est beaucoup vous savez ! Mais on regarde les retombées dans le monde pas uniquement en France.

15. Comment expliquez-vous que l'on aie beaucoup parlé du rapport Stiglitz et moins du Better life Index ?

D'abord c'est Stiglitz, ensuite la commission a été lancée par Sarkozy donc on parle forcément plus. Cela intéresse plus les journalistes.

16. S'il est indiqué sur le site que l'OCDE n'attribue pas de classement, est-ce que malgré tout on ne reste pas dans une logique concurrentielle avec les pays dont le PIB est élevé parmi les fleurs les plus hautes (Canada, Etats Unis...) ?

Oui. Implicitement un classement est fait sur la home page donc il y a une logique de concurrence. Au début on avait pensé à mettre le mixer tool, et ensuite faire apparaître l'indicateur pour chaque pays, mais on s'est dit que si l'utilisateur devait tout remplir avant, il n'irait pas au bout de la démarche. On a été obligé de mettre ça en avant.

17. Pourquoi avez-vous créé « BLI meets fantasy football » pour la coupe du monde ?

En fait on lançait la version portugaise du Better Life Index en juin dernier. On a pensé que c'était l'occasion de faire quelque chose avec Pelé pour la coupe du monde du Brésil. Le mini site permet de jouer avec les poids, les dimensions importantes dans une équipe de football. On a communiqué sur Twitter. En fait la version portugaise a été traduite par une université brésilienne, donc on a fait le lien entre le bien être et ce qui se passait au Brésil à ce moment. Cela n'a pas marché, ce n'était pas efficace. Ca reprend exactement le Better Life Index. Les icones ressemblent au Better Life Index, mais les pays sont ceux de la coupe du monde et pas de l'OCDE.

18. Comment fonctionne t-il ? J'ai compris que l'on pouvait choisir ce qui importe dans une équipe mais ensuite je ne comprends pas le lien avec la « distance to goal » et les pays.

En fait avec le poids des utilisateurs qui fait une équipe gagnante. What makes a football team, en fait c'est comparer le mini site avec le Better life index. Si l'on choisit deux pays, l'écart minimum est calculé et les préférences sont comparées avec le site Better Life Index. Je ne sais pas si je suis clair, c'est un peu compliqué, je ne suis pas à 100% convaincu.

19. Euh, non je n'ai pas vraiment compris la fin...

Oui c'est compliqué, mais les données que vous choisissez sont comparées avec celles rentrées pour les utilisateurs de chaque pays. C'est ce qui est noté en dessous « *Match results reflect a comparison between your preferences and those of users in the selected countries.* ». Le pays qui gagne est celui qui est le plus proche de vos attentes.

20. Existe-il d'autres dérivés de l'indicateur comme ça ?

Actuellement non, mais prochainement oui.

21. On parlait tout à l'heure de la médiatisation du Better Life Index versus le rapport Stiglitz, Stiglitz a t-il soutenu publiquement le Better Life Index ?

Oui Stiglitz l'a commenté. Il approuve ce que l'on a fait mais n'est pas fan de l'indicateur composite. Comme il l'expliquait dans son rapport on ne peut pas mettre toutes les dimensions ensemble et les comparer.

22. A termes comment va-t-il être utilisé dans les politiques publiques ? L'OCDE va t-elle faire des recommandations ?

Oui il y a déjà des gouvernements qui commencent à l'utiliser. Le premier ministre irlandais l'a cité comme une référence récemment ; mais c'est un long processus.

23. De quels instituts proviennent les chiffres ?

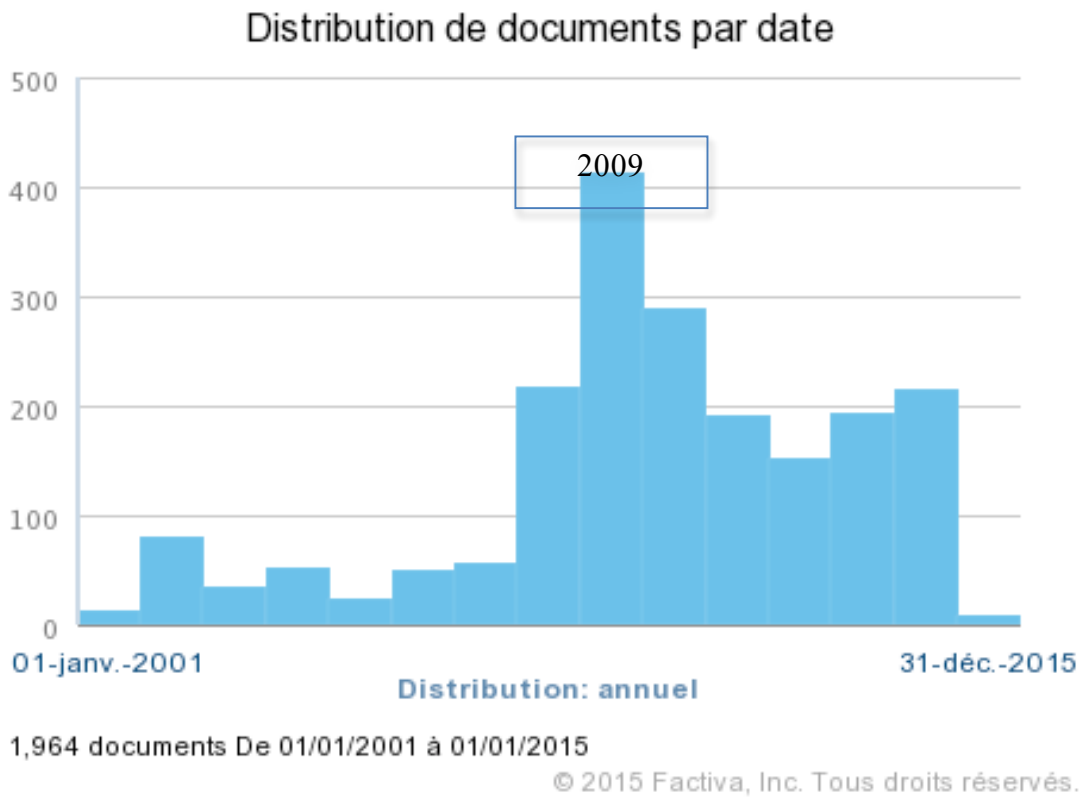
La plupart temps ce sont les chiffres officiels des gouvernements, et en France beaucoup de l'INSEE. Parfois des instituts de sondage comme Gallup.

24. L'indicateur a aussi été créé à l'échelle régionale pourquoi ?

La dimension régionale a été une autre direction prise par l'OCDE. On souhaitait être dans le micro et pas seulement dans le macro, à l'échelle des pays.

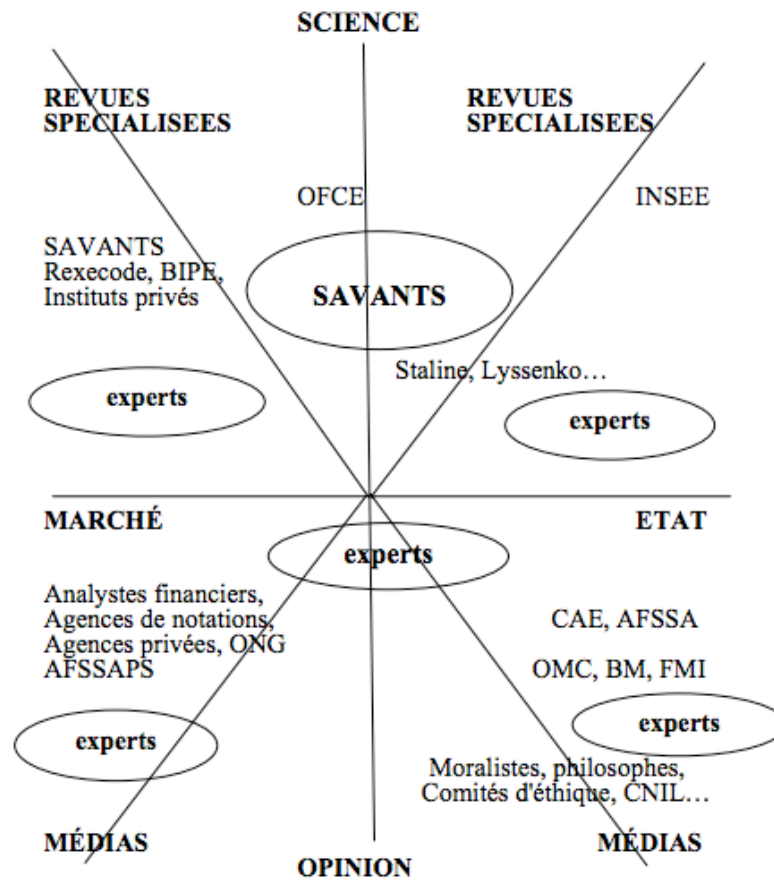
Annexe 5

Publications sur Joseph Stiglitz dans la presse française entre le 01/01/2011 et le 01/01/2015



Source : Factiva

Annexe 6



Source : Maris Bernard, « Economistes, experts et politiques », *Innovations* 1/2003 (n° 17) , p. 9-27

Annexe 7

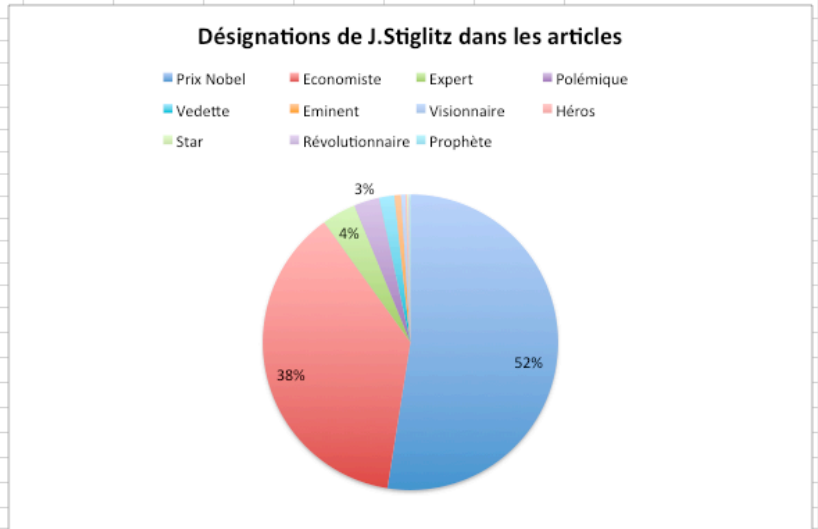
Formes de participation citoyenne

	Individuelle	Collective
Issues / processus décisionnel	Référendums	Formulation participative des politiques / gouvernance interactive
Processus / formation des opinions	Enquêtes délibératives	Forums délibératifs

Source : Michels Ank, « Les innovations dans la gouvernance démocratique – En quoi la participation citoyenne contribue-t-elle à l'amélioration de la démocratie ? », *Revue Internationale des Sciences Administratives* 2/2011 (Vol. 77) , p. 275-296

Annexe 8

Désignation	Nombre
Prix Nobel	872
Economiste	624
Expert	62
Polémique	46
Vedette	28
Eminent	12
Visionnaire	8
Héros	3
Star	2
Révolutionnaire	2
Prophète	2
Antilibéral	2
Néo contestataire	1
	1664

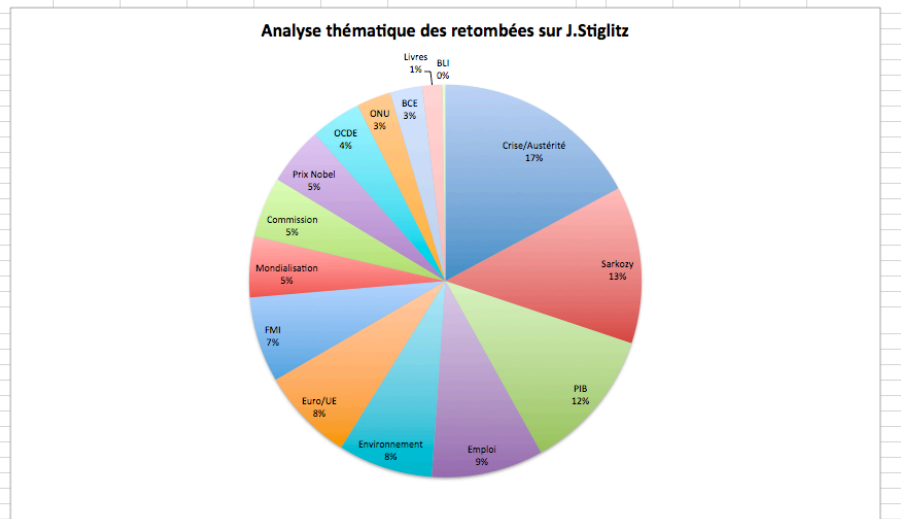


Factiva	
Date	01/01/01 au 01/01/15
Pays	France
Langue français	Français
Médias	all

Annexe 9

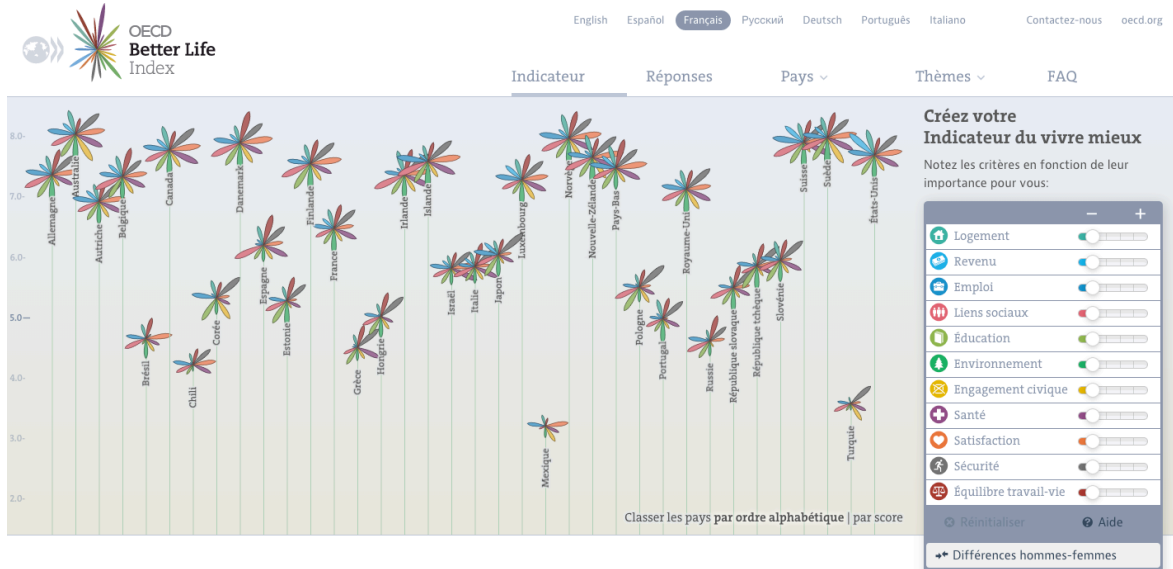
Sujet	Nombre d'articles
Crise/Austérité	859
Sarkozy	648
PIB	588
Emploi	461
Environnement	390
Euro/UE	385
FMI	352
Mondialisation	250
Commission	250
Prix Nobel	239
OCDE	209
ONU	141
BCE	133
Livres	82
BLI	13

Factiva	
Date	01/01/01 au 01/01/15
Pays	France
Langue	Français
Médias	all

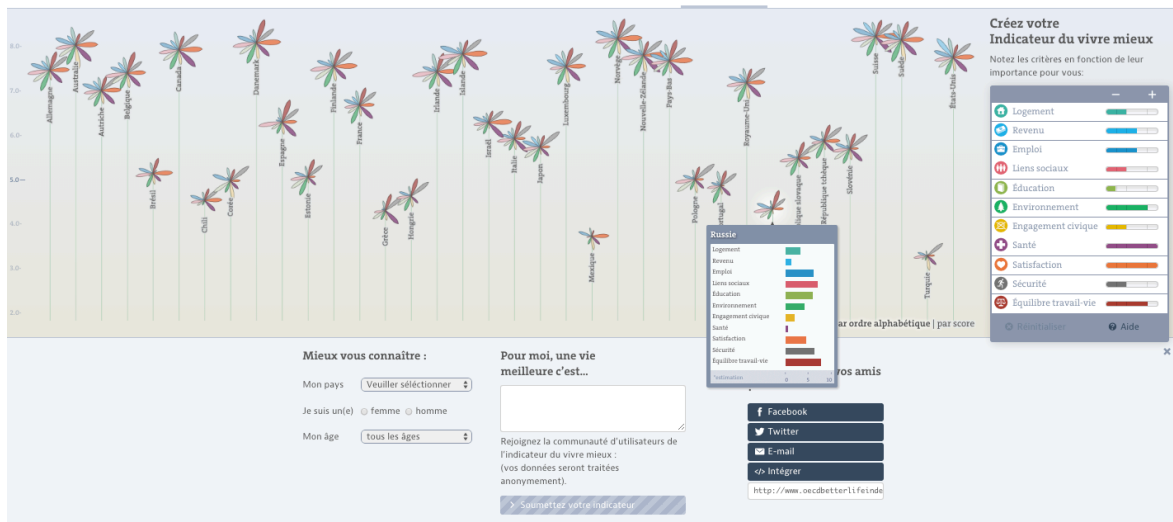


Annexe 10

Capture d'écran de la page d'accueil du site du Better Life Index



Personnalisation de l'indicateur



Source : <http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr>

Annexe 11

Fantasy football meets BLI

What makes a football team?

The Better Life Index meets Fantasy Football. Since its launch in 2011, people have been using the [OECD Better Life Index](#) to share their ideas on what makes for a better life. Using the same framework of ranking 11 topics, play the game and build the best team according to the factors most important to you.

Build your team

Move the sliders to get the right mix and win the World Cup.
Hover over each icon for more information.

Factor	Slider Range
Training Facilities	0 to 100
Team bonus	0 to 100
Regular club football	0 to 100
Team morale	0 to 100
Team tactics	0 to 100
Playing conditions	0 to 100
Fair Play	0 to 100
Fitness	0 to 100
Fan support	0 to 100
Referees	0 to 100
WAGS	0 to 100

Play the game

Reset settings

Source : <http://gitvfd.github.io/BLI-Meets-Fantasy-Football/>

Annexe 12

Liste des acronymes utilisés

BLI : Better Life Index

BNB : Bonheur National Brut

CCEE : Comité de Coopération Economique Européenne

HEC : Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Paris

IDH : Indice de Développement Humain

INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

OCDE : Organisation de Coopération et Développement Economiques

OECE : Organisation Européenne de Coopération Economique

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

PIB : Produit Intérieur Brut

Résumé :

Lancé en 2011 par l'OCDE, le Better Life Index est un indicateur intégrant onze dimensions ayant pour objectif de mesurer la qualité de vie des citoyens. Ouvrant la voie à la possibilité d'une vie meilleure, il s'inscrit dans la lignée du Rapport de la Commission Stiglitz Sen Fitoussi et a pour ambition de devenir, à terme, l'indicateur référentiel dans la mesure de l'économie.

Ce mémoire questionne la construction d'un débat sur les indicateurs alternatifs dans les médias. L'analyse s'appuie sur un corpus de presse composé d'articles sur Joseph Stiglitz et sur le Better Life Index. Ce dernier met en lumière la nouveauté de l'intérêt porté aux questions de bien-être en économie dans le champ politique et médiatique. L'analyse souligne, par ailleurs, la cristallisation des débats économiques et financiers autour de Joseph Stiglitz comme expert médiatique. Enfin, il questionne les ressorts de la communication du BLI –participation citoyenne, visualisation, événements -.

Mots clés : économie, économie du bonheur, indicateurs économiques, PIB, BLI, OCDE, médiatisation, récit médiatique.